MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Onzième séance – Mercredi 12 septembre 2001, à 17 h

Présidence de M. Pierre Losio, président

La séance est ouverte à 17 h au Centre international de conférences Genève.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger*, vice-président, *M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon*, *Barbara Cramer*, *M. Guy Dossan*, *M^{me} Fatiha Eberle*, *M. Jean-Marc Guscetti*, *M^{me} Virginie Keller Lopez*, *MM. Daniel Künzi*, *Bernard Lescaze*, *Paul Oberson*, *Mark Muller* et *M^{me} Arielle Wagenknecht*.

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare*, maire, *MM. Christian Ferrazino*, *Pierre Muller* et *Alain Vaissade*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 29 août 2001, le Conseil municipal est convoqué au Centre international de conférences Genève pour mardi 11 septembre et mercredi 12 septembre 2001, à 17 h et 20 h 30, et dans la salle du Grand Conseil pour lundi 1^{er} octobre 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Concernant le rapport d'activité 2000 de la Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique (Fondetec), je souhaiterais recevoir des informations complémentaires aux renseignements qui nous seront apportés à la commission des finances. En effet, à ma grande déception, j'ai appris ce matin que la société Geneva News, laquelle éditait un journal du même nom, a fait faillite. Je crois savoir que c'est la deuxième fois depuis qu'elle existe que la Fondetec est impliquée dans un cas de faillite d'un média écrit.

Je ne ferai pas de rapport entre cette affaire et celle d'*Info Dimanche*, mais j'ai constaté que 700 000 francs ont disparu suite à la faillite d'*Info Dimanche*; j'aimerais donc un complément d'informations sur Geneva News ainsi que sur tous les dossiers boiteux que la Fondetec a dans son portefeuille en ce moment.

En tant que chef des finances et de la promotion économique de la Ville de Genève et, tout simplement, comme gardien des contribuables de notre ville, je crois qu'il est important d'avoir à ce sujet des informations circonstanciées cette fois-ci, et non pas quelques bribes d'informations telles que celles qui nous ont été distillées dans les précédents rapports.

Le président. Merci, Monsieur le conseiller administratif. Je transmettrai votre demande au conseiller municipal Daniel Sormanni, président de la Fondetec, et je suppose que les explications que vous demandez pourront être données lors des séances de la commission des finances.

M. Manuel Tornare, maire. Je vous lis la lettre que le Conseil administratif a envoyée à M. James Foley, chargé d'affaires de la Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique qui se trouve à Chambésy, suite aux attentats d'hier sur le territoire américain. Nous avons aussi envoyé une lettre au maire de New York, M. Giuliani, ainsi qu'aux maires de Pittsburgh et de Washington.

«Le Conseil administratif de la Ville de Genève a appris avec effroi et consternation les attentats odieux qui ont frappé les Etats-Unis d'Amérique, en particulier les villes de Washington et de New York, très durement touchées. Profondément choqués par cette effroyable tragédie, notre Conseil tient à vous faire part de son immense émotion et de son soutien.

»Ses pensées vont en particulier vers les très nombreux blessés, les familles des victimes, en mesurant l'angoisse et la douleur qu'ils éprouvent. Nous tenons à

exprimer nos plus sincères condoléances aux familles affectées par cette terrible épreuve.

»Notre Conseil condamne sans réserve ces actes terroristes dont la barbarie est sans précédent et tient à exprimer au peuple américain sa solidarité – j’ai bien dit: «au peuple américain». Il espère que l’esprit de paix, cher à la Ville de Genève, finira par s’imposer au Moyen-Orient, dont la situation est certainement en lien avec ces événements tragiques. En vous réitérant notre soutien...»

J’ai également une réponse rapide à apporter à la résolution R-37 de M. Jean-Pierre Lyon, M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Evelyne Strubin, Eustacia Corttorreal, MM. René Grand et Souhail Mouhanna, intitulée «La Ville de Genève pour la solidarité». Cette résolution mentionnait Eric Grassien. Vous avez peut-être lu dans les journaux que, grâce à des interventions conjointes de l’Hôpital cantonal, de la Ville de Genève et de M. Segond, M. Grassien a été engagé à l’Hôpital cantonal comme huissier: il distribue le courrier quotidiennement. Grâce au Conseil administratif, il a trouvé un appartement aux Minoteries; celui-ci est adapté aux handicapés, mais pourrait l’être mieux. D’autre part, avec M. Guy-Olivier Segond et le professeur Morel, répondant d’Eric Grassien à l’Hôpital cantonal, nous avons fait une demande pour que ce dernier obtienne son permis d’établissement dans le canton de Genève.

Je réponds rapidement à une question que l’on m’a posée lors des séances plénières d’hier concernant le parc Gourgas. Le chemin piétonnier qui s’y trouve a été aménagé par le Service des écoles et institutions pour l’enfance. Des blocs de granit provenant des Alpes ont été placés sur la butte dans ledit parc. Ils sont un peu inesthétiques pour l’instant, mais, rassurez-vous, ils seront recouverts de végétation. Nous avons été obligés de les mettre sur cette butte pour éviter qu’elle ne s’effondre.

J’ai une dernière information à vous communiquer: un conseiller municipal – je ne me rappelle plus lequel – m’avait demandé au mois de mai un rapport concernant le chômage pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2001. Au nom du Conseil administratif, j’ai demandé à M. Santoni, du Service des ressources humaines, un rapport à ce sujet, remis au mois d’août. Je demanderai à l’huissier d’en distribuer une copie à chaque chef de groupe.

Le président. Je vous remercie, Monsieur le maire, de la diligence que vous avez montrée pour répondre à ces questions. Néanmoins, courtoisement et respectueusement, je vous fais remarquer que ce n’est pas à ce moment de notre séance plénière que ce type de réponse doit être apportée. Je vous remercie d’en prendre bonne note.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Clause d'urgence sur le rapport de la commission des finances chargée d'examiner les comptes rendus administratif et financier de l'exercice 2000 (PR-118 A).

Le président. Hier, chacun des groupes a accepté implicitement l'urgence concernant ce point. Néanmoins, par respect de notre règlement, avant de la faire voter formellement, je donne la parole aux chefs de groupe pour qu'ils s'expriment sur l'urgence qu'il y a à traiter le rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes.

M^{me} Michèle Ducret (R). Je me prononce en faveur de l'urgence de ce rapport.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Si j'ai bien compris, c'est en fait le Conseil administratif qui demande que nous traitions ce point en urgence. Mais s'il le voulait vraiment, il aurait fait diligence pour répondre aux questions que nous avons posées tout au long de l'étude des comptes en commission, et nous aurions déjà traité de ceux-ci avant le 30 juin de cette année. En effet, quand nous avons des réponses datées du 27 août – nous avons même reçu un tableau la semaine dernière à la commission des finances – nous pouvons nous poser des questions sur l'urgence lorsque c'est le Conseil administratif qui le demande.

Cela étant dit, je m'exprimerai maintenant sur l'urgence du rapport. Vu la liberté de manœuvre que le Conseil municipal a sur les comptes, ne devrait-il pas tout simplement laisser passer le délai imposé par la loi sur l'administration des communes (LAC) et demander au Département cantonal des finances d'approuver les comptes à notre place? Ce pourrait être éventuellement une façon de procéder. Le groupe libéral, qui n'entend pas venir au secours du Conseil administratif chaque fois qu'il demande des urgences, s'abstiendra sur celle dont il est question ici.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Mon groupe est tout à fait favorable à l'urgence du rapport, pour une raison déjà: la LAC donne à la Ville de Genève le 30 septembre comme délai d'approbation des comptes. (*Remarque de M. Bonny.*) Cela figure ainsi dans la LAC, Monsieur Bonny. Il est vrai que le Conseil administratif nous a envoyé une lettre dans laquelle il s'exprimait en faveur d'une adoption des comptes à la fin du mois de juin, mais je rappelle quand même que nous ne sommes pas là pour recevoir des ordres de sa part. De ce point de vue, je ne partage pas les critiques – ou plutôt la remarque – de M. Oberholzer à ce sujet. Je dis simplement que nous sommes en principe liés par un article de la LAC, ce qui constitue une première raison de traiter les comptes en urgence, puisqu'ils ont été approuvés par la commission. Rien ne justifie que nous ne fassions pas en sorte de respecter ladite loi.

La deuxième raison que j'évoquerai, c'est que ce point ne doit pas poser problème; le débat doit se dérouler très rapidement, dans la mesure où il y avait quasi-unanimité – sauf deux abstentions – à la commission des finances lorsqu'elle a approuvé ces comptes. Par conséquent, pour une fois que nous pouvons agir rapidement et ne pas laisser traîner un objet, je ne vois pas pourquoi nous nous imposerions des délais complètement inutiles.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Je ne souhaite pas polémiquer avec un membre de mon parti ou avec d'autres conseillers municipaux à ce propos. Je rappelle simplement que la proposition PR-114 est actuellement à l'étude de la commission des finances concernant une modification de la LAC pour la reddition des comptes non pas au 30 septembre, mais au 30 juin. Je vous signale d'ores et déjà que cette demande, faite par le Canton, n'émane donc pas du Conseil administratif, lequel n'impose rien du tout au Conseil municipal. Je ne crois pas que ce soit notre rôle.

Par contre, nous pouvons de temps en temps vous demander d'aller dans le même sens que nous et, en l'occurrence, tel est le but de la proposition PR-114. Tout simplement, si ce délai n'est pas accepté par le Conseil municipal sur cette base, eh bien, il risque de nous être imposé par le Conseil d'Etat qui modifiera la LAC en la matière. Je crois donc qu'il s'agit tout simplement d'une question de bon sens.

Vous avez renvoyé hier le projet de budget à la commission des finances. En termes de concordance de temps, n'est-il pas plus subtil de régler d'abord les comptes de l'année écoulée, avant de se pencher sur le budget de l'année à venir? Pour moi, et je le dis, c'est une évidence. Je vous engage donc à voter la clause d'urgence du rapport PR-118 A et à clore, finalement, le débat sur les comptes 2000.

M. Didier Bonny (DC). J'ai eu l'occasion au cours de la séance plénière d'hier soir de donner la position de notre parti concernant les urgences. Nous avons précisé que nous approuvions deux urgences: celle concernant la proposition PR-150, c'est-à-dire le rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget pour 2002, et celle concernant la proposition PR-155. Nous n'avons pas changé d'avis pendant la nuit: pour nous, la priorité, c'est l'ordre du jour; c'est peut-être en tenant le cap de cette manière que nous finirons par arriver à le respecter. Pour nous, les comptes peuvent donc attendre jusqu'au 1^{er} octobre, cela ne fera de mal à personne. Nous refuserons l'urgence.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). J'espère que nous n'aurons pas trop d'objets munis de la clause d'urgence à traiter à chaque séance, parce que nous commençons à discuter plus longtemps sur les urgences que sur les objets sur lesquels elles portent. Pour ma part, je souhaiterais que nous cessions de traîner, dans ce Conseil municipal, parce que, vraiment, nous n'arrivons pas à avancer. Bref, si nous n'avons pas pu examiner les comptes avant le 30 juin, nous essaierons de le faire d'ici au 30 septembre... Les Verts voteront donc la clause d'urgence du rapport.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). Conformément à ce que nous avons déclaré hier, nous acceptons la clause d'urgence sur le rapport.

M. Gérard Deshusses (S). Voter la clause d'urgence de ce rapport conduirait simplement à exercer aujourd'hui un «travail alibi». L'année dernière déjà, nous avons étudié les comptes en dehors des délais, puisque nous les avons adoptés après le 30 septembre. Le Canton avait déjà tout envoyé à Berne. Nous nous rendons bien compte, lorsque le Canton propose d'anticiper encore ce délai au 30 juin de l'année prochaine, que l'exercice que nous faisons est quelque peu factice. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste ne votera pas l'urgence du rapport.

Mise aux voix, la clause d'urgence du rapport est acceptée par 22 oui contre 10 non (11 abstentions).

Le président. Je vous informe que trois membres du Conseil administratif, MM. Pierre Muller, André Hediger et Manuel Tornare, doivent s'absenter à 17 h 45 pour participer à une cérémonie à la cathédrale de Genève en souvenir des victimes du drame d'hier aux Etats-Unis. MM. Ferrazzino et Alain Vaissade resteront présents pour assister à notre séance plénière.

4. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner les comptes rendus administratif et financier de l'exercice 2000 (PR-118 A)¹.

Rapporteur général: M. Jean-Pierre Oberholzer.

Plan du rapport

- I. Introduction
- II. Présentation générale des comptes
- III. Rapports des commissions spécialisées
- IV. Contrôle financier
- V. Délibération
- VI. Commentaire du rapporteur général
- VII. Vote
- VIII. Annexes au rapport général

I. Introduction

Présidence

Sous les présidences de M. Souhail Mouhanna et, dès le 12 juin 2001, de M. André Kaplun, la commission des finances a consacré 10 séances du 24 avril au 20 juin 2001 à l'étude du rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000 de la Ville de Genève.

M^{mes} Véronique Meffre et Gisèle Spescha rédigèrent les notes de séances de la commission des finances tout au long de nos travaux; qu'elles trouvent ici l'expression de nos remerciements!

Composition de la commission

M^{mes} Michèle Ducret, Marie-France Spielmann, Marie Vanek, Hélène Ecuyer (dès le 12 juin 2001), Sandrine Salerno (dès le 12 juin 2001) et MM. Didier Bonny, Alain Comte, Jean-Marie Hainaut, Sami Kanaan, André Kaplun, Bernard Lescaze, Pierre Losio, Souhail Mouhanna, Jean-Pierre Oberholzer, Robert Pattaroni, Jean-Pascal Perler, Daniel Sormanni.

Rapporteurs des commissions spécialisées

- Département municipal des finances et de l'administration générale:
M^{me} Michèle Ducret;

¹ «Mémorial 158^e année»: Rapport de gestion, 4290. «Mémorial 159^e année»: Urgence acceptée, 900.

- Département municipal de l'aménagement, des constructions et de la voirie: M. Jean-Pascal Perler;
- Département municipal des affaires culturelles: M^{me} Marie-France Spielmann;
- Département municipal des sports et de la sécurité: M. Sami Kanaan;
- Département municipal des affaires sociales, des écoles et de l'environnement: M. Robert Pattaroni.

Organisation des travaux

24 avril 2001

Audition de M. Alain Vaissade, maire, conseiller administratif chargé du département des affaires culturelles (présentation générale).

2 mai 2001

Audition de M. Alain Vaissade, maire, conseiller administratif chargé du département des affaires culturelles.

8 mai 2001

Audition de M. Pierre Muller, conseiller administratif chargé du département des finances et de l'administration générale.

Audition de M. André Hediger, conseiller administratif chargé du département des sports et de la sécurité.

9 mai 2001

Audition de M. Christian Ferrazino, conseiller administratif chargé du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie.

Première audition du Contrôle financier.

22 mai 2001

Audition de M. Manuel Tornare, conseiller administratif chargé du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement.

23 mai 2001

Deuxième audition du Contrôle financier.

19 juin 2001

Audition de M. Manuel Tornare, maire, conseiller administratif chargé du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement (pour répondre aux questions en suspens).

20 juin 2001

Délibération et vote.

La commission des finances remercie vivement les collaborateurs des départements concernés qui par leur présence aux auditions et leurs réponses aux questions posées ont contribué au bon déroulement de nos travaux.

Pour mémoire, notre Conseil fut saisi ce printemps d'une proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie (DIAEE), visant à ramener le délai octroyé à la Ville de Genève (LAC, art. 75, al. 2) du 30 septembre au 30 juin pour approuver ses comptes. Dans l'intention de satisfaire par anticipation à cette demande, la commission des finances s'est fixé un calendrier de travail draconien afin de pouvoir soumettre le présent rapport au Conseil municipal avant le 30 juin 2001. Las, en raison d'une certaine torpeur dont fut frappé le Conseil administratif, les réponses aux questions posées par la commission des finances ne parvinrent pas dans leur intégralité avant le 19 juin 2001, brisant net ainsi l'espoir de la commission de rendre son rapport pour la dernière séance plénière du mois de juin de notre Conseil.

II. Présentation générale des comptes

Avertissement: le lecteur voudra bien se référer aux tableaux en annexe et au rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000 pour y trouver les chiffres dans leur ensemble. Le rapporteur se limite à mettre en évidence les variations significatives par rapport au budget 2000 et aux comptes 1999 et les raisons de celles-ci.

Les annexes au rapport général se trouvent en fin de rapport.

A la satisfaction générale, les comptes de la Ville de Genève présentent un excédent de revenus qui s'élève à 87,5 millions de francs. Cet excellent résultat est essentiellement dû à l'augmentation des rentrées fiscales par rapport au budget 2000 (102 millions, soit + 18,2%, cf. en annexe «Structure des revenus de fonctionnement par nature»).

Le rendement du centime additionnel est passé de 10 millions en 1998 à 12,5 millions, soit une augmentation de 25%. (Cf. tableau en annexe.)

La taxe professionnelle participe à cette embellie par une augmentation de ses revenus de 22,7%, soit un montant de 15,9 millions, par rapport au budget 2000. Cette augmentation des recettes, principalement due au rattrapage de certaines taxes, ne devrait pas se renouveler et il conviendra d'être prudent lors des prochains budgets.

Relevons également que par rapport aux comptes 1999 la variation est moins spectaculaire, car elle passe de 18,2% – comptes à budget – à 7,2% – comptes à

comptes. (Cf. page 1/11 du rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000 ou page 4300 du *Mémorial*.)

Rappelons ici que, si le budget constitue une intention, les comptes reflètent la réalité!

Les charges de fonctionnement augmentent de 24,5 millions par rapport au budget 2000 et de 7,5 millions par rapport aux comptes 1999. (Cf. en annexe «Structure des charges de fonctionnement par nature».)

Cette augmentation est principalement due aux créances non recouvrables et aux provisions pour débiteurs douteux.

Le poste 31, qui constitue les charges de fonctionnement liées au «train de vie» de l'administration, diminue de 1,5 million par rapport au budget 2000, mais augmente de 4 millions par rapport aux comptes 1999.

Les frais de personnel constituent 38% des charges de fonctionnement, ce montant élevé reste cependant en dessous des 40% admis par le Conseil administratif.

En ce qui concerne les investissements, à hauteur de 92,5 millions pour le patrimoine administratif et de 41 millions pour le patrimoine financier, l'autofinancement est total y compris l'achat des actions de la Banque cantonale de Genève (BCGe) et dégage un excédent de 15 millions affecté à la diminution de la dette.

Sans l'investissement concédé pour le sauvetage de la BCGe, la Ville de Genève aurait vu sa dette diminuer de 85 millions. (Cf. en annexe «Tableau récapitulatif des investissements».)

De plus, la légère diminution de la dette est pénalisée par une augmentation des taux (taux moyen 4,8%). (Cf. en annexe «Récapitulation des intérêts relatifs à l'ensemble des dettes».)

L'excédent de revenus des comptes de l'exercice 2000 de 87 631 257,13 francs est porté en augmentation de la fortune nette de la Ville de Genève, qui s'élève, au 31 décembre 2000, à 258 188 462,13 francs.

Précisons que les excédents de revenus ou de charges modifient d'autant la fortune de la Ville de Genève, et que les excédents ou manques d'autofinancement des investissements modifient d'autant la dette.

De ce fait, toute intention d'attribuer les éventuels bonis à d'autres affectations demeure des vœux pieux.

En outre, lors de la présentation des comptes 2000, le Conseil administratif, par la voix de M. Alain Vaissade, maire, a confirmé que le Conseil administratif pense régler la situation des faux temporaires d'ici au 31 décembre 2001. Cette régularisation se fera par un dépassement du budget 2001.

III. Rapports spécialisés

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Rapporteur: M^{me} Michèle Ducret.

La commission des finances a reçu M. Pierre Muller, chef du département municipal des finances et de l'administration générale, le 8 mai 2001.

Il était accompagné de MM. Eric Hermann, directeur à la Direction des finances, Philippe Esteban, adjoint de direction à la Direction des finances, Serge Pellaton, chef du Service des achats, Aimé Mariaux, chef de la Comptabilité générale et du budget, et Robert Rapin, directeur de la Direction des systèmes d'information.

Les réponses orales qui ont été données sont consignées ci-après.

Les réponses écrites sont annexées au rapport général.

Le chef du département s'est d'abord félicité des excellents résultats des comptes 2000. Il n'en avait pas vu de semblables durant toute sa carrière municipale. Les rentrées fiscales ont été exceptionnelles grâce aux personnes physiques et aux entreprises qui ont acquitté impôts et taxe professionnelle, grâce surtout à la reprise économique.

Il a aussi remercié l'administration municipale et ses collaborateurs, qui ont permis de contenir les charges.

Il a souligné que les investissements n'ont pas atteint la limite fixée par le Conseil municipal et que la participation de la Ville de Genève à la recapitalisation de la Banque cantonale de Genève (BCGe) a tout de même obéré le résultat général favorable des comptes. A ce sujet, il faut noter que le Contrôle financier signale une surévaluation, estimée actuellement à 34 856 500 francs, des actions nominatives de cette banque aux mains de la Ville de Genève.

Une question, qui a longuement agité la commission des finances lors de l'examen des comptes 1999, soit le problème du complément de salaire attribué

au personnel des institutions de la petite enfance et son insertion dans le budget, a été soulevée par un commissaire. Il a parlé de «correctif budgétaire». Ce terme ne fait pas partie du vocabulaire municipal genevois et M. Muller n'avait pas encore les chiffres, mais ceux-ci seront donnés par le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement.

Il n'y aurait pas d'autre «correctif budgétaire» de prévu pour 2001, mais il est évident que le département des finances et de l'administration générale serait chargé de mettre en forme tout correctif qui devrait survenir.

Un autre commissaire demande un tableau de l'évolution de la masse salariale du personnel de la Ville entre 1991 et 2000, avec adaptation des annuités. Il désire savoir si le pouvoir d'achat des fonctionnaires de la Ville a été maintenu durant toutes ces années, selon la volonté du Conseil municipal de 1990. La réponse, écrite, est annexée au rapport général et sera donnée par les services du maire, M. Alain Vaissade.

Un commissaire se préoccupe de la diminution réelle de la dette. Il lui est répondu que, en mars 2001, il a été emprunté moins qu'il a été remboursé et que cela témoigne d'un lent mouvement de remboursement de la dette. Les responsables du département des finances et de l'administration générale profitent actuellement de la baisse des taux d'intérêt pour rembourser la dette, abandonnant peu à peu les emprunts à taux élevé pour en contracter d'autres plus avantageux et profitant des nouveaux instruments financiers, dont le Conseil d'Etat les a autorisés à faire usage.

Il n'y aura cette année pas d'opération d'emprunt, ce qui devrait permettre de rembourser 30 millions de francs en 2001.

La question du plan de trésorerie établi par la Direction des finances est soulevée: ce plan est revu chaque semaine, car la trésorerie est un élément très fluctuant. En connaître les flux exacts est difficile, le département travaille sur des moyennes et doit ajuster sa position au fur et à mesure des événements qui surviennent, de façon souvent imprévisible malgré toutes les précautions.

Une expérience de présentation des budgets des départements par prestations est en cours. Elle a commencé dans cinq services différents et a permis de définir une méthode générale qui devrait être appliquée à moyen terme à tous les services municipaux. La mise en place des outils permettant la généralisation du projet est en train de se faire, en collaboration avec plusieurs départements, dont, principalement, celui des affaires culturelles, qui a accompli le plus gros du travail.

Quel est le rôle du Contrôle de gestion dans le domaine des subventions? Il travaille en collaboration avec tous les services.

Un commissaire, qui désire obtenir le tableau des charges nettes département par département, a reçu une réponse écrite annexée au rapport général.

Un commissaire constate que les taux de primes versées aux différentes assurances couvrant tous les risques pour la Ville de Genève, particulièrement dans le domaine de l'assurance accidents augmentent. Il est évident que les fonctionnaires municipaux doivent être – et sont – informés régulièrement de la nécessité des mesures de sécurité à prendre dans le travail et en dehors. Ils sont aussi rendus attentifs au fait que la prolongation excessive des arrêts de travail coûte finalement très cher non seulement à la communauté, mais aussi à eux-mêmes.

Un commissaire demande un tableau montrant la répartition détaillée des 11 456 308,50 francs de subventions accordées aux locataires des logements de la Ville de Genève. Ce tableau se trouve en annexe du rapport général.

Un commissaire demande ce qu'il advient du système Eurozoom. Ce système, utilisé pour la gestion comptable de la Ville, vieillit et devra être remplacé dans les cinq ans qui viennent. La société qui a vendu Eurozoom à la municipalité a fait faillite, mais la maintenance a pu continuer à être assurée par un successeur.

Le sort de deux motions déposées en 1996 par le groupe libéral concernant la politique des achats et la gestion des véhicules inquiète un commissaire. En ce qui concerne la gestion des véhicules, le département cherche à rationaliser: il a déjà supprimé deux postes sur cinq et une demande de crédit sera présentée au Conseil municipal d'ici à septembre pour une mise en ordre du parc des véhicules.

Les contrats de nettoyage des bâtiments municipaux (intérieur) préoccupent un commissaire. Ils ont été dénoncés en bloc, pour faire jouer la concurrence. En effet, ces contrats n'avaient pas été touchés depuis quinze ans. Dix-neuf entreprises se partagent la clientèle de la Ville, dont une qui jouit de la plus grosse part du gâteau (plus du tiers), les 18 autres se disputant le reste. Les contrats ont donc été résiliés pour le 31 décembre 2000, puis prolongés de mois en mois afin de permettre aux entreprises de continuer l'entretien et de postuler. Il faut relever que ce ne sont pas moins de 110 chantiers potentiels qui sont à répartir entre ces 19 entreprises.

Le métrage des surfaces à entretenir n'avait jamais été fait. Un architecte a été engagé pour y procéder et il aura terminé à fin juin 2001. Il sera ensuite plus facile d'évaluer exactement le travail à effectuer et de vérifier les factures présentées par les entreprises de nettoyage.

Un commissaire demande si le contrat conclu entre la Ville de Genève et le groupe Swissôtel concernant l'Hôtel Métropole sera repris tel quel par le groupe Raffles. M. Muller répond que la passation de pouvoir aura lieu en juin 2001 mais pense que rien ne devrait changer, et que les engagements contractuels devraient

être respectés, comme cela lui a été promis oralement. (Rappelons que, pour 2000, l'Hôtel Métropole a obtenu d'excellents résultats.)

La Ville a consenti un investissement de 35 millions de francs pour la rénovation de l'Hôtel Métropole. Aujourd'hui, l'hôtel vaut plus et, d'ici à trois ans, il sera entièrement rénové.

Un commissaire constate que les heures du personnel chargé d'encadrer les manifestations privées, sportives ou non, augmentent. Il s'agit de prestations en nature.

Un commissaire désire avoir un tableau complet des voyages effectués en 2000 par le Conseil administratif, avec les dates, la durée, les destinations et les coûts. On trouvera ce tableau en annexe au rapport général.

Un commissaire s'intéresse au «fonds d'assurance». Il s'agit d'un fonds, de 21 millions de francs, qui est prévu pour prendre en charge des frais qui ne seraient pas couverts par les assurances (en cas de tremblement de terre, par exemple), mais qui sert en fait à aider à équilibrer le budget. Il n'a pas été nécessaire d'y avoir recours en 2000, grâce aux bons résultats financiers.

La taxe professionnelle communale semble avoir atteint une masse critique qui ne devrait pas encore augmenter.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi fiscale cantonale a-t-elle eu des répercussions sur les finances de la Ville? M. Muller ne peut encore répondre, des chiffres précis ne lui étant pas encore parvenus, et il faut attendre, comme de coutume, la lettre de M^{me} Calmy-Rey, chef du Département cantonal des finances, pour avoir des chiffres fiables permettant d'élaborer le budget 2002. Pour l'instant, les services du magistrat doivent se contenter d'une évaluation sur des montants provisoires.

Aux questions et réponses formulées lors de l'audition de M. Pierre Muller et de ses chefs de services, il faut ajouter les considérations du Contrôle financier, mentionnées dans le rapport de ce dernier du 22 mai 2001.

Concernant le département des finances et de l'administration générale, le Contrôle financier fait les observations suivantes:

La Comptabilité générale doit vérifier que les divers services offrant des prestations payantes envoient régulièrement leurs factures et rappels et s'assurent du paiement.

Le Service des achats ne fait pas toujours directement les acquisitions, qui sont pourtant de son ressort. Il doit redéfinir de façon plus claire les possibilités d'achat de mobilier et de matériel et en surveiller le traitement comptable adéquat et systématique.

La Gérance immobilière municipale se voit reprocher une certaine désorganisation (les procédures administratives et comptables ne répondent pas aux exigences des différents règlements). La procédure de location des salles communales n'est par exemple pas toujours respectée à la lettre, mais il semble qu'il ait été remédié dernièrement à cela, de même qu'en ce qui concerne la gestion des comptes des droits de superficie et de fermages.

Le processus comptable montre des écarts inexpliqués entre les systèmes Ofiger et Eurozoom quant aux écritures relatives aux encaissements des débiteurs. Une écriture globale de régularisation a été faite par le département municipal des finances et de l'administration générale.

Les prestations effectuées par des services municipaux à d'autres services municipaux devraient être comptabilisées, selon une décision du Conseil administratif. Cela n'a été que partiellement réalisé en 2000.

La valeur des droits de superficie accordés gratuitement à des tiers n'est pas comptabilisée.

Lors de leur seconde visite à la commission des finances, le directeur du Contrôle financier, M. André Lévrier-Ferrollet, le sous-directeur, M. Claude Chouet, et M. Fabrice Raemy, adjoint de direction, ont précisé leur pensée à l'intention des commissaires.

Selon M. Lévrier-Ferrollet, l'effectif du Contrôle financier est à présent presque au complet et devrait pouvoir assumer bientôt la tâche assignée à cet organe de la meilleure manière possible.

Concernant les points soulevés plus haut et directement relatifs au département des finances, M. Lévrier-Ferrollet précise que les problèmes de gestion de la Gérance immobilière municipale sont en passe d'être résolus. Le Service de la comptabilité est en pleine réorganisation, et un nouveau chef de la comptabilité a été engagé, qui connaît très bien les exigences de son poste et les enjeux. La situation comptable est à nouveau maîtrisée.

La gestion des salles communales, qui a été mise en cause dans le rapport du Contrôle financier, n'est pas satisfaisante, mais il ne s'agit que de négligence.

Il est relevé qu'une insuffisance de provision sur le reliquat des centimes additionnels existe encore pour 2000. Cette provision devrait, selon la loi, atteindre 30% et n'est, pour l'instant, que de 20%.

M. Lévrier-Ferrollet indique aussi que la surévaluation des actions de la BCGe, qui était d'environ 34 millions de francs dans le rapport du Contrôle de gestion, atteint aujourd'hui, selon les estimations, environ 46 millions de francs. La situation s'aggrave et il aurait fallu faire une provision pour cette perte. Naturellement, le revenu de la Ville est diminué d'autant.

DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT,
DES CONSTRUCTIONS ET DE LA VOIRIE

Rapporteur: M. Jean-Pascal Perler.

1. Introduction

La commission des finances, sous la présidence de M. Souhail Mouhanna, a auditionné, le 9 mai 2001, M. Christian Ferrazino, conseiller administratif, accompagné de M. Michel Ruffieux, directeur de la Division de l'aménagement et des constructions, et M. Gaston Choffat, directeur de la Division de la voirie.

Les notes de séance ont été prises par M^{me} Véronique Meffre que le rapporteur tient à remercier.

2. Examen du rapport d'activité du Contrôle financier

Trois services ont été contrôlés: le Service des bâtiments, le Service de l'entretien du domaine public et le Service levée et nettoyage, pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 2000. L'analyse des processus administratifs et comptables montre que ceux-ci répondent aux prescriptions légales et réglementaires. Leur organisation garantit une sécurité suffisante dans le déroulement des opérations financières et comptables. L'application des processus comptables est suivie, à l'exception de certaines écritures qui ne respectent pas le principe d'étanchéité des exercices, à savoir des montants correspondant à des charges concernant l'exercice 1999 et comptabilisées dans l'exercice 2000.

3. Examen du rapport de gestion du Conseil administratif

3.1 *Service d'urbanisme*

Concernant l'Agenda 21, le service a fixé comme priorité la dimension sociale du développement durable. La mission consiste à établir un recensement et une cartographie des équipements municipaux et à développer une méthode qui permette d'apprécier le degré de pertinence entre offre et demande à l'échelle de chaque quartier de la ville.

L'ensemble des actions du plan piétons a remporté le Prix de l'innovation, devant 45 autres projets déposés dans le cadre du concours de la Mobilité piétonne organisé à l'échelle nationale.

3.2 *Service d'aménagement urbain*

Le Conseil administratif a créé une délégation au mobilier urbain, afin de faire des choix quant au catalogue des divers éléments urbains.

La Ville de Genève a rejoint les 800 villes européennes qui ont participé à la journée du 22 septembre «En ville, sans ma voiture».

Le projet «Le Fil du Rhône» a reçu le prix Wakker de la Ligue suisse du patrimoine.

Concernant la Société générale d'affichage (SGA), elle reverse une somme de 250 000 francs à la Ville de Genève. Cette somme est répartie entre les départements et leur permet de louer des emplacements pour l'affichage; le chef de service joue un rôle à l'intérieur de la délégation du Conseil administratif auprès de la SGA en intervenant principalement au niveau de l'emplacement des panneaux, qui suscitent des problèmes d'aménagement.

La cellule «Eclairage public» a comme principale orientation la recherche d'économies d'énergie, par une meilleure gestion de l'entretien et de la rénovation des installations, par la mise en place d'appareils de stabilisation de tension, ainsi qu'en poursuivant l'élaboration des «plans-lumière» pour les quartiers; quelque 200 luminaires ont été ajoutés, mais avec une réduction de la puissance globale installée.

3.3 *Service d'architecture*

Le montant des dépenses d'investissement (22 500 000 francs) est le plus faible de ces dix dernières années. Cela est dû à la diminution du nombre d'opérations et au ralentissement du rythme des études.

Le service a présenté pour 83 456 160 francs de crédits de construction au Conseil municipal. Le Conseil municipal a quant à lui voté pour 7 352 072 francs de crédits de construction!

Sur les 106 crédits bouclés, 49 l'ont été sans crédit supplémentaire, 39 avec des crédits complémentaires pour couvrir les hausses conjoncturelles et contractuelles, et 18 avec des crédits complémentaires pour couvrir les hausses et les dépassements, qui représentent 1,13% du total des crédits votés.

Concernant l'Agenda 21, le service participe à la cellule romande «Eco-construction», qui s'intéresse particulièrement à la gestion des déchets de chantier, à la récupération des matériaux de construction et à l'élaboration d'un cahier des charges allant dans le sens d'un développement durable lors de concours d'architecture.

La Ville de Genève a reçu le Prix Interassar 2000 pour la réalisation du groupe scolaire de l'Europe, œuvre de l'architecte Jean-Marie Bondallaz et de ses collaborateurs.

3.4 Service des bâtiments

Considérant le nombre d'immeubles appartenant à la Ville de Genève, un commissaire a constaté qu'il y avait de grandes différences entre les chiffres 1999 et 2000. Le département précise que la différence de 28 bâtiments provient, d'une part, de l'échange Ville-Etat dont faisait partie les abattoirs et, d'autre part, de villas démolies ou dont la démolition est prévue dans le cadre de la construction:

Éliminés de la base de données «Stratus»

Jeunes 10, 12-14, 16, 18-20, route (abattoirs)	14 bâtiments
Baulacre 10, rue	1 bâtiment
Montbrillant 23, rue	1 bâtiment
Pailly 11, avenue	1 bâtiment
Trait-d'Union 10, chemin	1 bâtiment
Beaulieu (garages), rue	1 bâtiment

Transférés au Service des écoles et institutions pour l'enfance

Peschier 34, rue	1 bâtiment
Rodo 5, rue	1 bâtiment

Sortis de «Stratus» en raison d'une prochaine démolition

Camille-Martin 20b et 26, rue	2 bâtiments
Ouches 15 et 17, chemin	2 bâtiments
Henri-Golay 17 et 19, avenue	2 bâtiments

Sorti de «Stratus» à cause de travaux de rénovation lourds

Général-Guisan (Café de la Potinière), quai	1 bâtiment
Total	28 bâtiments

La commission des finances constate que 63% des bâtiments appartenant à la Ville de Genève sont considérés comme en bon état, c'est-à-dire qu'ils valent entre 85 et 95% de leur valeur à neuf. Néanmoins, un effort constant d'entretien courant doit être maintenu pour que ces bâtiments restent en leur état. D'un autre côté, il faut essayer d'intervenir en priorité sur les immeubles en mauvais (2,70%) et très mauvais état (2,53%), afin d'arriver à ce que 75% du parc immobilier soient considérés comme en bon état. De plus, il faut savoir que la «valeur à neuf» des bâtiments correspond à la valeur constructive.

Concernant le stade de Richemont et ses problèmes aquatiques, il ne s'agit pas d'infiltrations d'eau (fuites), mais d'un manque d'écoulement des eaux de surface lors de fortes pluies. Cela provient du gazon synthétique choisi, car le Service des sports ne voulait pas d'un revêtement qui absorbe rapidement l'eau, afin

de ne pas avoir à arroser trop souvent. Le Service des bâtiments a fait nettoyer tout le système de canalisations, y compris les drainages. Actuellement, selon des contrôles exécutés régulièrement, cela fonctionne correctement.

En 2000 a débuté la mise en place des poubelles vertes dans les appartements (crédit d'investissement) et l'aménagement de locaux à conteneurs pour les déchets organiques, ce qui ne coûte rien, car il suffit simplement de trouver un endroit existant pouvant être réaffecté. Maintenant, il ne reste quasiment plus que des bâtiments où il sera nécessaire de créer des espaces appropriés, ce qui impliquera des ponctions sur le budget de fonctionnement. De plus, un règlement est en préparation afin de sanctionner les propriétaires et régies récalcitrants. En effet, du moment que c'est la commune qui est chargée de récolter les ordures ménagères et de payer pour leur incinération, il est primordial d'utiliser les bonnes filières de valorisation et d'avoir, par conséquent, à la base, un contenu des poubelles adéquat par le tri sélectif des déchets.

3.5 Service de l'énergie

Au regard du bilan de son Agenda 21, la commission des finances tient une fois de plus à féliciter le Service de l'énergie pour le travail qu'il a accompli afin d'optimiser la consommation des énergies en Ville de Genève et par le pragmatisme des réalisations concrètes effectuées.

La consommation d'eau est à nouveau en baisse. Depuis 1996, l'économie financière représente pas moins de 4 millions de francs! Pour la seule année 2000, la consommation des fontaines a diminué de 15,4%. Cependant, l'exercice 2000 restera marqué par une forte augmentation des dépenses consacrées aux achats d'énergie: + 14,1%, soit 2 millions de plus pour l'ensemble des rubriques du groupe 312. Le budget a toutefois été respecté, car cette augmentation était prévisible, d'une part par la suppression du rabais accordé par les SIG aux collectivités publiques et, d'autre part, par les hausses très importantes qui ont touché les énergies fossiles, en particulier les huiles de chauffage, dont le prix d'achat a doublé entre deux exercices comptables.

3.6 Service entretien du domaine public, manifestations et matériel de fêtes

La commission des finances apprend que le degré de toxicité de la peinture utilisée pour les marquages routiers correspond aux normes fédérales. Il n'y a donc pas de toxicité supérieure au seuil tolérable. Ces produits sont à base d'eau et contiennent de moins en moins de composants acétonés.

Le service semble avoir trouvé une solution concernant les graffiti. Il a fallu longuement s'interroger sur la stratégie à adopter. Le chef de service s'est rendu à

Berne et à Bienne, afin de voir avec quels produits les autres collectivités publiques luttent contre le problème. Aujourd'hui, un produit permet d'effacer les graffiti sans mettre en danger la pierre nettoyée. Deux secteurs d'essais ont été définis: le quartier des Grottes, sur la rive droite, et les quartiers de Plainpalais et de la Jonction, sur la rive gauche. La démarche consiste à limiter la durée de vie des graffiti à quarante-huit heures sur tous les immeubles de la Ville de Genève. C'est un travail usant, mais, après deux mois d'intervention, il y a lieu d'être optimiste. De plus, il est précisé que la Ville n'a pas mandaté des polices privées de surveillance, car on a constaté que c'est l'effet contraire à celui souhaité qui se produit.

Les débarras sauvages continuent à interpeller le service, qui se penche sur la question. Des plaintes régulières sont déposées concernant les débarras sauvages. Leur évacuation est coûteuse, car la Ville a dû faire appel à une équipe supplémentaire. Comme pour le tri des déchets où un règlement est à l'étude, il faudrait aussi pouvoir établir un règlement qui permette de sanctionner les contrevenants. Mais, avant, une dernière tentative dissuasive sera effectuée. Il s'agit d'installer des photos (sur plus de 30 points) avec, d'un côté, une accumulation de débarras et, de l'autre côté, un endroit propre. L'objectif est de culpabiliser les auteurs potentiels. Si cette démarche se révèle sans succès, il ne restera plus que la solution des amendes dissuasives.

Un commissaire propose alors un autre concept: à l'instar des constructions d'écoles où on attend un à deux ans avant d'aménager les aires de jeux afin de déterminer les lieux naturels que s'approprient les enfants, on pourrait considérer de la même façon les endroits où l'on constate des débarras sauvages et les aménager en petites déchetteries, car on y trouve toutes sortes de déchets différents.

3.7 Service levée des résidus ménagers et nettoyage du domaine public

Le taux de recyclage de la Ville de Genève est passé de 17,3% (1999) à 20,8% en 2000; les objectifs du canton sont d'atteindre la moyenne suisse, c'est-à-dire 40% pour 2003. Afin d'éviter que Berne impose une taxe «poubelle» à Genève, il est primordial de ne pas arrêter les efforts fournis depuis déjà quelques années.

Il est intéressant de savoir que tous les objets qui passent par des filières de valorisation ont un coût. Il n'y a que les vieux papiers et cartons, dont la valeur marchande peut fluctuer au cours d'un exercice, qui peuvent parfois rapporter quelque chose à la commune (annexe).

On assiste à une hausse régulière du nombre de frigos à débarrasser. Sur 2581 frigos récoltés, seulement 668 étaient munis d'une vignette (taxe: 75 francs), ce qui a occasionné une charge de 143 475 francs par manque de civisme d'une

certaine frange de la population. Lors de l'exercice 2001, il sera possible de prélever une partie ou la totalité de cette somme dans le fonds de gestion cantonale des déchets.

Depuis la mise en place d'une ordonnance fédérale qui régit la reprise et l'élimination des appareils électroménagers et électroniques de loisirs (OREA), l'accroissement du nombre d'appareils sans propriétaire trouvés sur le domaine public, et cela malgré l'obligation de reprise par les commerces spécialisés, représente plus de 70%.

La récolte des vieux papiers et cartons a augmenté de 1340 tonnes, s'établissant à 8124 tonnes pour l'exercice comptable; la collecte des déchets organiques a passé, quant à elle, le cap des 1000 tonnes avec, pour l'année 2000, une augmentation de 24%.

4. Examen des comptes proprement dits

4.1 Cellule 210400, Aménagements urbains

Poste 310, Traitement du personnel

La forte augmentation est due en partie à l'engagement de deux nouveaux cadres pendant l'exercice.

Poste 318, Honoraires et prestations de service

L'augmentation de cette ligne budgétaire est relative aux dépenses de la journée «En ville, sans ma voiture!» enregistrées en dépassement du compte 31861, «Organisations d'événements», en compensation à la proposition N° 47, en vue de l'ouverture d'un crédit de 295 000 francs pour la journée du 22 septembre 2000, acceptée par le Conseil municipal le 3 mai 2000, cela suite à la décision du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie, lequel n'a pas accepté ce crédit d'investissement extraordinaire, considérant que la manifestation se veut annuelle et régulière. Le coût de la journée s'est élevé à 281 687 francs. Il est à signaler que, lors du vote du 3 mai 2000, le Parti libéral avait déposé un amendement pour mettre la somme dans le budget de fonctionnement, amendement refusé par la majorité du Conseil municipal. Finalement, il s'avère que les libéraux n'avaient pas tout à fait tort...

4.2 Cellule 230502, Levée des résidus

Poste 350, Canton

L'augmentation régulière des taxes d'incinération font que la somme payée à l'usine d'incinération des Cheneviers avoisine les 14 millions de francs, avec un

accroissement de plus de 700 000 francs par rapport à l'exercice 1999, et cela malgré une progression du taux de recyclage. La reprise économique va de pair avec l'augmentation des déchets...

5. Conclusions

L'ensemble des points traités précédemment constitue la synthèse de l'audition du magistrat et de ses deux directeurs et des questions que ces points ont engendrées. L'étude du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie n'a pas soulevé, lors de cette première approche, des réprobations quant à l'acceptation des comptes, mais cet acte résultera de la discussion finale dont les conclusions feront partie du rapport principal.

Annexe mentionnée.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES CULTURELLES

Rapporteur: M^{me} Marie-France Spielmann.

La commission des finances a consacré une séance à l'examen des comptes et du rapport de gestion du Conseil administratif du département des affaires culturelles. Les travaux de la commission ont été présidés par M. Souhail Mouhanna. Les notes de séance ont été prises par M^{me} Véronique Meffre.

Le mardi 2 mai 2001, la commission des finances a siégé en présence de M. Alain Vaissade, maire de la Ville de Genève, chargé du département des affaires culturelles.

Le chef du département des affaires culturelles était accompagné par:

M. Pierre Roehrich	directeur du département;
M ^{me} Martine Koelliker	directrice adjointe du département;
M ^{me} Isabelle Ruepp	directrice du Service des bibliothèques et disothèques municipales;
M. Alain Jacquesson	directeur de la Bibliothèque publique et universitaire;
M ^{me} Nathalie Chaix	cheffe du Service de la promotion culturelle;
M. Cäsar Menz	directeur du Musée d'art et d'histoire;
M. Volker Mahnert	directeur du Muséum d'histoire naturelle;
M. Jean-François Rohrbasser	conseiller culturel du Service des arts de la scène;
M. Jean-Claude Poulin	chef du Service spectacles et concerts;
M. Pierre Skrebers	conseiller culturel du Service de l'art musical;
M. André Young	administrateur du Service administratif et technique du département;
M. Rodolphe Spichiger	directeur du Conservatoire et Jardin botaniques.

En introduction, M. Alain Vaissade et ses collaborateurs présentent des explications complémentaires relatives au rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000.

Comptes de fonctionnement affaires culturelles

	<i>Comptes 1999</i>	<i>Comptes 2000</i>	<i>Budget 2000</i>	<i>Ecarts</i>	
Charges	148 262 847,74	156 178 628,88	150 631 205,00	5 547 423,88	3,68%
Revenus	8 808 655,13	9 793 953,51	8 030 176,00	1 763 777,51	21,96%

Comme le démontre le tableau ci-dessus, les dépenses figurant aux comptes 2000 sont en dépassement de 5 547 423 francs par rapport au budget. L'excédent de revenu est de 1 763 777 francs.

Dans l'introduction figurent des informations concernant la situation du personnel fixe et temporaire (chômeurs, apprentis et étudiants stagiaires compris). Un tableau est présenté aux membres de la commission concernant l'évolution des postes et du nombre d'employés au cours de l'année 2000. L'accent a été porté sur le personnel et sur la formation des apprentis, étudiants et stagiaires. En observant le tableau, on constate des mouvements importants du personnel au cours de l'année.

Apprentissages

Les apprentis engagés par le département effectuent la totalité de leur apprentissage dans le département des affaires culturelles. Le nombre d'apprentis engagés représente le tiers de l'ensemble des apprentis de la Ville.

Apprentis au cours de l'année 2000

Direction et secrétariat	1
Division art et culture	2
Grand Théâtre	4
Conservatoire et Jardin botaniques	6
Musée d'art et d'histoire	1
Bibliothèques municipales	<u>1</u>
Total	15

La rentrée de l'année scolaire 1999-2000 a compté 47 jeunes en formation au sein de l'administration municipale répartis en 12 professions et 20 services.

En juin 2000, 13 apprentis se sont présentés aux examens finaux, 12 ont obtenu leur certificat fédéral de capacité.

Subventions et conventions

Il est à relever que des négociations sont en cours afin de conclure des «conventions de subventionnement» avec certains organismes subventionnés: trois projets de conventions, rédigés par le département, sont en négociation avec la Fondation de l'Orchestre de la Suisse romande (FOSR), l'association La Bâtie – Festival de Genève et l'Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR). Ces conventions clarifieront les attentes réciproques des parte-

naires et pourront fixer le montant des subventions pour plusieurs années. Elles seront accompagnées d'une évaluation, qui vérifiera le respect des critères définis.

OSR

La Fondation de l'OSR a effectué un gros travail depuis l'été 2000, avec l'entrée d'une nouvelle équipe au conseil de fondation, pour définir les relations entre les différentes instances. Une convention a été signée entre les Amis genevois et les Amis vaudois de l'OSR, ainsi qu'entre l'OSR et le Grand Théâtre. Il s'agit d'un rééquilibrage qui prévoit une plus grande liberté et donc une plus grande souplesse dans la programmation de l'OSR. Quant à la convention tripartite entre la l'Etat, la Ville et l'OSR, elle est actuellement en consultation auprès des magistrats. Cette convention prévoit une subvention répartie sur une durée de quatre années.

Théâtre de Carouge

La Fondation du Théâtre de Carouge cherche, quant à elle, à financer un trou de 700 000 francs, relatif à la saison 2001-2002. Les fonds ne peuvent pas venir du Fonds culturel de Genève, alimenté par la Société d'exploitation du Casino de Genève SA, car l'Etat n'a pas défiscalisé ledit fond.

La Ville a mandaté un collaborateur de l'IDHEAP (Institut de hautes études en administration publique) pour faire le point sur la situation culturelle à Genève, ainsi qu'une évaluation de l'impact du secteur privé sur la culture. Le rapport établi est à disposition sur Internet. Il permet d'avoir une vision politique. L'objectif du Conseil administratif est de garder sa compétence en matière culturelle.

Agenda 21

L'Agenda 21 est en construction depuis plus de deux ans. La démarche consiste à sensibiliser tous les services de la Ville de Genève. L'objectif est d'établir l'Agenda 21 pour la fin de la législature. Plusieurs services se sont mobilisés, dont le Muséum d'histoire naturelle, les Conservatoire et Jardin botaniques, ainsi que le Musée d'ethnographie. Le travail consiste à reprendre les résultats de toutes les fiches établies et de les réorganiser dans un catalogue compréhensible aussi bien pour les fonctionnaires de la Ville que pour les citoyens. Ce catalogue est disponible sur Internet. M^{me} Claudine Dayer Fournet est la nouvelle déléguée à l'Agenda 21, elle est chargée de la coordination entre les différents services.

Des actions prioritaires seront déterminées et fixées dans un calendrier. Un plan de communication de l'Agenda 21 sera élaboré et diffusé à un large public et

un programme de sensibilisation sera réalisé à l'intention de l'ensemble des collaborateurs(trices) de l'administration municipale.

A l'heure actuelle, 113 fiches sont déjà disponibles sur le site Internet de l'Agenda 21 de la Ville de Genève. Elles émanent de nombreux services et concernent l'environnement, l'aménagement et la culture, mais aussi le social et les finances.

Maison de la danse

Le projet de la Maison de la danse est inscrit dans l'hypothèse de le faire figurer au plan financier quadriennal (PFQ). Cependant, les projets actuels prévoient une Maison de la danse en zone industrielle. Or, faute de vouloir déclasser les zones industrielles, ces projets ne peuvent aboutir. Actuellement, le Conseil administratif dégage les priorités des corrections du PFQ, il faudra voir s'il considère le projet de la Maison de la danse comme une priorité.

BAC + 3

Pour le projet BAC + 3, des locaux seront attribués, non pas au Musée de l'auto de Jean Tua, mais à Mottattom, pour une période de cinq ans, sur la parcelle des anciens locaux de Landis & Gyr à l'avenue Guiseppe-Motta, dans l'attente de réaliser des logements à cet endroit.

Maison Tavel

A la Maison Tavel, les variations de taux d'humidité provoquent un dépôt de sel en surface du chapiteau qui se réduit en poudre, si bien qu'en dix ans le chapiteau de la Maison Tavel a perdu ses formes. Les travaux consistent à amener une conduite d'eau dans le but d'assainir cette situation.

Villa Dutoit

Le département a posé des conditions sur la sécurité et le maintien de la villa Dutoit. Actuellement, il n'y a pas encore de réponses précises sur ce qu'il est possible de faire ou pas. L'association qui avait géré la villa s'est constituée en comité et a présenté un calendrier avec un budget qui est en cours d'examen. Parallèlement, il y a deux ou trois propositions d'intervention d'associations. Ces dernières ont été invitées à se rencontrer pour discuter d'un éventuel partenariat pour l'animation de la villa. D'un autre côté, un projet a été proposé en vue de l'animation de la vie sociale du quartier. Pour l'instant, la villa est fermée.

Des informations seront fournies concernant les décisions qui seront prises. Un rapport intermédiaire sera fourni à l'occasion du budget ou des comptes. Les associations déploient des activités dans le domaine de la musique et une dans les arts plastiques. Ces trois associations se sont regroupées, car elles ont géré un local commun. Ces associations ont leur siège en ville de Genève.

En ce qui concerne la villa Freundler, cette dernière n'est pas propriété de la Ville et elle se trouve actuellement dans un mauvais état; de plus, elle est squattée.

Billets populaires

Le système d'attribution des billets populaires est en complète refonte. Sous la conduite du département des affaires culturelles, un groupe de travail s'est constitué, comprenant les administrateurs des différents théâtres, ainsi que les représentants de certains organismes sociaux, afin de réaliser de manière coordonnée ce changement. Le nouveau système ne fera pas l'objet d'une nouvelle réglementation, car le nouveau système vient d'être lancé. Cependant, si ce dernier s'inscrit dans la longue durée, un règlement pourra être mis au point. La distribution de billets pour les entreprises a été suspendue. Le groupe de travail dont il est question ci-dessus se penche sur l'hypothèse d'une reprise des acquis de l'ancien système par une carte «Genève culture».

Affichage

La surface d'affichage gratuit offerte par la Société générale d'affichage (SGA) est répartie entre les cinq départements, en fonction des besoins exprimés par chacun. Chaque département gère ce crédit de 250 000 francs comme il l'entend. La surface couverte dépend des choix des départements. La surface offerte ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins de la promotion culturelle. Certaines affiches sont achetées pour les musées et d'autres moyens utilisés, il n'y a pas de sommes supplémentaires pour la promotion culturelle. Pour les musées, l'ensemble de la promotion est couverte par les affiches, les colonnes et les trapèzes. Le Muséum d'histoire naturelle utilise à lui seul pour 43 000 francs d'espace. L'ensemble de l'affichage relatif à la Fureur de lire est couvert par le montant de la SGA.

Atelier Toepffer

La conservation de l'atelier Toepffer est organisé par la Ville de Genève et constitue l'un des points forts des activités, un rapport spécial sera présenté sur ce sujet.

Musées

Fréquentation

Le Musée d'art et d'histoire et ses filiales ont accueilli 377 106 visiteurs (357 952 en 1999).

<i>Musées</i>	<i>Visiteurs 1999</i>	<i>Visiteurs 2000</i>	<i>Différence</i>
Charles-Galland	172 513	174 338	+ 1 825
Rath	55 669	55 921	+ 252
Ariana	40 810	42 965	+ 2 155
Maison Tavel	41 176	45 402	+ 4 226
Musée d'histoire des sciences	15 236	33 422	+ 18 186
Musée de l'horlogerie	25 266	25 058	- 208
Cabinet des estampes	7 282	(activités délocalisées)	(- 7 282)
Total	357 952	377 106	+ 19 154

La fréquentation du Muséum d'histoire naturel a chuté de 4,6% par rapport à l'année 1999. Actuellement, l'exposition sur les chauves-souris attire du monde. Le mauvais temps de ce printemps également. Au 1^{er} mai, 90 000 visiteurs ont déjà été enregistrés. L'exposition «6 milliards d'hommes» a amené beaucoup de classes de l'enseignement secondaire qui font habituellement défaut.

Bibliothèques

La mise en fonction de la bibliothèque de Saint-Jean, destinée pour l'instant seulement aux enfants, marche admirablement bien.

La redevance entre bibliothèques et discothèques concerne uniquement les discothèques et les médiathèques.

La gratuité se justifie dans les bibliothèques, alors que, pour qu'une discothèque puisse exister, elle doit rapporter l'équivalent des achats de disques. Ce n'est pas le contenu, mais le support qui est facturé.

DÉPARTEMENT DES SPORTS ET DE LA SÉCURITÉ

Rapporteur: M. Sami Kanaan.

I. Préambule

La commission des finances a traité les comptes et le rapport de gestion 2000 pour le département des sports et de la sécurité lors de sa séance du 8 mai 2001, sous la présidence de M. Souhail Mouhanna.

M^{me} Gisèle Spescha a assuré la prise de notes, qu'elle en soit ici remerciée.

II. Examen des comptes

Délégation du département des sports et de la sécurité

Le département des sports et de la sécurité est représenté par M. André Hediger, conseiller administratif, accompagné par M^{me} et MM. Janine Currat, directrice du département, Dominique Clavier, chef du Service des agents de ville, Yves Clerc, chef du Service d'assistance et de protection de la population (SAPP), Yves Nopper, chef du Service des sports, et Olivier Légeret, commandant du Service d'incendie et de secours (SIS).

Examen des comptes 2000

M. Hediger, en guise d'introduction, signale que tous ses services ont suivi le budget à la lettre et que toutes les missions ont été remplies pour l'année 2000.

Les questions et réponses portent sur le rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes, y compris les pages jaunes (subventions).

Note du rapporteur: Contrairement aux autres années, la commission des finances n'avait pas encore connaissance du rapport d'activités du Contrôle financier au moment où les comptes de ce département ont été examinés. Nous n'avons donc pas pu récolter la réaction du département sur les sujets le concernant dans le rapport du Contrôle financier.

Page 2.4/03 (page 4522 du *Mémorial*)

Un commissaire aimerait avoir quelques explications sur les deux cas de coopération internationale concernant le SAPP et le SIS, et si ces projets sont dépendants des services de M. Hediger.

Réponse: il s'agit d'une aide financière, dans le cadre de la coopération au développement, pour la construction d'un dispensaire et centre d'accueil en pays Dogon. Dans ce projet, le SAPP a donné un coup de main.

En ce qui concerne Conakry, en Guinée, le SIS s'occupe de la formation des pompiers de la ville. Ce projet existe depuis cinq ans. Il n'y a pas d'argent versé directement, mais l'aide est donnée sous forme d'instruction, soit sur place, en Guinée, soit à Genève, où l'on forme des pompiers. En outre, trois motopompes ont été envoyées sur place.

D'ailleurs, ce contrat d'aide vient d'être renouvelé pour trois ans, raison pour laquelle M. Hediger s'est rendu tout récemment à Conakry.

Tout projet passe par la Délégation de la coopération. Les demandeurs sont auditionnés, puis le projet est accepté ou refusé. Il s'agit d'aide sous forme de savoir-faire, de machines, ce qui assure une meilleure aide, d'autant qu'il ne s'agit pas de grands projets.

Un commissaire aimerait savoir comment se passe un déplacement dans les villes étrangères, vu qu'il va y avoir un poste pour les relations extérieures. En quelque sorte, qui va faire quoi?

Réponse: Les projets développés par les départements vont rester dans les départements en question, en relation avec le nouveau service. La nouvelle personne engagée s'occupera des relations internationales à Genève même. Elle fera un relevé de tous les dossiers, ce qui veut dire entre 60 et 70.

Un commissaire demande si, pour les manifestations sportives importantes, les gens du département sont actifs dans les comités.

Réponse: Oui, surtout si les projets sont importants; on occupe même souvent la présidence, et la vice-présidence est assurée par une personne de l'association concernée. Les gens des clubs participent également; dans les comités, il y a entre 80 et 90% de gens de ces associations.

Un commissaire demande si des décomptes ont été faits en ce qui concerne le 50^e anniversaire du Service des sports.

Réponse: Il n'y a pas eu d'entrées payantes. Toutes les manifestations et les démonstrations sportives étaient gratuites. La brochure 2000 a précisément été consacrée au 50^e anniversaire.

Page 2.4/04 (page 4523 du Mémorial)

Un commissaire aimerait savoir si, dans l'esprit de la comptabilité analytique, toutes les heures supplémentaires sont considérées comme des prestations en

nature. Si c'est le cas, il lui semblerait utile de le faire apparaître dans la comptabilité de demain.

Réponse: Oui, en principe, les heures supplémentaires sont comptabilisées. On ne peut pas laisser les installations à des tierces personnes, donc le personnel doit être sur le pont. On a surtout besoin de collaborateurs polyvalents pour donner un coup de main ici ou là. Un chiffre précis est difficile à donner. Pour toutes les manifestations de longue durée, du personnel est engagé, mais c'est autre chose lorsqu'il s'agit de manifestations en cours d'année, le week-end ou le soir. Dans ce cas, il s'agit d'heures supplémentaires. Il ajoute qu'un ou deux postes supplémentaires pour les gardiens de bains permettraient de résoudre partiellement le problème, pour le budget 2002. La motivation générale s'est améliorée avec le déblocage des mécanismes salariaux.

Page 2.4/05 (page 4524 du Mémorial)

Un commissaire aimerait en savoir plus sur les recettes des cabines téléphoniques.

Réponse: La plupart des cabines présentes dans les installations sportives sont bénéficiaires, mais elles sont maintenues même si elles sont déficitaires, pour des raisons de sécurité.

Page 2.4/07 (page 4526 du Mémorial)

Un commissaire aimerait connaître les prix de location à la Queue-d'Arve.

Réponse: Pour le badminton, il faut compter 13 francs/heure pour le terrain. Des réductions de 50% sont accordées aux jeunes jusqu'à 18 ans, aux rentiers AVS, aux étudiants et aux chômeurs. Pour le mur de grimpe, il faut compter 26 francs la séance, qui dure en moyenne deux heures. Il n'y a pas de personnel pour la sécurité.

Page 2.4/14 (page 4533 du Mémorial)

Un commissaire demande quel est le bilan général du département pour les manifestations du 100^e anniversaire du SIS.

Réponse: Le bilan est très favorable. 800 000 francs, dont 100 000 francs octroyés par le Conseil municipal, ont été utilisés pour les manifestations. Le bénéfice s'est élevé à 126 957 francs. Il a été entièrement distribué, à savoir: 45 000 francs pour l'achat d'un véhicule pour Transport Handicap, portant le logo du 100^e anniversaire du SIS; 25 000 francs pour l'achat d'un chien

d'aveugle, remis à un aveugle de Bernex; 25 000 pour des repas offerts au Caré, ce qui correspond à environ 5000 repas; 25 000 francs pour la Bibliothèque pour sourds et malentendants, pour la création d'ouvrages. Quant au solde, soit 6967 francs, il a servi à couvrir les frais de fonctionnement de la cérémonie de remise des dons. En effet, une grande manifestation a été organisée en 2000, au cours de laquelle ces dons ont été remis aux destinataires.

Un commissaire se déclare surpris par la redistribution du bénéfice, vu que 100 000 francs avaient été octroyés par le Conseil municipal.

Réponse: Cela s'est fait avec l'accord du Conseil administratif et d'entente avec le Contrôle financier.

Un commissaire rappelle qu'il a été dit qu'un nouveau contrôle de gestion se mettait en place.

Réponse: Le SIS est un site pilote, la comptabilité analytique tourne bien, et la préparation du budget 2002 se fait sous les deux formes. Ce sera un budget par prestation.

Page 2.4/15 (page 4534 du *Mémorial*)

Un commissaire demande si la nouvelle loi sur les ambulances va augmenter la charge de travail.

Réponse: Depuis 1988, le nombre de sorties a doublé, alors que l'effectif est resté pratiquement le même, à deux unités près. La police a arrêté ses ambulances à fin mars, donc les sorties sont encore plus nombreuses cette année. Il y avait environ 1000 sorties par an des ambulances de la police; le SIS pourra en absorber une partie et aller jusqu'à 1500 sorties par an (aujourd'hui 800/an). Mais le temps de repos va baisser, ce qui risque de faire augmenter les problèmes physiologiques et psychologiques.

Tout doit être régulé par le numéro 144, centrale téléphonique. Désormais, le concept de base consiste à faire appel à l'ambulance disponible la plus proche. Il y aura désormais un tarif unique pour toutes les ambulances passant par le numéro 144: 630 francs (le tarif du SIS est de 210 francs, ce qui correspondra à une augmentation des recettes du service). Comme la plupart des anciennes équipes d'ambulanciers de la gendarmerie n'ont pas souhaité rejoindre le nouveau dispositif, il va falloir compenser cette perte d'effectifs. La formation des ambulanciers pose un certain nombre de problèmes, il y a de gros besoins en Suisse romande; il faudrait donc que M^{me} Brunschwig Graf accepte la formation en cours d'emploi, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Page 2.4/15 (page 4534 du Mémorial)

Un commissaire constate qu'il est question d'Agenda 21 aussi bien pour le SIS que pour le SAPP et il tient à féliciter ces deux services. Il demande pourquoi les mousses d'extinction doivent être changées.

Réponse: Ces mousses étaient fabriquées par 3M et le produit de base génère des difficultés, des dégagements nocifs ayant été détectés. Ces mousses sont maintenant interdites aux USA. Il cherche maintenant un fournisseur qui puisse lui garantir qu'il ne va pas arrêter la production dans un ou deux ans.

Page 2.4/18 (page 4537 du Mémorial)

Un commissaire demande si la Maison du feu au Centre de formation de Richelien est utilisée.

Réponse: Oui, surtout par le SAPP, mais aussi par des pompiers d'entreprises privées, qui louent le lieu, ce qui amène des recettes au service.

Page 2.4/21 (page 4540 du Mémorial)

Un commissaire demande si les agents de ville contrôlent les macarons et la circulation.

Réponse: Ce service est placé sous le régime du modèle Agents de sécurité municipaux (ASM). La loi qui devrait permettre aux agents de ville de gérer les zones bleues n'a toujours pas été votée; elle est encore à l'étude à la commission du Grand Conseil. Il était prévu que les recettes des amendes mises dans les zones bleues reviennent à la Ville de Genève pour financer les aménagements urbains. Pour le moment, c'est encore l'Etat qui met ces amendes, ce qui fait que les recettes ne reviennent pas encore à la Ville.

Page 2.4/22 (page 4541 du Mémorial)

Un commissaire s'étonne que l'on n'entende plus parler du marché aux puces.

Réponse: C'est parce que tout est rentré dans l'ordre.

Un commissaire demande ce qu'il en est de la libéralisation du domaine public.

Réponse: Un plus grand nombre d'autorisations ont été accordées, notamment en des endroits où cela n'aurait pas été possible avant l'adoption du nouveau concept. Cela n'augmente pas forcément les recettes, mais cela génère un surcroît

de travail. Les trottoirs dépendent de la Ville, mais les rues ou les places dépendent du Département de justice et police et des transports.

Un commissaire demande quel est l'impact de la nouvelle législation sur les procédés de réclame.

Réponse: Il y n'a pas eu de pertes de recettes pour la Ville de Genève.

Page 2.4/24 (page 4543 du *Mémorial*)

Un commissaire ne comprend pas l'explication concernant la position 437 (recettes amendes d'ordre). Il aimerait savoir si en réalité l'Etat verse la différence.

Réponse: C'est exact. A l'avenir, la Ville de Genève recevra intégralement la première tranche de 5 millions, puis 25% des recettes supplémentaires.

Pages 2.4/26-27 (400100.310) (pages 4544 et 4545 du *Mémorial*)

Un commissaire demande de quels affichages il s'agit.

Réponse: Il s'agit des affichages répartis entre les différents départements. La nouvelle dépense est équilibrée par une recette correspondante.

Pages 2.4/46 (4007.351) (page 4563 du *Mémorial*)

Un commissaire demande ce qu'il en est de la convention des frais de police.

Réponse: La situation n'a pas changé. Il faut attendre l'impact des nouvelles compétences municipales en matière de circulation si les lois 8014 et 8148 sont votées par le peuple.

Page 5/20 (page 4621 du *Mémorial*)

Un commissaire aimerait connaître la situation actuelle en ce qui concerne Satus.

Réponse: Le département a été responsable de la disparition de Satus pour ce qui est du football, et certains lui en ont voulu. Actuellement, les branches suivantes de Satus sont encore très actives: ski et montagne, gymnastique, natation.

Un commissaire aimerait savoir si un club de football peut demander une subvention supplémentaire.

Réponse: Oui.

Pages 5/19-21 (pages 4620 à 4622 du *Mémorial*)

Un commissaire ne comprend pas très bien l'ordre des différentes subventions, qui n'est ni alphabétique, ni par catégorie de sport, ni par montant. Il propose de les regrouper à l'avenir par types de sport.

Réponse: C'est tout à fait possible, mais il faudrait s'accorder sur un mode de présentation et ne pas le modifier trop souvent.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES SOCIALES,
DES ÉCOLES ET DE L'ENVIRONNEMENT (DASEE)

Rapporteur: M. Robert Pattaroni.

1. Séances de la commission

1.1 Séance consacrée à l'audition du magistrat et de son équipe: mardi 22 mai 2001

C'est sous la présidence de notre collègue Souhail Mouhanna que la commission a siégé et c'est grâce à M^{me} Gisèle Spescha que le souvenir des propos tenus a pu être dûment imprimé. Merci à tous deux.

Selon la coutume, le magistrat chargé du département, M. Manuel Tornare – par ailleurs, à l'époque de l'audition, vice-président du Conseil administratif – était accompagné de divers(es) collaborateur(ice)s, notamment un ou une représentant(e) de chacune des unités administratives lui étant subordonnées. Ce soir-là, il s'agissait de, selon l'ordre de l'annuaire:

- M. Philippe Aegerter, directeur du département;
- M^{me} Véronique Pürro, cheffe du Service social;
- M^{mes} Simone Irminger, cheffe du Service des écoles et institutions pour l'enfance, et Liliane Rocamora, adjointe de direction;
- M^{me} Marie-Françoise de Tassigny, déléguée à la petite enfance;
- M. Roger Beer, chef du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE);
- M. André Gafner, adjoint au chef du Service de l'état civil;
- M. Jean-Claude Schaulin, chef du Service des pompes funèbres et cimetières.

A noter que la Délégation à la jeunesse – unité créée précisément en 2000 – n'était pas représentée.

Les choses s'étant présentées simplement, la commission n'a consacré qu'une séance à l'examen de l'activité et des comptes du DASEE, indépendamment des moments consacrés à ce département lors de l'examen du rapport du Contrôle financier.

1.2 Séances de la commission consacrées à l'audition du Contrôle financier, au cours desquelles, notamment, il a été question du DASEE: mercredis 9 et 23 mai 2001

C'est également sous la présidence de notre collègue Souhail Mouhanna que la commission a siégé et l'on remercie M^{me} Véronique Meffre qui a confectionné les notes de séance.

2. Audition du magistrat et travaux de la commission

Selon son habitude – positive – le magistrat a commencé par livrer à la commission quelques considérations générales sur l'activité déployée au cours de l'année sous revue:

- but général: améliorer la fonction «service public» des diverses activités gérées par son département;
- SEVE: à titre d'exemple de cette amélioration, dans le cas du SEVE, il s'agit de mettre davantage en valeur la beauté de la ville;
- social: en dépit de la reprise économique, il y a toujours des catégories de la population qui sont ou restent défavorisées. Il importe de leur venir en aide, d'où diverses opérations adéquates, qui seront amplifiées en 2001;
- petite enfance: un projet de nouveau statut pour cette activité a été mis au point. Le but est d'arriver à un pilotage centralisé, ce qui permettra, notamment, une amélioration des conditions salariales des employés. Ce projet a été remis pour examen à la commission consultative, qui l'a largement amendé. Le projet revu sera présenté au Conseil municipal, qui le renverra probablement à deux commissions: finances et sociale;
- Délégation à la jeunesse: elle a été créée en 2000 et compte 7 travailleurs sociaux «hors murs». Un document de présentation sera remis bientôt au Conseil municipal et à la presse;
- Service des écoles et institutions pour la jeunesse. Trois axes:
 - rendre les écoles plus propres, en collaboration avec les services de M. C. Ferrazino,

- lutte contre la violence, par un travail en réseau, en particulier une meilleure collaboration avec les agents de ville,
- introduction d'un budget participatif par rapport à 2001 dans certaines écoles, avec les enseignants, les concierges et les habitants du quartier. L'expérience est positive;
- coopération internationale: en chantier la révision du règlement de l'aide humanitaire et du droit des personnes;
- Fonds international de solidarité des villes contre la pauvreté et l'exclusion: mise en œuvre, en collaboration avec Lyon et Bamako (Mali). Il est important que Genève fasse partie de ce réseau, c'est bon à la fois pour l'emploi et la renommée de la ville. La proposition est envisagée que Genève héberge le secrétariat de cette institution.
M. M. Tornare saisit l'occasion pour indiquer que, si Genève n'a pas obtenu le siège de la CAMVAL (Coordination des associations mondiales des villes et autorités locales), c'est parce que notre ville n'en est pas membre;
- égalité des chances: il est prévu l'engagement d'une personne pour cette activité en juillet 2001.

La commission, ensuite, est passée aux questions particulières. Il y en a eu quelque 35, certaines comprenant des sous-questions. Le rapporteur prend la liberté de ne présenter que celles lui paraissant d'intérêt général.

Question: à propos du siège de la CAMVAL, il pourrait paraître étonnant que Genève cherche à devenir aussi le quartier général de la lutte contre la pauvreté. Un tel rôle pourrait être intéressant pour un pays d'Afrique ou pour la ville de Lyon.

Réponse: Bamako n'en a pas les moyens et Lyon a compris l'avantage de Genève, en raison des liens avec les organisations internationales, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Croix-Rouge.

Question: où en est-on avec la poste du Beulet?

Réponse: il y a une convention de trois ans. La Ville ne verse pas d'argent. La Poste occupe la moitié des locaux, elle a rénové sa partie et verse un loyer. La Ville verse l'autre moitié du loyer. Grâce à la régie, le montant du loyer est dérisoire (moins de 4000 francs par mois) et il n'a pas été augmenté depuis longtemps.

Le commissaire ayant posé la question remarque que, si la Ville ne verse pas d'argent, la Poste ne paie que la moitié du loyer.

Question: l'Espace Emma Zell est-il fréquenté uniquement par des aînés du quartier?

Réponse: la priorité est donnée aux habitants du quartier, puis à ceux du reste de la ville. Il y a 157 personnes sur la liste d'attente.

Question: peut-on avoir quelques compléments concernant la lutte contre la violence. Quel rapport avec le budget participatif?

Réponse: en ce qui concerne la violence, le travail va se faire en réseau, en associant travailleurs sociaux et agents de ville. Selon les premières expériences, on ressent les effets positifs de l'intervention des travailleurs sociaux.

Quant au budget participatif, l'idée est de donner une certaine somme à des écoles rencontrant des problèmes.

L'expérience a été tentée avec l'école de l'Europe. La proposition a été faite d'imaginer des aménagements pour améliorer le confort et la convivialité. La discussion a été élargie aux partenaires du quartier: parascolaire, ludothèque, etc. Une somme de 42 000 francs a été mise à disposition pour investir dans des aménagements, en fait surtout dans le préau. Le conseil des élèves a réagi très positivement et a participé à toutes les séances.

Dès septembre 2001, l'expérience sera étendue à deux autres écoles. Pour la suite, il est prévu de verser des sommes correspondant à des projets précis.

Question: les enseignants primaires doivent de plus en plus régler des problèmes hors de leur formation, liés à la vie sociale des familles. Serait-il envisageable d'avoir des assistants sociaux?

Réponse: la réforme du Service social le prévoit. Dans un premier temps, dans deux ou trois centres pilotes, dans des quartiers difficiles. Actuellement, on essaie de former les concierges à un rôle social.

Question: quel calendrier pour la petite enfance?

Réponse: en juin-juillet prochain, le projet revu sera remis au Conseil administratif et en septembre au Conseil municipal.

Question: par rapport à l'aide humanitaire, il est rappelé que, en raison du nouveau rattachement de cette activité au Conseil administratif, la demande a été faite au maire d'obtenir un tableau des dépenses.

Réponse: la réponse sera remise par écrit.

Le magistrat précise que, par rapport à l'objectif énoncé par la Déclaration de Berne selon lequel les collectivités publiques devraient consacrer 0,7% de leurs dépenses à l'aide aux pays défavorisés, la Ville vise de l'atteindre en 2003.

Voir réponse écrite N° 1 en annexe.

Question: quel sera le lien entre le DASEE et la personne chargée des relations extérieures? Aura-t-elle une fonction d'ambassadeur de la Ville à l'extérieur?

Réponse: le poste semble attractif, car il y a eu environ 100 candidat(e)s. La personne choisie ne sera pas engagée avant août. Elle ne prendra pas de décisions politiques. Elle s'occupera surtout de l'accueil des visiteurs de l'extérieur, des visites, des réceptions et de l'organisation de manifestations. La Ville a un déficit en matière de communication extérieure, surtout par rapport à sa fonction internationale. En particulier, la communication est importante si l'on veut faire venir des entreprises importantes.

Question: il est demandé des compléments d'information au sujet de la loi sur l'aide à domicile et des centres d'action sociale et de santé (CASS).

Réponse: l'activité des CASS est bien suivie. Il faut fournir l'évolution des effectifs et apprécier l'adéquation des locaux chaque année.

Question: quelle a été l'évolution des aides financières au cours des dix dernières années? Le montant des allocations s'élève à 900 000 francs alors que le budget est de 1 million de francs. Le règlement est-il trop restrictif?

Réponse: le tableau relatif à l'évolution sera remis par écrit. Il faut savoir que les prestations municipales devraient diminuer. Quant aux allocations, les assistants sociaux ont réagi favorablement aux changements du règlement, mais celui-ci est trop restrictif. Leurs montants ont été augmentés pour 2001. Les assistants sociaux ne devraient plus sortir des CASS et l'information au public est à développer.

Voir réponse écrite N° 2 en annexe.

Question: «La Nouvelle Roseraie» sera-t-elle ouverte entre Noël et Nouvel An?

Réponse: oui.

Voir réponse écrite N° 3 en annexe.

Question: quel serait le coût du Square Hugo s'il était ouvert 7 jours sur 7?

Réponse: la réponse sera donnée par écrit.

Voir réponse écrite N° 4 en annexe.

Question: y a-t-il une certaine homogénéité entre les clubs d'aînés?

Réponse: certains fonctionnent mieux que d'autres. On constate un certain vieillissement des utilisateurs. Après vingt ans d'existence, une bonne partie des personnes sont toujours les mêmes. D'où une tendance à devenir des clubs fermés. Pour remédier à cet inconvénient, on veille à organiser des activités réservées aux seuls aînés du quartier.

Question: les voyages organisés par la Ville ont-ils du succès? La Ville n'a-t-elle pas tendance à devenir une sorte d'agence de voyages pour les aînés?

Réponse: les choses changent en faveur des personnes qui ont besoin d'aide. Chypre est devenu la destination la plus éloignée. On va se consacrer davantage aux personnes qui ont des problèmes de mobilité.

Question: subventions pour les courses scolaires dans le primaire, pourquoi privilégier les classes des degrés supérieurs?

Deux suggestions: il serait judicieux de subventionner la location d'un minibus pour les visites et de donner la subvention de 500 francs au début de l'année, à gérer par l'enseignant.

Réponse: la subvention est maintenant de 500 francs pour les classes de la 3^e à la 6^e. Le montant est resté le même qu'auparavant pour les classes élémentaires. Les minibus du Service d'assistance et de protection de la population sont toujours à disposition.

Quant aux 2 suggestions énoncées, M. M. Tornare en prend note.

Question: les épouses de concierge sont-elles assimilées aux concierges?

Réponse: le statut est en cours de révision.

Question: promotions citoyennes, quel est le résultat de l'ouverture aux étrangers?

Réponse: l'Association des communes genevoises a reconnu que c'était une bonne initiative. La répartition des participants entre Suisses et étrangers sera communiquée par écrit.

Voir réponse écrite N° 5 en annexe.

Question: SEVE, demande d'explications au sujet des nouvelles ressources.

Réponse: en une quinzaine d'années, il y a eu 2000 abattages et 6000 nouvelles plantations, et non l'inverse. Il faut prévoir quelques années à l'avance le renouvellement des plantations.

Question: que sont les relevés «dendrologiques» et que signifie «phytriatrie»?

Réponse: la «dendrologie» est la science des arbres. Il s'agit d'un relevé informatif de tous les arbres situés en ville.

Quant à la «phytriatrie», il s'agit de la problématique des maladies des plantes.

Question: à quand le regroupement des établissements horticoles aux Bornaches? Où sera la roselière prévue au bois de la Bâtie?

Réponse: selon le PFQ, le regroupement interviendra en 2004. La roselière sera à côté de l'étang.

Question: à quand l'extension du réseau d'arrosage aux Eaux-Vives? Et quand la station de pompage de l'eau du lac sera-t-elle opérationnelle?

Réponse: l'arrosage au Jardin anglais sera prêt fin 2001 ou début 2002. Pour la station de pompage: probablement à la rentrée 2001.

Question: en liaison avec l'Agenda 21, demande d'explications au sujet de l'utilisation de cercueils en carton lors de l'incinération.

Réponse: il n'est pas possible de les utiliser, car ils n'ont pas l'apport nécessaire en calories, le carton ne se défait pas correctement et ils contiennent des matières polluantes.

Question: pourquoi une augmentation des frais des obsèques gratuites?

Réponse: en partie, en raison d'une augmentation des fournitures.

Question: quelle est la forme de participation à l'Association d'aide à l'intégration d'enfants avec des besoins spéciaux dans les lieux d'accueil de la petite enfance du canton de Genève (AIFE)?

Réponse: depuis une année, c'est sous forme d'une somme globale, gérée par les partenaires travaillant pour l'intégration.

Question: quels sont les «quelques problèmes internes» connus par la Délégation à la petite enfance?

Réponse: la délégation souffre de la rapidité du développement. En outre, le départ rapide d'un collaborateur a entraîné une déstabilisation.

Question: toujours pour la petite enfance, quel est le pourcentage des coûts versés par les parents?

Réponse: entre 20 et 25%. Une place coûte entre 21 000 et 22 000 francs, mais elle peut être utilisée par 2-3 enfants.

Question: Service des écoles et institutions pour l'enfance, pour plusieurs postes, les comptes sont plus élevés que le budget, notamment les noctambus. Pour les clubs d'échecs, c'est l'inverse.

Réponse: il est difficile de prévoir les bons montants au bon moment. Par exemple, pour la Fondation Cap loisirs, l'augmentation est due à l'affichage. Quant aux clubs d'échecs, ils sont passés au Service des sports du département des sports et de la sécurité.

Question: le Service social et le Service des écoles et institutions pour l'enfance ont-ils des apprentis?

Réponse: au Service social, non, faute de moyens, mais il accueille des stagiaires de l'Institut d'études sociales.

Le Service des écoles et institutions pour l'enfance a des apprentis.

3. Le Contrôle financier et le DASEE

Trois services du département ont été contrôlés:

- Service social;
- Service des pompes funèbres;
- Délégation à la petite enfance.

3.1 *Service social, secteur des animations, pour l'exercice 1999*

Rien de très particulier, si ce n'est la demande du Contrôle financier de bien définir les procédures et de les mettre par écrit, en particulier afin de connaître l'ensemble des dépenses et des recettes.

3.2 *Service des pompes funèbres, gestion des débiteurs, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2000*

Les processus administratifs et comptables sont bien respectés. Quelques petites rectifications doivent intervenir.

3.3 *Délégation à la petite enfance, pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2000*

Il est apparu que les procédures administratives appliquées ne correspondaient pas suffisamment aux exigences des différents règlements applicables de la Ville.

Le magistrat, le directeur du département et la direction du service ont pris les mesures nécessaires. Il faut relever qu'un employé incompetent a été congédié.

4. **Commentaires du rapporteur**

4.1 *A propos de la non-installation du siège de la CAMVAL à Genève*

Il est plus que surprenant d'apprendre qu'en définitive les instances dirigeantes ont renoncé à notre ville. Quand on se réfère aux propos tenus à l'époque par le Conseil administratif, on a l'impression qu'il y a eu un effet d'illusion déployé devant le Conseil municipal, surtout lorsqu'il s'est agi de faire voter un budget pour la villa La Concorde dans la perspective de l'installation de la CAMVAL!

Par rapport à un tel cas, M. M. Tornare a bien raison de relever que la Ville de Genève a besoin d'améliorer sa communication extérieure.

Toutefois, que le Conseil administratif le veuille ou non, la promotion de la Ville de Genève doit être faite en pleine harmonie avec le Canton et les autres communes, surtout dans un canton aussi modeste en superficie que Genève.

La Suisse et sa Constitution sont ainsi faites que les cantons demeurent plus importants en responsabilités que les villes, même les «grandes», et c'est d'ailleurs bien ainsi par rapport aux «petites» villes et autres communes!

4.2 *Comparaison de l'évolution des dépenses (ou charges nettes) des trois départements directement comparables*

Quelques remarques liminaires:

- une comparaison du même type a déjà été faite dans le cadre du rapport sur les comptes 1999 et le projet de budget 2001;
- rappelons que, pour bien apprécier les dépenses directement sous la responsabilité des magistrats (charges courantes), il convient de ne pas tenir compte des amortissements et charges financières, déterminées par des règles ne dépendant pas des magistrats;

- seuls le département des affaires culturelles, celui des sports et de la sécurité et celui des affaires sociales, des écoles et de l'environnement sont vraiment comparables, celui des finances et celui de l'aménagement, des constructions et de la voirie n'ayant pas les mêmes types d'activités et de prestations;
- la comparaison entre les comptes 1999 et 2000 est particulièrement intéressante car, en 1999, il y a eu changement de législature mais le nouveau Conseil administratif a dû vivre avec le budget préparé par le précédent, alors que le budget 2000 est celui du seul nouveau Conseil administratif.

<i>Départements</i>	<i>Comptes 1999</i>	<i>Comptes 2000</i> <i>En millions de Fr.</i>	<i>En</i> <i>valeur</i>	<i>Ecart</i> <i>en %</i>
3. Affaires culturelles	132,33	137,86	+ 5,53	+ 4,2
4. Sports et sécurité	90,64	89,55	- 1,09	- 1,2
5. Affaires sociales, écoles et environnement	131,77	137,54	+ 5,77	+ 4,4
<i>Pour indication</i>				
1. Finances et administration générale	249,65	239,22	*- 10,44	- 4,2
2. Aménagement, construction et voirie	97,55	99,06	+ 1,51	+ 1,5
Autorités	5,87	6,97	+ 1,10	*+ 18,8
Ensemble de la Ville	707,81	710,20	*+ 2,39	+ 0,3

* en raison des arrondis, il y a une minidifférence entre les chiffres exacts et ceux calculés, de 0,1 million de francs et de 0,1%.

Cette comparaison montre que le DASEE est celui qui a connu la plus forte augmentation en ce qui concerne les comptes 2000 par rapports à ceux de 1999. Le nouveau magistrat a montré qu'il était arrivé... Il a toujours été plus facile de s'affirmer par la dépense que par l'économie ou la rationalisation, voire la remise en question sur la base de questions du type: «Ce qui existe, se fait, est-il toujours indispensable, nécessaire, utile, voire inutile ou dépassé?» En somme, tout nouveau magistrat devrait commencer son 1^{er} budget selon la méthode dite du «budget 0», qui consiste à tout «remettre à plat» et à reconstruire l'édifice de son département sur la base des questions précitées.

Espérons que M. M. Tornare introduira largement dans ses services le Contrôle de gestion tel qu'il commence à faire ses preuves dans plusieurs services pilotes de l'administration municipale.

IV. Contrôle financier

MM. André Lévrier-Ferrollet, directeur du Contrôle financier, Fabrice Raemy, adjoint de direction, et Claude Chouet, sous-directeur, présentent le rapport de révision relatif aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.

L'ordre habituel pour entendre le Contrôle financier ne fut pas respecté et cela créa un certain malaise au sein de la commission.

En effet, les auditions du Conseil administratif étaient pour l'essentiel achevées lorsque la commission put avoir accès au rapport de l'organe de révision relatif aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000 (diffusé le 9 mai), ainsi qu'au rapport d'activité confidentiel (communiqué le 23 mai).

IV.1 9 mai 2001: Rapport de l'organe de révision relatif aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. (Cf. en annexe.)

Le rapport de l'organe de révision a été établi sur la base de l'ensemble des comptes de la Ville de Genève.

Le Conseil administratif est responsable de l'établissement des comptes et le Contrôle financier les vérifie. A cet effet, le Contrôle financier jouit de l'indépendance et de la souveraineté indispensables à sa mission.

Le Contrôle financier seconde et accompagne les différents services dans leurs tâches comptables.

Les interrogations et inquiétudes de la commission lors de la présentation de ce rapport que vous trouverez en annexe furent surtout liées à la surévaluation des actions de la BCGe et à la variation importante entre la cotation du 31 décembre 2000 et celle du 8 mai 2001 (cf. p. 4 du rapport en annexe).

Même si la perte ne serait réalisée qu'en cas de vente des actions, il convient de prévoir une provision pour correction de valeur en fin d'exercice.

Selon le Contrôle financier, le cours de l'action devrait se rétablir.

S'est également posée la question de savoir pourquoi le capital de dotation de la Fondetec apparaît au bilan de la Ville de Genève à hauteur de 14 millions (amortissement de 2 millions/an depuis 1998), car, pour un commissaire, la valeur comptable devrait être nulle s'agissant d'un capital de dotation.

Le Contrôle financier précise que, si la Fondetec bénéficie effectivement d'un capital de dotation, il s'agit de le traiter comme une participation et de le faire figurer ainsi sous la rubrique 121 au bilan de la Ville de Genève. De plus, si tel n'était pas le cas, il faudrait diminuer d'autant le bénéfice de la Ville de Genève.

IV.2 23 mai 2001: Rapport d'activité

La loi sur l'administration des communes (LAC, art. 73), son règlement d'application (art. 56) et le règlement du Contrôle financier chargent le Contrôle financier de la vérification des comptes de la Ville de Genève.

Ce rapport confidentiel relate l'activité du service ainsi que les contrôles effectués dans les différents départements sur une période donnée au cours de l'année 2000.

Le Contrôle financier remplit trois catégories de missions:

- audit interne;
- révision externe;
- autres missions sur demande du Conseil administratif ou éventuellement des directeurs de départements.

En rapport avec les comptes 2000, le Contrôle financier a procédé au contrôle de 13 services. Les constatations et éventuelles recommandations ont été communiquées aux services examinés. Des mesures correctives ont été prises dans la majorité des cas par les services concernés.

Le Contrôle financier, sur demande du Conseil administratif, a également vérifié les comptes de la Fondetec qui, rappelons-le, est une fondation de droit privé et qui, de ce fait, possède son propre organe de révision.

V. Délibération

L'étude en commission du rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000 a suscité un certain nombre de commentaires qui ne furent pas toujours en relation directe avec l'examen proprement dit des comptes de la Ville de Genève.

Ces remarques, souvent intéressantes, révèlent l'état d'esprit de la commission pour qui l'étude des comptes rendus financiers ne permet que l'approbation ou le rejet du rapport du Conseil administratif. Il est en effet bien difficile, même si certains le souhaitent, de modifier les comptes une fois l'exercice écoulé!

Cette question avait déjà provoqué quelques remous au sein de la commission lors de l'étude du précédent rapport à l'appui des comptes 1999, et conduit au dépôt de la motion N° 129 intégrée au rapport de la commission (cf. proposition PR-50 A). Relevons que les invites de cette motion sont à ce jour restées lettres mortes.

Avant de passer en revue les prises de position, au sujet des comptes 2000, des différents groupes politiques représentés au sein de notre Conseil, voici quelques remarques:

- Plusieurs commissaires s'inquiètent de l'exode hors du territoire de la Ville de Genève de certaines entreprises suffisamment significatives en termes de fiscalité, et s'interrogent sur les moyens de les retenir.
- Politique anticyclique: la question de la réserve conjoncturelle que les communes ne sont à ce jour pas autorisées à constituer par la loi sur l'administration des communes refait surface. L'éventualité de constituer une réserve latente par le biais des actions de la BCGe en possession de la Ville de Genève est soulevée.
- A l'évidence, si l'étude des comptes rendus n'autorise aucune liberté d'action, elle devrait cependant faciliter les choix et options à prendre lors des prochains budgets.
- La technique pour influencer sur les comptes par le biais de correctifs budgétaires est évoquée.

Avant de procéder au vote des projets d'arrêtés, un tour de table permet aux différents groupes d'exprimer leur sentiment au sujet des comptes 2000.

Pour le groupe socialiste, le résultat des comptes 2000 est réjouissant; ce groupe recommande cependant une certaine prudence, car il estime que l'embellie ne pourra pas continuer au même rythme. La régularisation en cours des faux temporaires le satisfait également.

Pour le groupe des Verts, les comptes sont également source de satisfaction. Il souligne notamment la maîtrise des charges et des subventions. Il souhaite voir la dette continuer à diminuer et recommande de continuer l'effort au poste 31. En ce qui concerne les faux temporaires, l'évolution lui apparaît favorable.

Le groupe AdG/SI est satisfait de l'accroissement des ressources fiscales; subsiste cependant une inquiétude quant à la précarité et aux inégalités sociales. Il souligne l'impact très négatif de la BCGe sur les finances de la Ville de Genève et déplore le niveau très bas des investissements hors BCGe. Il estime également que la normalisation des faux temporaires n'est pas assez rapide, et qu'un effort supplémentaire eût pu être consenti en 2000. Il se déclare satisfait de la baisse de l'endettement de la Ville de Genève.

Pour le groupe AdG/TP, les revenus sont beaucoup plus élevés que prévu. Le niveau des investissements lui paraît faible et suggère de voir un accroissement des projets. L'AdG/TP déplore qu'il subsiste toujours autant de faux temporaires.

Pour le groupe radical, l'augmentation des charges reste une préoccupation; de même il est frappé de la facilité avec laquelle la gauche prend des options qui conduisent au départ de certaines entreprises (Vacheron & Constantin). Il rappelle également qu'il avait, lors de l'élaboration du budget 2001, soutenu une diminution du centime additionnel.

Pour le groupe libéral, cet excellent résultat est davantage dû à l'embellie fiscale qu'à une diminution des charges de fonctionnement. La diminution de la dette reste la priorité des libéraux, de même qu'un allègement de la fiscalité. Le montant de l'excédent de revenu ne doit pas rendre amnésique et ne pas encourager la reprise de l'augmentation des charges.

Pour le groupe démocrate-chrétien, si le résultat des comptes 2000 est positif, le traitement et la gestion des comptes ne le satisfont pas, surtout quand la collectivité publique doit faire face à un problème tel que celui de la BCGe. De plus, la maîtrise des charges ne le contente pas et l'inquiète pour les années futures si l'embellie fiscale ne devait pas se confirmer.

VI. Commentaire du rapporteur général

Selon l'usage établi depuis quelques années, les commentaires des rapporteurs qui ne relatent pas expressément les travaux des commissions mais qui expriment une opinion plus orientée sur l'objet à l'étude sont délivrés en italique. Ainsi, le lecteur attentif peut différencier ces remarques du corps du rapport et le rapporteur se libérer de son devoir initial.

«L'aggravation des déficits publics depuis le début des années 90, dont les causes sont l'évolution de la situation économique, les charges structurelles trop importantes par rapport aux revenus et les mutations sociales, n'a pas pu être compensée, malgré d'importantes mesures de rationalisation et d'économie et l'amélioration, tangible depuis 1998, de la conjoncture économique.

»Le Conseil administratif poursuit ses négociations avec l'Etat et les communes genevoises au sujet de la répartition des compétences et des charges.» (Cf. Options du Conseil administratif pour 2000, options stratégiques.)

«Le Conseil administratif entend non seulement équilibrer le budget de fonctionnement de la Ville de Genève, mais souhaiterait également être en mesure, à l'avenir, d'autofinancer les investissements afin de stabiliser la dette voire, si possible, la réduire.

»La Ville de Genève doit veiller à la santé de ses finances afin de réaliser durablement ses buts sociaux et économiques, en conformité avec l'Agenda 21.» (Cf. Options du Conseil administratif pour 2001, option stratégique.)

La relecture des options du Conseil administratif prises au moment de l'élaboration des budgets 2000 et 2001 (déclarations d'intention) apporte un angle de vision différent à l'analyse des comptes, surtout lorsque ceux-ci dégagent un excédent de revenus susceptible de modifier radicalement les bonnes résolutions prises les années précédentes.

Il convient de souligner que, si les prévisions établies lors du budget 2000 en ce qui concerne les revenus s'étaient confirmées, nous connaîtrions un excédent de charges à hauteur de 16 millions!

En effet, cet excellent résultat découle principalement de rentrées fiscales inespérées et nul ne sait si cette évolution perdurera dans les années futures.

La maîtrise des charges de fonctionnement et la réduction de la dette restent donc prioritaires et un devoir politique pour les générations futures.

Se pose également la question de savoir si le rôle de l'Etat (ou d'une commune) consiste à (se) créer de nouvelles charges aux incidences financières parfois mal évaluées, dans l'euphorie des excédents de revenus.

Le rôle et la mission de l'Etat, quel que soit le niveau de compétence, doivent être clairement définis; ici apparaissent les sensibilités et options politiques différentes.

Enfin, à ceux pour qui le tout «Etat» est le credo, pour qui la diminution de la dette n'est pas une priorité, pour qui enfin un allègement de la fiscalité n'est pas à l'ordre du jour, rappelons que les correctifs budgétaires, produits d'importation récents, sont à manier avec prudence, car ils influent directement sur le résultat d'un exercice en cours dont les éventuels excédents, que ce soient de charges ou de revenus, ne sont pas connus!

P.-S.: La consultation des statistiques budgétaires et financières 2000, publiées par la Ville de Genève, ne manquera pas d'en intéresser plus d'un!

VII. Vote

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, par 12 oui et 2 abstentions (DC), la commission des finances vous recommande d'approuver le rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes 2000 et de voter les projets d'arrêtés. (*Voir ci-après le texte des arrêtés adoptés sans modification.*)

VIII. Annexes

- Présentation générale, tableau N° 1
- Tableau récapitulatif des investissements 2000, tableau N° 4
- Autofinancement des investissements 1988-2000
- Bilans résumés comparés aux 31 décembre 2000 et 1999
- Structure des revenus de fonctionnement par nature, tableau N° 6
- Evolution de la valeur du centime additionnel 1995-2000
- Structure des charges de fonctionnement par nature, tableau N° 8
- Evolution des charges de fonctionnement par département et par nature, tableau N° 9
- Récapitulation des intérêts relatifs à l'ensemble des dettes, tableau N° 13
- Dette consolidée de la Ville de Genève de 1985 à 2000, tableau N° 14 et graphique
- Réponses écrites du Conseil administratif concernant le département des finances et de l'administration générale
- Rapport de l'organe de révision

Le président. Je vous rappelle que, concernant les comptes et le budget, le temps de parole n'est pas limité.

M. Jean-Pierre Oberholzer, rapporteur général (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, c'est bien sûr avec une certaine satisfaction, quand nous avons reçu le rapport de gestion sur les comptes 2000, que nous avons pu constater le retour au boni, dû notamment à des rentrées fiscales tout à fait exceptionnelles et imprévues.

Au cours de l'étude de ce rapport de gestion à la commission des finances, le président de celle-ci, M. Mouhanna, a essayé de fixer un calendrier de travail, de façon à pouvoir rendre le rapport de commission correspondant avant le 30 juin. Cela n'a pas été possible en raison de la lenteur de certains conseillers administratifs. Sur ce point, compte tenu de ce qui s'est passé précédemment, je tiens à dire que nous avons reçu à temps les réponses du département de M. Pierre Muller. Cela étant dit, si l'ensemble du Conseil administratif avait agi avec la même diligence, nous aurions traité ces comptes avant le mois de juin.

Nous avons également vécu une petite péripétie concernant l'audition du Service du contrôle financier. En effet, nous commençons habituellement par le rapport confidentiel, lequel est suivi d'un rapport portant sur une seconde audition; cette année, ce processus a été inversé.

Les comptes, qui dégagent un boni important cette année, doivent notamment ce résultat à une fiscalité particulièrement généreuse. Si l'on étudie ces comptes de manière quelque peu détaillée, on constate que, sans cette élévation du rendement de la fiscalité, nous aurions eu un excédent de charges, c'est-à-dire un déficit d'environ 16 millions de francs qui n'aurait permis ni de diminuer la dette, ni d'augmenter la fortune de la Ville de Genève.

J'en reviens donc à ce que j'ai déjà dit hier soir au sujet du budget: il est particulièrement imprudent de surestimer les rentrées fiscales. Vous le voyez, il convient plutôt de maîtriser les charges des départements plutôt que de se baser sur la fiscalité.

Au niveau des comptes et en ce qui concerne les investissements, nous avons remarqué qu'une grande part des investissements effectués concerne la Banque cantonale de Genève (BCGe), ce qui, évidemment, a malheureusement diminué la part que nous aurions pu consacrer au remboursement de notre dette. Il est vrai que, normalement, nous n'aurons pas chaque année à participer à une recapitalisation de la BCGe.

Au sujet du Contrôle financier, les principales remarques ont porté sur une surestimation des actions en main de la Ville de Genève pour un montant de

presque 35 millions de francs. Nous nous sommes donc demandé, à ce sujet, s'il convenait d'effectuer une provision en vue d'éventuelles pertes. Il est vrai que les actions en main de la Ville de Genève sont difficilement cessibles et que nous ne réaliserions une perte qu'au moment où nous vendrions ces actifs.

En ce qui concerne les comptes 2000, on constate que, malgré ses efforts, l'administration maîtrise et contient ses charges relativement avec peine. En effet, il y a quand même une augmentation des coûts due à différentes causes, mais il convient de rappeler que la priorité reste la maîtrise des charges, le maintien à un niveau sensé de ce que l'on pourrait confier au rôle de l'Etat et de ce qu'en attend également le citoyen.

Je ferai sur ce point un petit commentaire: pour nous, la priorité doit rester la diminution de la dette. Nous reprendrons la parole tout à l'heure, au cours du débat.

M. Jean-Pascal Perler, sous-rapporteur (Ve). Monsieur le président, pardonnez-moi d'intervenir à ce niveau du débat, mais j'ai commis une erreur typographique à la page 12 de mon rapport, au dernier paragraphe, où je parle des immeubles considérés en bon état. J'ai indiqué qu'ils valaient entre 5 et 15% de leur valeur à neuf, ce qui est faible. Dans le *Mémorial*, il faut remplacer ces chiffres par 85 et 95%. (*Corrigé au Mémorial.*)

M. Robert Pattaroni, sous-rapporteur (DC). Je voudrais apporter un complément – d'ailleurs tout à fait positif. Il me paraît tout à fait opportun d'intervenir à ce propos.

Comme tout rapporteur, j'ai fait dans mon rapport quelques commentaires personnels sur l'évolution des dépenses. J'ai également exprimé le regret que la Coordination des associations mondiales des villes et autorités locales, la CAM-VAL, nous ait finalement filé entre les doigts. J'y vois – et je suis persuadé d'avoir raison – une certaine inefficacité du Conseil administratif à promouvoir Genève et à utiliser des moyens permettant d'atteindre les objectifs qu'il proclame.

Néanmoins, j'aimerais quand même relever un point positif: M. Tornare s'est particulièrement investi dans la lutte pour assurer la sécurité – le mot «lutte» n'est peut-être pas tout à fait adéquat, mais enfin, il s'agit d'activités favorisant précisément la rencontre avec ceux qui sont malheureux et ne peuvent réagir que par la violence, notamment du côté des jeunes. Je trouve que l'action de M. Tornare par rapport à ce sujet particulièrement important est remarquable. Je tiens à adresser mes remerciements au magistrat sur ce point.

Premier débat

M. Jean-Pascal Perler (Ve). J'ai l'honneur d'ouvrir les feux du premier débat. Selon les Verts, les comptes sont bons, et même très bons. Un excédent de revenu s'élevant à 87,5 millions de francs, en ce qui me concerne, c'est du jamais vu, surtout avec une assiette fiscale en Ville de Genève de 9 milliards de francs.

Un deuxième point de satisfaction est l'autofinancement supérieur à 100%, ce qui signifie que la dette de la Ville est en train de diminuer – de 15 millions, ce n'est pas beaucoup, mais un effort est fourni.

Troisièmement: le chapitre 31, cher aux Verts, diminue d'une petite somme, 1,6 million, par rapport au budget 2000, et augmente très légèrement par rapport aux comptes 1999, malheureusement. Mais ce chapitre 31 est maîtrisé, on le remarque dans le projet de budget 2002.

Bref, c'est l'euphorie en Ville de Genève, et le Conseil administratif, avec sa majorité alternative, peut redistribuer pour plus de 125 millions de francs de subventions et d'allocations.

Nous avons quelques petits soucis tout de même: la taxe professionnelle, après quelques années de progression importante, a atteint sa masse critique, autour des 85 millions de francs – on la trouve inscrite dans le projet de budget 2002 à 86 millions de francs. Nous ne pourrons donc plus compter sur des progressions importantes quant à ce poste.

Comme l'a dit le rapporteur général, nous avons encore un deuxième petit souci – peut-être bénin au niveau des comptes – qui est la surévaluation des actions de la Ville de Genève à la BCGe. Si le Conseil administratif devait provisionner en vue d'une perte sur ces actions, cela ferait diminuer le boni d'environ 35 millions de francs.

La rubrique des déchets, liée à l'incinération, cause également quelques soucis aux Verts, car elle augmente chaque année à peu près de 1 million de francs – 700 000 francs cette année – pour atteindre maintenant des sommets, c'est-à-dire 14 millions de francs. Je vous rappelle que l'objectif du Canton est d'atteindre un taux de recyclage de 40%; les comptes 2000 indiquent une petite progression de 17 à 20%, mais nous sommes bien loin du compte, d'où un effort constant à fournir dans ce domaine.

Reste encore un couac: on a de nouveau oublié d'ajouter le remboursement de la contribution de solidarité au personnel des institutions de la petite enfance. C'était déjà le cas dans les comptes 1999, et celui-ci a de nouveau été oublié dans

les comptes 2001. Pourquoi? Nous ne le savons pas, mais nous attendons avec impatience un correctif budgétaire pour 2001. En effet, le temps passant, ce remboursement sera peut-être pour 2002.

Pour terminer, parlons des investissements, qui sont très faibles. Le montant de ceux-ci s'élève à environ 120 millions, mais les chiffres ont été dopés par la recapitalisation de la BCGe. Je vous donne un exemple du faible montant des investissements votés: pour le Service d'architecture, qui a présenté en 2000 83 millions de francs d'investissements, le Conseil municipal n'en a voté *de facto* que 7 millions. Je ne vous fais pas de dessin: 7 millions sur les 83 présentés, cela signifie que le Conseil municipal stagne.

L'ordre du jour du Conseil municipal s'étend sur 3 ou 4 pages chaque mois, mais il faut également tenir compte du travail qui se fait en commission. J'invite mes cousins de l'Alternative à ne pas trop entrer dans le jeu de l'Entente, laquelle essaie à tout prix de bloquer ce Conseil.

Je terminerai en disant que les comptes sont bouclés depuis longtemps, on ne peut donc plus en modifier les lignes. Finalement, nous n'avons rien à dire sur ces comptes, si ce n'est que, pour les Verts, ils sont très bons. Nous les voterons donc ce soir.

M. Daniel Sormanni (S). Les résultats des comptes sont effectivement très satisfaisants. Ils sont dus, bien sûr, à la croissance économique que nous connaissons maintenant depuis quelques années déjà. Cependant, le débat d'hier sur le budget et la lettre de la présidente du Département cantonal des finances qui a été lue à cette occasion montrent d'ailleurs que cette embellie – en tout cas, la progression de la recette fiscale – va probablement s'arrêter, malheureusement. Nous espérons en tout cas ne pas revenir à des ralentissements économiques tels que ceux que nous avons vécus durant les années 90, sinon nous allons avoir de sérieuses difficultés budgétaires, surtout avec les augmentations qui y figurent.

Tel est l'enseignement que nous pouvons tirer de l'examen de ces comptes. Nous faisons immédiatement la comparaison entre les comptes 2000 et le budget que nous avons renvoyé hier soir à la commission des finances. On observe en outre un ralentissement économique aux Etats-Unis – abstraction faite des événements dramatiques d'hier – et en Europe, principalement en Allemagne. Par conséquent, les prévisions de croissance économique pour l'année suivante sont revues à la baisse par les instituts internationaux spécialisés toutes les six à huit semaines environ; il y a donc de quoi se faire du souci.

Toutefois, cela dit, les comptes 2000 sont bons; ils ont permis un large autofinancement des investissements – à savoir les investissements réalisés ainsi que la

recapitalisation de la BCGe – et une réduction de la dette de la Ville de Genève. Il faut en tenir compte et remercier le Conseil administratif, les responsables des services et le personnel d’avoir su maintenir les dépenses dans le cadre budgétaire fixé, comme vient de le relever le préopinant, dont j’approuve totalement les propos.

Il est vrai que le taux de réalisation des investissements constitue quand même un sujet d’inquiétude. Depuis 1996, sauf erreur, on constate que ce taux baisse; il doit bien y avoir une ou plusieurs raisons à cela. C’est peut-être la faute du Conseil municipal, ou la responsabilité est partagée quant à certains aspects de la questions. Je pense qu’il faut vraiment analyser ce problème et y trouver des remèdes. En effet, il ne sert à rien de voter des montants d’investissements correspondant à ce que nous souhaitons – de l’ordre de 100 à 120 millions de francs chaque année – si, ensuite, nous ne pouvons pas réaliser ces derniers, et ce pour différentes raisons.

Les investissements représentent également un soutien à l’emploi; ils sont nécessaires. Si nous les faisons, ce n’est pas simplement pour le plaisir, mais parce que nous souhaitons soit modifier nos bâtiments, soit les rénover, soit créer de nouvelles constructions. Si nous ne pouvons réaliser ces investissements et ainsi soutenir l’emploi, eh bien, nous ne réalisons pas notre objectif. Je le répète, nous devons analyser ce problème maintenant et comprendre pourquoi nous ne parvenons pas à investir comme prévu, de manière que cela change.

Je ferai encore deux remarques: la première concerne le Fonds chômage. Lors des différentes auditions que nous avons menées en étudiant les comptes, nous aurions aimé recevoir sur ce point précis un rapport un peu plus complet et détaillé que celui qui nous a été fourni. On me souffle que nous venons de le recevoir, mais je ne sais depuis quand c’est le cas. Il s’agit d’examiner ce qui est réalisé à ce sujet.

Je vous rappelle que, l’an dernier, en décembre, nous avons voté lors des séances consacrées à l’examen du budget une nouvelle motion, la motion M-150, ayant trait à la cellule concernant le chômage. Je répète qu’il faudra peut-être en changer le nom; en effet, les personnes concernées ne sont peut-être plus inscrites au chômage. Celles qui le sont ont droit aux prestations, mais il y a des gens qui ne reçoivent pas de prestations pour différentes raisons, ou qui sont en dehors de ces créneaux d’aide. Nous souhaiterions que cette motion M-150, ainsi que la motion originelle M-108, puissent être réalisées. En effet, il y a toute une série de demandes qui n’ont pas été réalisées pour des raisons qui nous échappent et que le Conseil administratif, en tout cas, ne nous a pas vraiment expliquées.

J’ajouterai encore quelques mots pour répondre aux interrogations du rapporteur général en ce qui concerne un certain nombre de points, ainsi que pour don-

ner mon opinion sur le résultat de ces comptes et sur le souhait de l'Entente de réduire la pression fiscale, c'est-à-dire les impôts. Je crois qu'il faut savoir raison garder. Je vous rappelle que, durant la période de difficultés financières, nous n'avons pas changé le taux du centime additionnel, lequel s'élève à 45,5 en Ville depuis de très nombreuses années. Je ne vois pas pourquoi il faudrait réduire la pression fiscale maintenant que nous avons eu une embellie financière de quelques années.

Dans certains cas, il faut choisir: je ne crois pas qu'il soit possible en même temps de réduire la dette de la Ville et de diminuer les impôts. L'Alternative et le Conseil administratif à majorité alternative – ainsi que M. Pierre Muller, bien entendu – ont fait un bon choix en optant pour la réduction de la dette. Je crois que ce choix est unanime au sein du Conseil administratif, et nous en félicitons ce dernier. Je vois M. Pierre Muller qui hoche de la tête... Je le souligne, je crois que nous ne pouvons pas réduire à la fois la dette et les impôts, ce n'est pas raisonnable, d'autant plus que la croissance s'essouffle – on le remarque déjà et je le répète encore brièvement.

Nous espérons que cette tendance ne va pas s'accentuer, afin que le Conseil administratif puisse réaliser ses nouveaux objectifs, que le groupe socialiste partage entièrement, à savoir continuer à réaliser les investissements votés et réduire la dette. En conséquence, nous vous recommandons d'approuver les comptes 2000.

M. Robert Pattaroni (DC). Je vais m'exprimer au sujet de la dette de la Ville de Genève. Monsieur le président, vous vous souviendrez, comme probablement quelques autres dans cette salle – qui n'est d'ailleurs pas une salle habituelle et n'est donc pas forcément propice à la mémoire – que le Parti démocrate-chrétien a insisté sur la question des investissements au moment des séances d'examen du budget 2000. Nous constatons à notre grand regret que, cette année 2000 comme les précédentes, les intentions n'ont pas toujours été suivies d'effets.

C'est la raison pour laquelle nous proposons de diminuer le montant des investissements au moment du vote du budget, puisque c'est l'un des seuls moyens de diminuer la dette en fin d'année. Nous avons raison et ce sera peut-être également le cas pour 2001; il est dommage que les faits nous donnent raison, mais il est finalement encore plus regrettable que nous n'ayons pas été suivis, car, la dette étant forte, cela aurait permis d'accentuer sa diminution.

A ce propos d'ailleurs, nous avons bien sûr lu comme tout le monde que, sans la fameuse affaire de la BCGe, nous nous en serions sans doute mieux sortis. Cela est clair, puisqu'il a été relevé que la dette aurait pu diminuer de 85 millions de francs, indépendamment du montant des investissements dont je viens de parler.

Le rapport PR-118 A relève à juste titre que le taux moyen des emprunts s'élève à 4,8%. Or – chose étonnante – dans le tout récent rapport fourni par le Conseil d'Etat au moment de la présentation du budget 2002, document diffusé à tout un chacun, il est indiqué à l'avant-dernière ligne que l'Etat emprunte à un taux de 3,8% en moyenne. Je n'ai pas vérifié, mais je pense que les données fournies par le rapporteur général dans le rapport PR-118 A – c'est-à-dire ces 4,8% – sont exactes; je ne vois pas pourquoi elles seraient erronées, ni pourquoi M^{me} Calmy-Rey se tromperait. Par conséquent, pourquoi y a-t-il un taux d'emprunt moyen de 3,8% à l'Etat et de 4,8% à la Ville? Vous conviendrez que, à ce niveau-là, 1%, cela compte, en tout cas pour nous.

Je voudrais encore évoquer deux points. Je me réfère d'abord à la page 52 du rapport PR-118 A, où, très astucieusement, le rapporteur général nous rappelle – c'est toujours un problème de mémoire – que nous avons voté en son temps une certaine motion M-129 invitant le Conseil administratif à dialoguer non seulement avec les habitants, mais aussi avec les conseillers municipaux au moment du bouclage des comptes. Cela nous permettrait de nous exprimer au sujet de la répartition des résultats, lesquels sont encore, heureusement, des bénéfiques; je parle des résultats en général. Le Conseil administratif n'a probablement pas eu le temps de répondre à cette demande, comme cela a été dit au début de ce débat, mais nous souhaiterions que, l'année prochaine, il prenne le temps de le faire. Evidemment, le temps, il ne l'a pas; mais vous savez très bien que le temps est un facteur que l'on peut prévoir.

Enfin, nous avons bien sûr fait de la peine à nos collègues de la commission des finances en nous abstenant lors du vote sur les comptes 2000, mais je voudrais rappeler pourquoi nous avons adopté cette position, indépendamment de la question de la dette de la Ville de Genève.

J'ai pris soin dans mon rapport particulier, à la page 30, d'évoquer quelques éléments généraux. Selon une démarche devenue classique pour notre parti, nous avons tenu à mettre en évidence les dépenses réelles – ou le budget réel – des départements. Vous vous souviendrez que, dans mon intervention d'hier soir en séance plénière, j'ai fait allusion au nouveau tableau figurant maintenant dans le projet de budget 2002, à la page 167, et où apparaissent les charges réelles qui dépendent des magistrats, compte tenu des amortissements, qui, eux, dépendent de règles qui ne sont pas du ressort des magistrats, du moins pour chacun d'entre eux.

A la page 39 dudit rapport, nous avons relevé une forte augmentation entre les comptes 1999 et les comptes 2000, en tout cas dans deux départements: celui des affaires culturelles présente une augmentation de 4,2 millions de francs, celui des affaires sociales, des écoles et de l'environnement de 4,4 millions de francs par rapport aux comptes 1999. Toujours par rapport aux comptes 1999, les autres

départements s'en sortent beaucoup mieux: celui des sports et de la sécurité présente une diminution de 1,2 million, celui des finances et de l'administration générale de 4,2 millions, tandis que celui de l'aménagement, des constructions et de la voirie fait état d'une augmentation de 1,5 million.

Le constat des deux augmentations fort importantes – trop, à notre avis – que je viens de mentionner a pour effet que nous proposons au moins de s'abstenir à tous nos collègues ici présents qui prétendent être attentifs aux excès de dépenses et pensent qu'il faut tout faire pour diminuer la dette, à tous ceux qui veulent joindre le geste à la parole en levant la main pour voter tout à l'heure.

Le président. M. le conseiller administratif Muller vous répond à l'instant au sujet des taux d'emprunt.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur Pattaroni, il me semble que vous devriez être plus analytique lorsque vous déclarez connaître la différence entre le taux moyen d'emprunt de la Ville de Genève et celui de l'Etat de Genève. Je crois que la Ville de Genève n'a pas à rougir de sa politique en matière de gestion des emprunts. La petite différence entre la Ville de Genève et l'Etat – vous la connaissez certainement, puisque c'est l'un de vos copains de parti, M. Marco Föllmi, qui gère la trésorerie de l'Etat – réside dans le fait que nous avons la possibilité de faire des emprunts privés, mais dans une certaine proportion, alors que l'Etat a une latitude beaucoup plus grande en la matière.

La petite différence existant entre un emprunt privé et un emprunt public, je vais vous l'expliquer, Monsieur Pattaroni. Vous savez certainement ce qu'est le Libor, ou «London Interbank Offered Rates», le taux d'intérêt entre banques. Pour un emprunt public, ce n'est évidemment pas le même taux qui est appliqué, tout simplement parce qu'il faut que les conditions de souscription à un emprunt soient attractives également pour le public; les taux en question sont donc forcément plus élevés. Là est peut-être la différence entre les taux moyens de l'Etat et ceux de la Ville, mais ce point reste encore à analyser plus finement.

Monsieur Pattaroni, vous établissez à propos des comptes un classement entre les départements de la Ville de Genève, mais je me permets de vous faire une petite remarque. Il y a un département qui s'occupe principalement de revenus, c'est le mien, parce que telle est sa vocation: il encaisse des impôts, des revenus de la Gérance immobilière. Ensuite, il y a les quatre autres départements qui dépensent – et c'est leur rôle, ou plus exactement leur mission. Dans ces départements existe le chapitre 36, «Subventions et allocations».

Il y a un petit problème dans votre classement. En effet, vous savez très bien que, dans deux départements, les subventions sont bizarres, voire inexistantes: dans le mien, c'est une aide au logement que l'on appelle «allocation personnalisée au logement» – elle s'élève à 12 millions de francs en chiffres ronds; dans le département de M. Ferrazino, il n'y a pas du tout de subvention, parce que sa vocation n'est pas d'en donner et qu'il dépense autrement son argent. Voyez-vous, ce genre de raisonnement et de classement que vous nous avez présenté est totalement incongru; en plus, il prête à confusion et pourrait peut-être générer, à terme, une certaine dissension au sein du Conseil administratif. Je vous rassure tout de suite, ce n'est pas le cas, parce que nous savons pour notre part analyser les chiffres tels qu'ils sont présentés dans le rapport PR-118 A sur les comptes 2000.

M. Alain Comte (AdG/TP). C'est bien sûr avec satisfaction que le Parti du travail a pris connaissance du résultat des comptes 2000 de la Ville de Genève. En effet, c'est la deuxième année consécutive que notre collectivité enregistre un boni d'exploitation, ce après une dizaine d'années de chiffres rouges.

En ce qui concerne les plus gros écarts par rapport au budget, certains sont réjouissants, d'autres moins. Au chapitre des rentrées fiscales, 102 millions de francs supplémentaires ont été encaissés par la Ville et aboutissent, après bouclage des comptes, à une amélioration de 87,5 millions de francs par rapport au budget voté. A ce propos, on s'aperçoit que les estimations des rentrées fiscales ne sont pas exactes et qu'il est toujours difficile pour nous, conseillères et conseillers municipaux, d'étudier puis de voter un budget, sachant qu'il peut y avoir de telles différences entre l'estimation et la réalité. Mais ces estimations incorrectes sont plus faciles à digérer lorsque, comme c'est le cas du budget 2000, les différences vont dans le bon sens.

Il en résulte un autofinancement de 148,1 millions de francs, ce qui représente une excellente nouvelle. Ces bons résultats découlent avant tout des rentrées fiscales des personnes physiques et des personnes morales, ainsi que de la taxe professionnelle, ce qui fait passer le rendement du centime additionnel de 10 millions de francs en 1998 à 12,5 millions de francs pour le présent exercice. Les charges de fonctionnement augmentent de 24,5 millions de francs et sont supérieures à celles budgétisées, avec notamment un dépassement de 11,7 millions de francs par rapport à ce qui avait été prévu au chapitre des pertes sur débiteurs douteux et créances non recouvrables.

Permettez-moi, chers collègues, d'ouvrir une parenthèse à ce propos. Il me paraît utile de rappeler que, malgré la reprise économique dont les collectivités publiques bénéficient aujourd'hui des effets, et c'est tant mieux, Genève compte

encore aujourd'hui environ 8000 chômeuses et chômeurs. A ce propos, l'aide supplémentaire de 1 million de francs votée au budget 2001 ne sera pas superflue. L'idéal serait bien entendu qu'il n'y ait pas de chômeurs du tout. Vous voyez que toutes et tous ne bénéficient pas encore de cette reprise économique, tant s'en faut, et qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Nous sommes également très satisfaits que la contribution de solidarité ait pris fin avec l'an 2000 et ne pouvons que saluer l'effort consenti par le personnel pendant plusieurs années dans le but de redresser les finances de la Ville de Genève. Nous espérons, bien entendu, que pareille situation ne se renouvellera pas. Notons encore au passage que les charges de personnel représentent 38,2% des charges de fonctionnement, alors que le budget prévoyait une dépense un peu supérieure à 38,9%.

L'objectif d'établir l'Agenda 21 de la Ville de Genève pour la fin de la législature est réjouissant. Une déléguée a été spécialement engagée pour la réalisation de ce but. Dans un premier temps, sa tâche consiste à sensibiliser tous les services de la Ville et à en établir un catalogue compréhensible, aussi bien pour les fonctionnaires que pour le public. Un calendrier des actions prioritaires et d'importance sera fixé. L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs sera sensibilisé à ce sujet. L'Agenda 21 de la Ville fera également l'objet d'un plan de communication, qui sera diffusé à un large public.

Le chapitre 31, «Biens, services et marchandises», est l'objet de nombreuses discussions souvent critiques. Bien que la dépense augmente par rapport aux comptes 1999, il faut relever une diminution de 1,6 million de francs – c'est-à-dire de 1,3% – par rapport au budget voté. Cela m'appelle à formuler la remarque suivante: certains achats ayant été différés pendant les années de chiffres rouges, ils ont été en partie effectués l'année dernière.

Vous connaissez sans doute la politique du Parti du travail au sujet des investissements. Il me paraît utile de répéter que nous sommes en faveur d'investissements dépassant même la barrière des 100 millions de francs, pour autant que ceux-ci soient en conformité avec notre programme politique.

Concernant les comptes que nous traitons aujourd'hui, nous relevons que, sans l'affaire de la BCGe, notre municipalité aurait vu sa dette diminuer de 85 millions de francs. Il y aura surévaluation des actions de cette banque, une banque cantonale fort mal dirigée dont nous attendons de la justice qu'elle fasse toute la lumière dans son quasi-fiasco. Nous souhaitons que l'effort consenti par la Ville de Genève ne soit pas vain.

Cependant, j'admets aussi que le Conseil municipal porte parfois des responsabilités quant à la lenteur du traitement de certains projets qui traînent en commission, voire en séance plénière.

Les bonis semblent bien difficiles à attribuer, étant donné que l'excédent de charges ou le manque d'autofinancement modifient la dette, et que les excédents des revenus sont attribués à la fortune de la Ville de Genève. Il devient indispensable de statuer sur ces différents problèmes afin d'aboutir à une réglementation claire à ce sujet.

Aujourd'hui, il semble que le Conseil administratif puisse modifier les comptes avant boucllement, mais uniquement pour l'attribution des éventuels bonis, bien entendu. Il me paraît logique, étant donné que c'est le Conseil municipal qui vote le budget, qu'il devrait avoir son mot à dire sur l'attribution des bénéfices.

Enfin, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, au bon résultat de l'exercice 2000, ainsi que celles qui ont fourni les renseignements nécessaires à la commission des finances et aux commissions spécialisées.

En conclusion, je dirai que la diminution de la dette reste une priorité pour le Parti du travail, et je vous invite, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, à accepter ces comptes 2000.

M^{me} Michèle Ducret (R). En analysant ces comptes, comme nous avons eu l'occasion de le faire assez longuement ce printemps, nous avons pu constater qu'il y a un certain nombre de points positifs et un certain nombre de points négatifs que l'on peut mettre en balance.

Les points positifs, c'est naturellement l'excédent de revenus de 87,5 millions de francs, qui est constitué de rentrées fiscales, de centimes additionnels et de taxes professionnelles; un rendement du centime additionnel qui a passé à 12,5 millions; un autofinancement total des investissements, ce qui signifie qu'il n'y a pas d'emprunt; c'est aussi une légère diminution de la dette, puisque l'excédent de 15 millions de francs a été affecté à la diminution de celle-ci, et que cet excédent est constaté malgré la participation de la Ville de Genève à la recapitalisation de la BCGe. Cela, ce sont les points positifs.

Quant aux points négatifs, on peut constater, malheureusement, une augmentation des charges, que nous avons relevé en commission, et une très lente, trop lente diminution de la dette. Globalement, le plateau penche donc en faveur des points positifs.

Lorsque j'ai préparé mon intervention, il n'était pas encore question du nouveau budget, et j'avais écrit dans mon texte qu'il faudrait que la Ville soit particu-

lièrement prudente, puisque tous les indicateurs économiques étaient en train de montrer des tendances très inquiétantes. Je ne pensais pas avoir raison aussi vite, et je dois dire que les 4 millions de boni nous avaient été promis au budget 2002 se sont tout à coup transformés en 26 millions de pertes, en tout cas pour l'instant; cela montre que ceux qui ont crié à la prudence avaient raison, et cela montre aussi qu'il faut être de plus en plus sévère avec les charges qui échoient à la Ville de Genève. Je n'ai malheureusement pas eu le sentiment que la diminution des charges était le souci principal du Conseil administratif. Nous le regrettons beaucoup, et nous aimerions que ce dernier tienne mieux compte des prévisions économiques. Je crois qu'il n'y a pas besoin d'être un spécialiste de Harvard pour savoir que les choses sont en train de se gâter.

Nous avons également remarqué les efforts de l'administration pour améliorer ce qui ne va pas. Le Contrôle financier est maintenant au travail et, quand il fait des remarques, il surveille attentivement le suivi qui y est donné; je crois que c'est un bon point à mettre à son actif. Il faudra vérifier si tout ce qui devait être vérifié l'a été.

Nous notons que notre proposition de diminuer le centime additionnel n'a pas été suivie, comme vous vous en souvenez, mais qu'elle n'aurait pas eu – en tout cas pour l'année 2000 – les conséquences catastrophiques qu'avaient prédites ses opposants.

Malgré ces quelques remarques négatives, le groupe radical approuvera les comptes, comme il l'a fait en commission.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je voudrais tout d'abord dire que mon groupe déplore le fait que le Conseil municipal n'ait pas de prérogatives en matière d'examen des comptes au niveau de l'attribution des résultats de l'exercice. Nous l'avons déjà dit: la seule chose que nous puissions faire, malheureusement, c'est d'accepter ou de refuser, et, même si nous refusons ces comptes, il semblerait que cela n'aurait aucune incidence sur ceux-ci.

Cela étant dit, j'en viens tout d'abord, au nom de mon groupe, au chapitre des recettes. Nous constatons, au niveau des recettes fiscales, que les comptes 2000 présentent par rapport au budget 2000 un excédent de 102 millions de francs. Nous avons entendu hier beaucoup de déclarations pessimistes par rapport à l'avenir, parce qu'une lettre du Département cantonal des finances nous annonçait que nous allions avoir un excédent de revenus plus faible que prévu, soit 30 millions de francs en moins. Mais je vois que nous avons eu un excédent de recettes de 102 millions de francs par rapport au budget – nous avons tous ces chiffres sous les yeux – et je m'attendais quand même à ce qu'il y ait, du côté des

partis de l'Entente, un certain nombre de déclarations tenant compte de cet excédent, étant donné celles qu'ils ont faites quand il y avait un manque. Malheureusement, je ne les ai pas entendues.

Je me réjouis bien sûr de cette augmentation des recettes qui permet à la Ville de Genève d'accomplir un certain nombre de tâches. A ce sujet, je souhaiterais également dire que, malheureusement, cette augmentation des recettes cache une réalité beaucoup moins réjouissante. En effet, comme nous l'avons dit d'ailleurs quand nous avons reçu le rapport de gestion du Conseil administratif à l'appui des comptes que le plénum a renvoyé à la commission des finances, les chiffres fournis par le Conseil d'Etat montrent que, en 1999 et 2000, les revenus supérieurs à 1 million de francs ont connu une croissance de l'ordre de 35%, alors que les revenus inférieurs à 100 000 francs ont progressé selon le même ordre de grandeur que l'inflation officielle de l'indice genevois.

Si l'on tient compte des assurances maladie et des différents éléments qui n'entrent pas dans le calcul de l'indice, on peut dire que les revenus imposables inférieurs à 100 000 francs ont connu une baisse de pouvoir d'achat, alors que ceux qui sont supérieurs à 1 million de francs ont connu une progression de l'ordre de 35%, ce qui représenterait, pour un revenu de 1 million imposable – il s'agit bien de revenus imposables – 350 000 francs.

Compte tenu de ces chiffres-là, je ne pense pas que les personnes bénéficiant d'un tel revenu auraient vraiment besoin d'une diminution de 1 centime additionnel, alors que celle-ci n'aurait quasiment aucune répercussion sur les revenus inférieurs à 100 000 francs. Cela ne peut avoir aucune incidence pour les personnes n'ayant quasiment pas de revenu imposable, c'est-à-dire des gens qui sont vraiment dans des situations extrêmement difficiles; on en compte plusieurs dizaines de milliers à Genève.

Il y a justement, derrière les charges dont il a été question, les besoins en matière sociale; l'aide sociale est indispensable, car il y a effectivement une explosion de la précarité et de la pauvreté à Genève, ce qui a coûté et coûte très cher, mais nous sommes de ceux qui pensent que, finalement, l'économie ne consiste pas seulement en gains boursiers ou autre chose, l'économie, c'est surtout des salaires, des revenus sociaux, c'est aussi un pouvoir d'achat de la population qui justement permet à l'économie de fonctionner et de croître. La croissance économique, d'ailleurs, est fondée, pour deux tiers à peu près, sur les revenus du travail et les revenus sociaux. On sait bien que beaucoup de catégories de gains boursiers échappent à l'impôt, malheureusement.

Au-delà des charges ou de l'augmentation des charges se cache une autre réalité: il ne s'agit pas simplement de notions abstraites, mais de personnes

humaines. Il faut tenir compte de certaines activités culturelles, sportives et autres, en raison desquelles des gens viennent s'installer à Genève, des salaires, etc. Des impôts sont prélevés là-dessus, qui se traduisent en revenus fiscaux pour la Ville.

La taxe professionnelle a augmenté de 15 millions de francs – ce qui représente une augmentation énorme, soit de plus de 20% – par rapport aux 70 millions de francs prévus au budget. Cela dénote effectivement une amélioration de la conjoncture économique.

J'ai entendu certaines remarques concernant la prudence à avoir en ces circonstances. Je partage cet avis, mais, quand on nous annonce des années sombres, je tiens quand même à rappeler que, depuis un certain nombre d'années déjà, les mêmes groupes tiennent le même discours. Ils nous annoncent chaque fois des catastrophes sur le plan budgétaire; il y a cinq ans, on nous avait prédit des déficits de l'ordre de 80 millions de francs! Nous avons constaté que ces projections ne se sont pas réalisées. Depuis six ou sept ans, les résultats de la Ville de Genève sont nettement meilleurs que ceux prévus dans les budgets et que ceux prédits par les annonceurs de catastrophes. On a enregistré 102 millions de francs d'excédent l'année dernière; l'année précédente également, l'excédent était très important.

En outre, contrairement à ce qui est dit, la dette diminue non seulement en valeur absolue, mais encore plus fortement en valeur relative. A ce sujet, nous considérons que la dette ne doit pas peser trop lourd dans les finances des collectivités publiques. N'oublions pas qu'une bonne partie de celle-ci est due aux dégâts causés par l'application ici et là d'un certain nombre de principes économiques, ainsi qu'à certains défauts de la mondialisation. Cette dette est également en grande partie due aux investissements, ne l'oublions pas. Ces derniers génèrent de l'emploi et des recettes fiscales, et d'ailleurs les revenus des biens, au niveau des comptes 2000, sont de l'ordre de 122 millions de francs, ce qui donne, par rapport aux intérêts de la dette, une somme de l'ordre de 50 millions de francs d'excédent.

Par conséquent, il faut aussi tenir compte des revenus des biens qui permettent non seulement de compenser les intérêts de la dette, mais aussi de financer un certain nombre d'activités de la Ville de Genève.

Je voudrais également dire que ces comptes révèlent une certaine injustice à l'égard du personnel de la Ville de Genève. Celui-ci a subi le gel des salaires, tandis que le personnel des institutions de la petite enfance a subi une ponction sur les salaires sous la forme d'une contribution de solidarité, cela au nom d'un déficit prévisible de plusieurs dizaines de millions de francs. Nous constatons que les comptes présentent un excédent extrêmement important et nous déplorons le fait

que le Conseil administratif n'ait pas provisionné une certaine somme pour compenser les pertes subies par le personnel de la Ville de Genève en ce qui concerne les mécanismes salariaux. Nous regrettons également que la somme correspondant à la restitution de la contribution de solidarité au personnel des institutions de la petite enfance n'ait pas été provisionnée et nous attendons du Conseil administratif qu'il dépose très rapidement un projet d'arrêté afin qu'elle lui soit remboursée.

Mon groupe se fait aussi du souci à propos des investissements. Il est évident que, même si l'on ne tient pas compte des millions investis dans la recapitalisation de la BCGe en raison de la gestion calamiteuse de cet établissement, le taux de réalisation des investissements est trop faible. Une impulsion est nécessaire sur ce plan afin que les investissements prévus puissent être réalisés. De ce point de vue et pour les années à venir, si ce que l'on nous dit est vrai, c'est-à-dire que nous allons entrer dans une phase dépressive sur le plan économique, je crois que les règles anticycliques élémentaires consisteraient à investir et à faire des efforts pour que ces investissements soient réalisés.

Pour toutes ces raisons, mon groupe votera bien sûr les comptes, mais en faisant appel au Conseil administratif pour que le processus de régularisation des faux temporaires se termine le plus vite possible. Nous nous félicitons néanmoins des mesures déjà prises et demandons également au Conseil administratif de négocier sérieusement avec les organisations du personnel de la Ville de Genève pour trouver un accord tenant compte des efforts fournis par celui-ci et répondant aux besoins des différents services.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, au moment de l'adoption du budget 2000, si vous vous en souvenez, le groupe libéral avait proposé une diminution de 1 centime additionnel, que vous n'avez pas acceptée.

Nous, groupe libéral, avons également refusé le budget 2000, et ce soir nous accepterons les comptes 2000. Toutefois, nous constatons que 87,5 millions de francs de boni correspondent à 6,5 centimes additionnels. En demandant une diminution de 1 centime additionnel de la fiscalité de la Ville de Genève, nous avons fait preuve d'une rare modestie, car nous pouvions sans autre aller jusqu'à 3 centimes et garder encore une marge de manœuvre.

Que provoque un boni d'une telle envergure? Des appétits, une certaine insouciance, une certaine inconscience aussi et, nous l'avons constaté hier soir avec le projet de budget 2002, une hypertrophie de l'administration, une augmentation des subventions et la reprise d'une spirale de dépenses que nous avons connue au cours des années 80. Je vous le concède: à cette époque, l'Alternative

n'était pas majoritaire. Ce n'est pas une raison pour refaire des erreurs déjà comises par d'autres.

Au-delà de la vision politique, des concepts politiques et de la sensibilité de chaque groupe, nous considérons que l'Etat, les communes, les collectivités publiques ont certaines missions à remplir. Ce sont essentiellement celles dont le privé ne peut pas se charger et des prestations qu'il ne peut pas fournir. Sur ce plan, encore faut-il que l'Etat ne s'ingénie pas, par différents règlements et des lois toutes plus chicanières les unes que les autres, à empêcher les privés de fournir ces prestations alors qu'ils pourraient le faire mieux et moins cher que l'Etat. Ainsi, nous pensons effectivement qu'une diminution d'impôts est un moyen simple de contraindre les exécutifs à présenter des projets de budget raisonnables.

Vous me permettrez encore d'évoquer en quelques mots les envies que suscitent ces bonis chez certains qui veulent les affecter à je ne sais quoi avant le dépôt des comptes rendus, de façon à réaffecter en 2001 certains montants, peut-être en changeant la ligne d'écriture correspondante sur 2000. On a donc importé de France voisine la magnifique expression de «correctif budgétaire». Je tiens à rappeler ici que, si vous entendez y avoir recours, il doit dans son financement s'appuyer non pas sur un excédent de revenus du budget en cours, mais toujours sur une diminution d'une dépense équivalente à ce que l'on entend dépenser.

Le groupe libéral acceptera ces comptes parce que, indépendamment de certains aspects – le budget 1999 n'était pas le sien, mais le premier de l'Alternative pour cette législature – on peut dire que les charges ont été relativement bien maîtrisées.

M. Robert Pattaroni (DC). Il est dommage que M. Pierre Muller soit parti, mais je vais quand même devoir lui répondre, puisque le plénum fonctionne même quand les intéressés sont absents. Je suis étonné des remarques de M. Pierre Muller, qui a probablement été un peu chatouilleux, ou chatouillé.

Tout d'abord, il a fait observer qu'il existe des raisons pour lesquelles on observe une différence de taux d'emprunt entre la Ville et l'Etat; je comprends qu'il ne soit pas content qu'on lui fasse remarquer cette différence, mais, quant à moi, j'arriverai tout simplement à la conclusion, pour parler en termes genevois, que M^{me} Calmy-Rey est plus «débrouille» que M. Pierre Muller! Voilà, c'est tout! M. Muller est de l'Entente et moi aussi, alors que M^{me} Calmy-Rey est de l'Alternative, mais, quand quelqu'un sait mieux y faire qu'un autre, je pense qu'il faut le reconnaître et laisser de côté les partis!

Deuxièmement, venons-en aux comparaisons. Sur ce point, je suis vraiment navré pour M. Pierre Muller, mais je pense qu'il n'a pas dû suivre et qu'il a man-

qué un chapitre. Souvenez-vous: à une certaine époque, les libéraux avaient fait passer, à juste titre, la consigne que, quand on veut évaluer les comptes, il faut toujours comparer ceux d'une année à ceux de l'année précédente. Cette coutume a été introduite petit à petit, et c'est elle que l'on suit actuellement. On ne peut donc pas me reprocher d'établir ce genre de comparaison.

Toutefois, pour que ce type de comparaison soit valable, il faut savoir que les comptes – tenons-nous-en aux charges – sont constitués des amortissements, des charges financières et des dépenses réelles auxquelles ont procédé les différents départements. Il s'agit là des charges courantes, lesquelles dépendent des chefs de départements. C'est sur ce point que M. Pierre Muller a manqué le coche. S'il avait écouté ce que j'ai dit, il saurait que j'ai justement relevé que son département ne pouvait pas tout à fait être comparé aux autres départements, comme il l'a rappelé, mais qu'en ce qui le concernait il y avait au moins une diminution des charges courantes de 4,2%. C'est un très bon point pour lui! Je ne comprends donc pas pourquoi il a fait ces remarques.

En termes techniques, j'estime qu'il ne faudrait pas que le conseiller administratif en charge d'un département ne soit pas au courant des charges réelles de celui-ci au même titre que ses services, puisque le tableau y relatif que j'ai évoqué tout à l'heure a été réalisé avec la coopération de ces derniers; je rappelle qu'il figure maintenant dans le projet de budget 2002, à la page 167.

Deuxième débat

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté I est accepté sans opposition (abstention du groupe démocrate-chrétien).

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté II est accepté sans opposition (abstention du groupe démocrate-chrétien).

Les arrêtés sont ainsi conçus:

ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les dépassements de charges sur les crédits budgétaires du présent rapport;
sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 60 329 461,15 francs pour couvrir les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de fonctionnement.

ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettres d), e) et f), et 75, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la liste des crédits supplémentaires mentionnés au chapitre 3 du rapport de gestion des comptes budgétaires et financiers;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement de la Ville de Genève pour 2000 est approuvé pour les montants suivants:

charges	Fr. 855 067 815,60
sous déduction des imputations internes de	Fr. 84 362 426,79
soit un total des charges nettes de	Fr. 770 705 388,81
revenus	Fr. 942 699 072,73
sous déduction des imputations internes de	Fr. 84 362 426,79
soit un total des revenus nets de	Fr. 858 336 645,94
Excédent de revenus	Fr. 87 631 257,13

Il est à mentionner que ces comptes comportent une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les charges de fonctionnement relatives à l'acquisition de collections.

Art. 2. – Compte d'investissements

Le compte d'investissements 2000 est approuvé pour les montants suivants:

a) patrimoine administratif	
– dépenses	Fr. 100 741 668,71
– recettes	Fr. 8 282 987,77
– investissements nets	Fr. 92 458 680,94

b) patrimoine financier	
– dépenses	Fr. 40 829 177,62
– recettes	Fr. 81 150,00
– investissements nets	Fr. 40 748 027,62
c) total	
– dépenses	Fr. 141 570 846,33
– recettes	Fr. 8 364 137,77
– investissements nets	Fr. 133 206 708,56

Art. 3. – Financement des investissements

Le financement des investissements est approuvé pour les montants suivants:

a) patrimoine administratif	
– investissements nets	Fr. 92 458 680,94
– amortissements	Fr. 60 038 188,44
– excédent de revenus de fonctionnement	+ Fr. 87 631 257,13
– autofinancement	Fr. 147 669 445,57
– excédent de financement	Fr. 55 210 764,63
b) patrimoine financier	
– investissements nets	Fr. 40 748 027,62
– amortissements (autofinancement)	Fr. 468 036,15
– insuffisance de financement	Fr. 40 279 991,47
c) total	
– investissements nets	Fr. 133 206 708,56
– amortissements	Fr. 60 506 224,59
– excédent de revenus de fonctionnement	+ Fr. 87 631 257,13
– autofinancement	Fr. 148 137 481,72
– excédent de financement	Fr. 14 930 773,16

Art. 4. – Variation de la fortune

L'augmentation de la fortune, soit 87 631 257,13 francs, est approuvée; elle correspond à l'excédent de revenus de fonctionnement.

Art. 5. – Bilan

Le bilan au 31 décembre 2000 est approuvé, totalisant tant à l'actif qu'au passif 2 250 803 978,42 francs.

Le président. Je vous rappelle que le troisième débat sur les comptes aura lieu ce soir. Nous aborderons maintenant les objets munis de la clause d'urgence dans l'ordre où ils figurent dans notre ordre du jour.

5. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 277 000 francs destiné à la réfection de la toiture et à la mise en conformité des équipements techniques de l'Alhambra situé au 10, rue de la Rôtisserie, parcelle N° 6415, feuille N° 25, section Cité (PR-128).

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je m'exprimerai très brièvement. L'urgence de cette proposition s'explique comme suit: le bâtiment concerné était propriété de l'Etat depuis fort longtemps. On envisageait, dans le cadre des cessions Ville-Etat, de procéder à un transfert de propriétés en faveur de la Ville de Genève. Inutile de vous adresser de longs discours pour vous faire comprendre que l'Etat n'a pas beaucoup investi dans l'entretien de ce bâtiment durant les dernières années où il en était propriétaire, sachant qu'il allait en transférer la possession et les problèmes y afférents à la Ville de Genève.

Dès que la Ville est devenue propriétaire dudit bâtiment, nous avons examiné, mon collègue Alain Vaissade et moi-même, les travaux de première urgence qu'il convenait de réaliser afin de permettre le déroulement de diverses animations dans la salle de l'Alhambra dans des conditions normales de sécurité élémentaire. Il faut savoir que, aujourd'hui, suivant les jours et la météo, il pleut à l'intérieur du bâtiment. Cela n'entraîne pas uniquement des inconvénients pour ses usagers et ceux qui y travaillent, mais également une détérioration de la toiture et des poutres, lesquelles sont de qualité.

A ce jour, nous sommes parvenus à établir un plan d'intervention de première urgence pour préserver ce bâtiment. Le crédit qui vous est demandé ne vise finalement qu'à remettre en état la toiture, l'installation électrique, la chaufferie, la ventilation et le hall du bâtiment. Il s'agit de travaux urgents dont nous souhaitons qu'ils puissent être examinés rapidement par la commission des travaux, étant précisé que nous allons présenter ultérieurement au Conseil municipal – dans un contexte moins urgent, bien évidemment – une demande de crédit beaucoup plus complexe, visant cette fois-ci à une remise en état globale du bâtiment. Cela permettra enfin à la salle de l'Alhambra de jouer le rôle qui est le sien et qu'elle a toujours historiquement joué: celui d'un lieu au centre-ville où se déroulent des activités culturelles.

Nous vous demandons instamment, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, de bien vouloir accepter l'urgence. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de mener un important débat en séance plénière ce soir sur ce dossier plutôt technique; nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions dans le cadre des travaux de la commission du même nom.

M. Damien Sidler (Ve). Etant donné qu'il s'agit d'une mise en conformité, les Verts y sont favorables et voteront la clause d'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée à la majorité (opposition des démocrates-chrétiens, des radicaux et d'un libéral, quelques abstentions des libéraux, des socialistes et des Verts).

6. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 277 000 francs destiné à la réfection de la toiture et à la mise en conformité des équipements techniques de l'Alhambra situé au 10, rue de la Rôtisserie, parcelle N° 6415, feuille N° 25, section Cité (PR-128)¹.

Préambule

Le 1^{er} janvier 2000, dans le cadre du vaste échange de biens immobiliers entre la Ville et l'Etat de Genève négocié en vue de la réalisation du stade de la Praille, la salle de l'Alhambra a été reprise par les services municipaux, concrétisant ainsi le résultat de la lutte menée pour sa conservation. Cette salle s'inscrit dans le réseau des équipements culturels gérés par le département des affaires culturelles. Son exploitation se poursuit actuellement sur le mode pratiqué jusqu'ici par l'Etat, dans l'attente de travaux de remise en état et d'équipement. Il faut savoir que cette exploitation se fait au bénéfice d'une dérogation accordée par les services cantonaux compétents. En effet, les installations électriques, la toiture et le chauffage nécessitent une intervention urgente, toujours différée par l'Etat.

Au-delà de ces travaux immédiats, il faut prévoir une rénovation et une amélioration d'ensemble, notamment pour l'espace scénique, l'équipement technique, l'acoustique et l'insonorisation, ainsi que la réfection de la salle et du foyer d'accueil public.

¹ Urgence acceptée, 1013.

Introduction historique

Elevée sur les plans de l'architecte Paul Perrin, la salle de spectacles connue sous l'exotique appellation *Alhambra* est un édifice qui fait lien, qui rassemble et condense, et cela à divers titres: social bien sûr, mais aussi urbanistique et architectural.

L'emplacement d'abord. Situé entre la haute et la basse ville, l'Alhambra marque le passage d'un tissu urbain préindustriel aux ensembles locatifs et commerciaux du XX^e siècle.

Le site, occupé par des bâtiments modestes aux origines très anciennes, fut conquis de haute lutte par un consortium de promoteurs dont la campagne menée au nom de la salubrité et de l'hygiène était assortie d'ambitions hautement spéculatives. En 1916, suite à une procédure d'expropriation forcée, l'habitat ancien fut complètement rasé et laissa place à un terrain vague. De ce dernier, le parking situé derrière la salle de spectacles forme aujourd'hui l'ultime vestige.

Le type ensuite. L'Alhambra a été principalement conçu pour servir une nouveauté en plein essor – le cinéma – mais aussi un art très ancien – le théâtre – En 1918-1920 est élevé pour le compte de la Société immobilière Domus, un théâtre cinématographique qui s'appellera tout d'abord OMNIA, du nom du concessionnaire du cinéma Pathé Frères. Aussitôt inauguré, il est qualifié de «plus belle salle de Suisse destinée à l'image animée».

L'édifice est néanmoins construit comme un théâtre, c'est-à-dire composé de trois parties assumant chacune une fonction précise:

- un secteur comprenant l'entrée avec foyers et service;
- une salle avec balcons;
- une scène avec une tour pour abriter les cintres, une fosse d'orchestre et les loges pour les artistes.

Si peu de pièces s'y jouèrent au fil du XX^e siècle, le public put y apprécier de nombreux spectacles de music-hall ainsi que des concerts.

L'architecture enfin. Porté par une structure en béton et habillé d'une enveloppe en pierre, l'Alhambra conjugue une technique moderne à une image traditionaliste. Usant d'une grammaire et d'un vocabulaire classique, Perrin a composé hiérarchiquement ses élévations – rez-de-chaussée, étage noble et attique – et ponctué ses façades d'éléments tirés du répertoire baroque: péristyle ovale, colonnes, pilastres, oculi, fronton cintré et corniches saillantes. Tout cela ne fait cependant pas un pastiche. Aspirant à l'équilibre et à l'harmonie classique,

l'ensemble reste en effet indiscutablement de son temps: l'expression austère et la géométrie des motifs s'intègrent dans la mouvance Art déco, qui se développe durant tout l'entre-deux-guerres.

Plus que d'autres peut-être, l'Alhambra est un édifice qui a été pensé pour la collectivité. Articulant tel un gond les deux faces du bâtiment, le corps d'entrée élargit au maximum le rayon d'accès de la salle; il signale l'édifice et sa fonction, célébrant par son formalisme l'événement social que représente une soirée au spectacle. C'est sans doute ce caractère éminemment public, de même que la polyvalence du lieu, qui détermina divers mouvements et associations à se mobiliser pour sa sauvegarde lorsqu'une menace de démolition planait sur l'édifice. Le 12 mars 1995, le résultat de la votation cantonale assura le maintien de l'Alhambra. Le 14 juin 1995, le Conseil municipal adoptait la motion M-1228 demandant le classement de l'édifice. Le 21 septembre 1995, le Conseil administratif déposait la demande de classement auprès du Conseil d'Etat, propriétaire du bâtiment depuis 1961.

L'action entreprise aboutit le 29 avril 1996 au classement de l'Alhambra.

Exposé des motifs

Dédiée à la musique, l'Alhambra sera avant tout une salle de concerts de taille moyenne (environ 500 places), susceptible d'accueillir toutes les formes d'expression musicale actuellement pratiquées: de la variété et des musiques populaires ou ethno aux musiques contemporaines, en passant aussi bien par le jazz, certaines formes de musiques actuelles et, bien entendu, par la musique classique et petit opéra (ce qui implique l'utilisation de la cage de scène).

Les concerts qui y seront organisés seront aussi bien «acoustiques» qu'amplifiés; les formations qui s'y produiront iront du récital en solo à des prestations pouvant comprendre une formation d'une quarantaine de musiciens au maximum.

La plupart des concerts et manifestations seront produits par des associations ou des institutions subventionnées par la Ville de Genève, en accord avec les gestionnaires de la salle.

Les affectations prévues et les aménagements souhaités sont demandés de manière à assurer la cohérence entre les travaux d'urgence, nécessaires pour la poursuite de l'exploitation actuelle, et les travaux futurs de rénovation et d'aménagement du bâtiment.

En résumé, cette démarche comprend trois étapes qui doivent être menées de manière cohérente:

1. la présente demande de crédit inscrite pour un montant de 1 280 000 francs au 19^e programme d'investissements quadriennal sous le N° 43.42.02 et la réalisation de ces travaux;
2. un crédit de préétude pour la rénovation et l'aménagement de 150 000 francs inscrit au 19^e programme d'investissements quadriennal sous le N° 43.42.03;
3. un crédit d'étude et le montant du crédit de construction pourront être délivrés ultérieurement.

Pour savoir exactement comment mener les travaux d'urgence, il est indispensable de définir au préalable le futur rôle et le fonctionnement de la salle de l'Alhambra dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Genève.

Les besoins auxquels doit répondre la salle peuvent être résumés en trois fonctions:

- l'Alhambra est destiné en priorité à l'art musical et à son expression publique: concerts d'abord, mais aussi conférences, débats, projections de films musicaux, spectacles légers, etc.;
- de plus, des festivals (musiques contemporaines, jazz, chansons, etc.) y trouvent un lieu d'accueil, d'informations et de rencontres pour leur public et leurs artistes,
- l'Alhambra sera également un lieu destiné à la promotion de l'ensemble de la vie culturelle genevoise. Un point d'informations, de billetterie et de ventes de documents divers (revues, brochures, livres) sera ouvert. Un café-restaurant, idéalement géré en lien avec la salle de spectacle et qui peut accueillir des spectacles de cabaret et des petits concerts, ainsi qu'un bar completent ce dispositif.

Enfin, le bâtiment accueillera des locaux administratifs en relation avec la gestion de ces équipements.

Caractéristiques de l'ouvrage et descriptif des travaux pour la première étape

La réalisation de la première étape des travaux est indispensable dans les plus brefs délais. En effet, la salle ne répond plus aujourd'hui aux normes de sécurité édictées par la législation genevoise. L'autorisation d'exploitation a toutefois été accordée, à titre précaire, à la Ville pour cette salle, car la rénovation de certains éléments est prévue.

Trois domaines principaux sont concernés:

- le chauffage et la ventilation,
- la toiture,
- l'électricité.

Dans ces trois secteurs, des travaux urgents sont en effet indispensables.

D'une part, le toit fuit en de nombreux endroits et les régisseurs de la salle mettent par temps de pluie des seaux, principalement sur scène. La charpente, dans son ensemble, est dans un état satisfaisant. Des travaux ponctuels de remise en état seront toutefois nécessaires.

D'autre part, le chauffage est obsolète. Les tuyauteries sont défectueuses, souvent bouchées ou percées. La chaudière ne dispose que de trois secteurs pour tout le bâtiment, ce qui donne parfois des pièces inoccupées surchauffées et des lieux publics glacials. La ventilation et l'évacuation des fumées sont inexistantes.

Enfin, le réseau de câbles électriques est défectueux et sous-dimensionné pour les besoins actuels.

Etat existant des installations

Le futur concept énergétique retenu tiendra compte de l'affectation future du bâtiment souhaitée par le département des affaires culturelles, soit la maison de toutes les musiques ainsi que des importants travaux de rénovation prévus dans les prochaines années.

Dans l'ensemble, les installations CVSE sont en mauvais état et devront être entièrement remplacées lors de la future rénovation.

L'état actuel des installations est le suivant:

Chauffage

La production de chaleur actuelle est assurée par une chaudière à vapeur de marque Strebel d'une puissance de 150 kW, construite en 1989. Celle-ci est en bon état et présente peu de traces de corrosion.

La production d'eau chaude est assurée par un bouilleur électrique de 150 litres indépendant de l'installation de chauffage.

Ventilation

Le bâtiment ne dispose pas d'installation de ventilation d'importance, notamment au niveau de la salle de cinéma qui n'est pas ventilée. Seules des extractions placées çà et là évacuent les charges des projecteurs ou des locaux sanitaires.

Electricité

L'alimentation électrique du bâtiment est assurée par la cabine basse tension située au sous-sol et âgée de plus de 30 ans.

Au sous-sol, les installations électriques sont en mauvais état; de plus, les génératrices à courant continu sont encore sous tension alors que manifestement elles ne sont plus utilisées depuis longtemps.

Sanitaire

Le bâtiment dispose de deux entrées d'eau, dont une semble inutile et qui serait à supprimer. Les installations sont en mauvais état, surtout en ce qui concerne les distributions et les raccordements du côté de l'entrée.

Le réseau nécessite un assainissement général en supprimant les points de raccordements inutiles.

Les installations de gaz sont récentes en ce qui concerne le sous-sol.

Programme des travaux

Les travaux prévus sont les suivants:

Maçonnerie

Divers travaux de renforcement des structures, principalement au niveau du gril, divers percements pour permettre le passage des nouvelles installations techniques.

Echafaudages

Exécution d'un échafaudage complet sur l'ensemble du bâtiment afin de permettre la réalisation des travaux en toiture.

Charpente

Remplacement de certaines pièces suite à des infiltrations d'eau.

Ferblanterie

Remplacement de toutes les ferblanteries de la toiture.

Couverture

Remplacement du lattage et contre-lattage ainsi que des tuiles en terre cuite.

Installations de sécurité

Complément et/ou remplacement des installations de sécurité, soit complément de l'éclairage de secours et de la signalisation des voies d'évacuation, installation d'une sonorisation de secours pour l'évacuation du bâtiment en cas de sinistre, contrôle général, complément, principalement dans les sous-sols, de l'installation de détection feu.

Electricité

Assainissement et remplacement de la cabine basse tension du bâtiment par la mise en service de nouvelles cellules de distribution pour les locataires et les utilisateurs existants. Renforcement de l'éclairage de la salle de spectacles avec des luminaires standards. Remplacement de certains tableaux de distribution, mise en conformité et protection des lignes de la scène par des disjoncteurs de courant de défaut (protection FI).

Chauffage

Cette installation a la particularité de fonctionner à la vapeur et ce paramètre rend impossible, à moindre coût, la transformation en installation conventionnelle de type à eau chaude, une réutilisation même partielle des réseaux n'est pas possible. Toute modification de l'installation de chauffage doit en effet se faire dans l'optique d'une transformation globale du bâtiment.

Les seuls travaux prévus concernent le remplacement de divers organes de réglage et régulateurs dans le but de mieux maîtriser la consommation énergétique du bâtiment.

Ventilation

Contrôle et révision des installations existantes.

Sanitaire

Contrôle, révision et complément, principalement au niveau de la tour de scène, de l'installation sprinkler.

Assainissement général du réseau de distribution d'eau sanitaire.

Serrurerie

Réfection complète de la marquise de l'entrée principale, fourniture et pose de portes métalliques de type T30.

Mise en passe

Remplacement complet de la mise en passe du bâtiment.

Menuiserie

Réparation, remise en état et pose de barre antipanique sur les portes de façades.

Peinture, plâtrerie

Rafraîchissements divers et remise en état après le passage des différents corps d'état.

Scène et tour de scène

Contrôle général du gril, remplacement de tous les fils et de tous les câbles des équipes du gril, remplacement partiel des poulies, modification des contre-poids pour éviter les surcharges et révision générale du plateau.

Estimation du coût	Fr.	Fr.
2 Bâtiment		
21 Gros œuvre 1		98 500
Maçonnerie	28 500	
Echafaudages	51 000	
Charpente	19 000	
22 Gros œuvre 2		437 500
Ferblanterie	98 000	
Couverture tuiles	339 500	
23 Electricité		338 000
Installation de sécurité	122 000	
lignes et tableaux électriques	216 000	
24 Chauffage-ventilation		39 000
25 Sanitaire		48 500
Sprinkler	28 500	
Sanitaire	20 000	
27 Aménagements intérieurs		151 500
Serrurerie	47 000	
Mise en passe	19 000	
Menuiserie	28 500	
Peinture, plâtrerie	57 000	
3 Equipements d'exploitation		56 000
Cintres et équipes	56 000	
5 Frais secondaires et comptes d'attente		21 000
52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents, information, plaquette	1 000	
58 Compte d'attente pour provisions et réserve – réserve pour imprévus	20 000	
Sous-total I:		<u>1 190 000</u>

1022 SÉANCE DU 12 SEPTEMBRE 2001 (après-midi)
Proposition: réfection de la toiture de l'Alhambra

55 Prestation du maître de l'ouvrage Honoraires de promotion construction pour les rénovations et les restaurations 5% du sous-total I:	<u>59 500</u>
Sous-total II:	1 249 500
54 Intérêts intercalaires sur le crédit de construction** <u>1 190 000 x 6 x 5%</u> 2 x 12 mois	14 875
Fonds municipal d'art contemporain 1 % du sous-total II	12 495
Sous-total III	<u>1 276 870</u>
Total du crédit demandé:	<u>1 277 000</u>

Validité des coûts

Les prix indiqués sont ceux du mois de janvier 2001 et ne comprennent aucune variation.

Prix du m³ SIA

Le volume restauré est de 14 209 m³, ce qui donne un rapport de 90 francs le m³ SIA.

Autorisation de construire

Ce projet de mise en conformité des installations techniques et de sécurité fait l'objet d'une requête en autorisation de construire N° APA 17 803 déposée le 19 octobre 2000, et qui en principe devrait être délivrée prochainement.

Délais

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer 4 mois après le vote du Conseil municipal et dureront 6 mois. La date de mise en exploitation prévisionnelle est d'environ 10 mois après le vote du Conseil municipal.

Plan financier quadriennal (PFQ)

Cet objet est prévu sous le N° 43.42.02 du 19^e programme d'investissements quadriennal 2001-2004 pour un montant de 1 280 000 francs.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

S'agissant d'une réfection, ces travaux ne provoqueront pas de modification des charges d'exploitation actuelles.

Charge financière annuelle sur 1 277 000 francs comprenant les intérêts au taux de 5,0% et l'amortissement au moyen de 20 annuités, soit 102 470 francs.

Gestion financière - Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire du crédit de construction est le Service des bâtiments, le service bénéficiaire du crédit est la Division art et culture.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête :

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 277 000 francs destiné à la réfection de la toiture et à la mise en conformité des équipements techniques de l'Alhambra, situé au 10, rue de la Rôtisserie, parcelle N° 6415, feuille N° 25, section Cité.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 277 000 francs.

Art. 3. – Un montant de 12 475 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds municipal d'art contemporain institué par l'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève dès l'année suivant la mise en exploitation, soit de 2002 à 2021.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je ne veux pas allonger les débats, puisque, dans ce cas également, nous souhaitons qu'ils aient lieu en commission. Je m'étonne que les groupes démocrate-chrétien et radical se soient opposés à l'urgence, mais, tout bien réfléchi, cela ne m'étonne pas tellement: je me rappelle en effet une votation populaire pas si ancienne, puisqu'elle remonte à 1995, où certains – précisément ceux qui ont refusé l'urgence ce soir – voulaient la démolition du bâtiment de l'Alhambra pour créer à cet emplacement un parking de 600 places. J'imagine bien que ceux qui voulaient démolir ce bâtiment ne sont pas très chauds aujourd'hui pour le rénover. (*Quelques applaudissements.*)

Préconsultation

M. Alain Marquet (Ve). Nous souhaitons bien sûr étudier rapidement cette proposition à la commission des travaux. Toutefois, étant donné que le Conseil administratif a évoqué la possibilité de travaux ultérieurs plus lourds, nous souhaitons l'engager tout de suite à réfléchir notamment à l'environnement du bâtiment de l'Alhambra et aux problèmes de circulation automobile autour de celui-ci. Ce sont des questions qu'il faudra aborder pour avoir un concept global de l'utilisation de ce bâtiment.

Nous souhaitons également que le Conseil administratif soit particulièrement attentif aux problèmes d'isolation thermique et phonique de ce bâtiment. Vous savez que le bruit qui en sort actuellement provoque quelque peu l'ire de certains habitants de la Vieille-Ville.

Nous nous posons encore une autre question, plus typique des préoccupations des Verts: celle des capteurs photovoltaïques sur le toit. Nous étudierons les autres aspects à la commission des travaux.

M. Robert Pattaroni (DC). Une petite erreur quant aux faits a été prononcée en ce qui concerne l'Alhambra: il est possible que l'un ou l'autre des conseillers municipaux démocrates-chrétiens ait adopté l'attitude évoquée par le magistrat; mais, pour ma part en tout cas, je vous rappelle que nous nous sommes passablement battus contre le projet de parc de stationnement, justement dans l'idée de maintenir la salle de l'Alhambra.

Nous avons refusé la clause d'urgence tout à l'heure, parce que nous estimons que nous n'allons plus nous en sortir pour respecter notre ordre du jour si nous recourons sans cesse à ce système. Comme le disait fort bien tout à l'heure mon collègue chef de groupe Didier Bonny, si l'urgence n'avait pas été acceptée ce

soir, ce point aurait quand même passé au vote le 1^{er} octobre. Nous estimons que ce délai n'était pas dramatique et qu'en le respectant nous aurions tenu la droite ligne du bon déroulement de nos débats.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Sans vouloir remettre en cause le projet qui nous est soumis ce soir, je souhaiterais quand même évoquer une série de points ayant trait à l'historique des débats du Conseil municipal. Ceux qui ont vécu toute l'affaire de l'Alhambra se souviennent que l'on avait même, à un moment donné, prévu sa démolition; ensuite est intervenu un contre-projet, puis un projet complémentaire, pour aboutir finalement à la salle actuelle.

La commission des travaux discutera-t-elle de l'avenir du bâtiment de l'Alhambra par rapport à son environnement? Un projet discuté avec l'Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville prévoyait la construction d'un parking sur la butte située derrière ledit bâtiment, avec une magnifique esplanade pour les habitants de la Vieille-Ville. Ce projet-là viendra-t-il compléter la présente proposition du Conseil administratif, afin que la commission soit mieux informée, ou s'agira-t-il uniquement de la rénovation dont a parlé M. Ferrazino? C'est une question que je me pose.

M. Roman Juon (S). Le Parti socialiste, depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années, je crois, est cohérent par rapport à sa position favorable à l'Alhambra. Nous avons fait tout ce qu'il fallait. Il ne s'agit ici que de la toiture, mais il est déjà très tard pour s'en préoccuper. L'autre soir, au cours d'un débat, nous avons appris qu'il y avait des coulées d'eau sur les bords de scène. Je crois que, avant même que la commission s'attelle à ce problème et que les travaux puissent débiter, il faudrait bâcher le bâtiment pour éviter qu'il s'abîme davantage.

Nous n'allons évidemment pas axer le débat sur le périmètre entourant ce bâtiment, sur son historique et l'opportunité ou non d'y construire un parking, sur métro-ciné, etc. Ce n'est pas du tout le but de l'exercice. Il s'agit uniquement maintenant de la toiture, mais c'est un problème urgent. Je suis d'avis que nous devrions prendre des mesures avant l'hiver, dès l'automne, car il va pleuvoir à l'intérieur du bâtiment; il n'est pas possible de le laisser sans protection contre les intempéries.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Pour répondre brièvement aux questions posées par M. Lyon et par M. Marquet, le dossier concernant

le secteur de l'Alhambra comporte trois volets. Il y a tout d'abord celui de la circulation, évoqué par M. Marquet, qui a trait à tout le secteur délimité par les rues d'Italie, du Vieux-Collège et de la Rôtisserie, ainsi que par la place des Trois-Perdrix et la rue Frank-Martin.

Vous savez qu'un groupe de concertation travaille depuis plus d'une année à ce sujet; puisque nous sommes à bout touchant dans nos travaux, nous pourrions prochainement saisir le Conseil municipal d'un projet d'aménagement en rue résidentielle de grande qualité, je peux vous le dire, lequel a vraiment été étudié dans tous ses détails. Il tient compte de la qualité du site en question, et le Conseil administratif sera très heureux de vous le soumettre dès que les derniers éléments techniques seront prêts.

Le deuxième volet de ce dossier est celui évoqué par M. Lyon. Derrière le bâtiment de l'Alhambra se trouve aujourd'hui un parking à ciel ouvert, une sorte de friche urbaine, pourrait-on dire, qui est dans cet état depuis nonante ans environ. A ce sujet-là aussi, nous avons la ferme intention de reprendre en main tout le dossier concernant l'aménagement du lieu – dans le prolongement, d'ailleurs, du premier volet que je viens d'évoquer – et ce d'autant plus fermement après les votations de 1995, auxquelles j'ai fait allusion tout à l'heure.

Je prends note du fait que M. Pattaroni et certains de ses amis ont voté pour la sauvegarde du bâtiment de l'Alhambra et je les en félicite. On ne peut pas forcément dire de même des radicaux, menés par M. de Toledo, lesquels souhaitaient la démolition du bâtiment.

Il existe effectivement un projet prévoyant d'aménager derrière l'Alhambra un espace public et de liaison piétonne reliant la Vieille-Ville et les Rues-Basses. Nous projetons également de construire, par le biais d'un droit de superficie, des logements le long de la rue Calvin en prolongement du mur borgne existant; une coopérative d'habitation est d'ailleurs en contact avec la Ville de Genève depuis de nombreuses années à ce sujet.

M. Juon, pour le Comité de sauvegarde de l'Alhambra, M^{me} Spielmann, pour l'Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville, ont organisé il y a quelques semaines une séance publique pour évoquer l'ensemble de ces volets. A cette occasion, je leur ai indiqué – et je vous le répète ce soir – que, avant la fin de cette année, le Conseil administratif saisira le Conseil municipal d'un rapport sur l'ensemble du dossier afin de vous demander si vous confirmez les options prises en 1994 lorsque le Conseil municipal avait voté la proposition du Conseil administratif de l'époque, laquelle concrétisait une initiative municipale concernant ce secteur. Vous aviez alors adopté un plan d'utilisation du sol qui, soit dit en passant, depuis 1994, n'a jamais été entériné par le Conseil d'Etat et est finalement resté en suspens.

Nous allons bien entendu revenir vous soumettre des propositions mais, en définitive, c'est à vous qu'il appartiendra de trancher pour savoir si les grandes options que je viens d'évoquer sont confirmées ou si certaines d'entre elles doivent être modifiées, comme nous le pensons, notamment en ce qui concerne le parking, puisqu'un nouveau parking a été construit dans l'intervalle sous la promenade de Saint-Antoine. Le Conseil municipal sera saisi du rapport du Conseil administratif que je viens de mentionner d'ici la fin de l'année, et c'est dans ce cadre, Monsieur Lyon, qu'il sera traité du problème de l'environnement du bâtiment de l'Alhambra.

Le troisième volet de ce dossier est plus simple, c'est celui qu'a souligné ce soir M. Juon et qui constitue l'objet de la proposition dont nous discutons en ce moment. Il est beaucoup plus facile et urgent à traiter, et il faut que les travaux soient exécutés sans tarder, raison pour laquelle je vous remercie de bien vouloir renvoyer cette proposition à la commission des travaux.

M. René Winet (R). Concernant le point que M. Ferrazino vient d'évoquer, je suis d'avis que l'urgence n'est pas du tout nécessaire. En effet, nous pourrions ultérieurement voter sur un projet d'ensemble...

Le président. La clause d'urgence est votée, Monsieur Winet.

M. René Winet. Oui, elle est votée, mais je dis tout simplement ce que je pense, Monsieur le président, j'ai quand même le droit de développer mes idées!

Le président. Vous avez le droit d'avoir un regard rétrospectif sur la réalité.

M. René Winet. Etant donné que le Conseil administratif nous présentera encore une autre proposition, nous aurions dû traiter tous les volets de ce dossier ensemble.

J'aimerais également dire que, si j'ai bonne mémoire, un projet de parking de 350 places a été accepté à l'endroit concerné, mais ce vote n'a pas été respecté. En ce qui concerne le deuxième volet dont a parlé M. Ferrazino, nous allons analyser la proposition que le Conseil administratif nous proposera.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je ne veux pas engager une polémique avec M. Winet, mais ne faites pas d'affirmations erronées,

Monsieur le conseiller municipal. Aucune obligation de construire un parking de 350 places n'est en vigueur. Dans le cadre du contre-projet proposé par le Conseil d'Etat, voté par le Grand Conseil et soumis à une votation populaire en mars 1995, on a effectivement évoqué la possibilité de construire un parking destiné aux habitants en lieu et place du grand parking public que souhaitaient certains, dont vous-même. Ces derniers ont été désavoués en votation populaire.

Ce que vous devez comprendre, c'est qu'une possibilité de construire n'est pas une obligation de construire. En quelque sorte, dans des endroits tels que ce lieu sensible constitué par la Vieille-Ville et le périmètre de l'Alhambra, la loi admet la possibilité de créer, dans le cadre de logements sociaux – car il s'agissait bien de logements sociaux en l'occurrence – des parkings destinés aux habitants. Mais, je le répète encore une fois, il ne s'agit pas d'une obligation d'en construire. N'affirmez donc pas qu'il y a non-respect de la volonté populaire. Vous verrez, quand nous reviendrons devant vous avec le rapport du Conseil administratif, j'en suis convaincu, vous serez absolument persuadé que nous allons dans la bonne direction.

M. Georges Breguet (Ve). Je voudrais juste remercier M. Ferrazino de sa présentation. J'ai été très sensible aux points qu'il a présentés. Nous, les Verts, soutenons entièrement le projet de rénovation de l'Alhambra. Néanmoins, j'aimerais faire remarquer au magistrat qu'il a éludé le problème du bruit, lequel comporte lui aussi une certaine urgence; ses services devront bien veiller à l'isolation du futur bâtiment.

Mis aux voix, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des travaux sont acceptés sans opposition (abstention des libéraux).

7. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 391 200 francs destiné à l'étude du réaménagement de la place de Cornavin et de ses abords (PR-132).

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je serai beaucoup plus bref sur ce point-là, Monsieur le président. Pourquoi l'urgence? Vous vous sou-

viendrez que, au mois de juin dernier, votre Conseil avait voté deux des trois arrêtés de la proposition PR-51 concernant l'extension de la ligne du tram 13 dans le secteur de Sécheron, en direction de la place des Nations. Le premier arrêté concernait les collecteurs, le second des mesures d'accompagnement liées notamment aux lignes des Transports publics genevois.

Reste le dernier arrêté, que vous avez souhaité examiner à la rentrée – c'est-à-dire maintenant – une fois que le Conseil administratif vous aurait saisi du crédit d'étude concernant l'aménagement de la place Cornavin. En effet, il était logique, nous l'avons compris, que vous exigiez une vue plus cohérente de l'ensemble de ce périmètre. Nous avons quant à nous fait diligence et saisi le Conseil municipal de la présente demande de crédit d'étude. Il nous semblait légitime, puisque le Canton attend également le vote de la Ville concernant la participation financière à hauteur de 25 millions de francs qui lui incombe dans le cadre du projet d'aménagement total, de vous soumettre rapidement cette demande de crédit. Si elle est renvoyée ce soir à la commission des travaux, cela permettra au président de cette dernière de mettre à son ordre du jour dans de brefs délais le troisième arrêté qui est toujours en rade, afin qu'il soit examiné conjointement à la demande de crédit d'étude que vous attendiez de la part du Conseil administratif.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste votera la clause d'urgence de cette proposition, puisque cela entre dans le droit fil du travail réalisé à la commission des travaux.

M. François Sottas (AdG/TP). Concernant l'urgence, comme M. le conseiller administratif vient de l'évoquer, il serait effectivement dommage de se laisser dépasser par l'Etat dans cette affaire et de ne pas être partie prenante. Je vous demande donc, au nom du Parti du travail de l'Alliance de gauche, de voter cette clause d'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée à la majorité (opposition de quelques démocrates-chrétiens et des radicaux et abstention des libéraux).

8. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 391 200 francs destiné à l'étude du réaménagement de la place de Cornavin et de ses abords (PR-132)¹.

Préambule

L'Etat et la Ville de Genève s'apprêtent à réaliser le prolongement du réseau de tramway des Transports publics genevois en direction de la rue de Lausanne et de la place des Nations, par la branche «Sécheron».

Le 25 avril 2001, le Conseil fédéral a rejeté les derniers recours contre ce projet. De ce fait, les plans d'exécution peuvent être établis et le chantier démarrer.

Il convient dès lors de poursuivre le processus d'aménagement de la place de Cornavin, qui représente l'un des pôles les plus importants de l'agglomération sur le plan des déplacements locaux et régionaux, individuels et collectifs. D'emblée, les CFF et la Société Parking de Cornavin SA se sont déclarés intéressés au processus d'étude induit par la Ville de Genève.

Le 11 février 1998, le Conseil municipal a accepté la proposition PR-300, qui incluait un crédit de 500 000 francs pour l'établissement du projet d'aménagement de la place de Cornavin, ce qui a permis de mener courant 2000 le concours d'architecture pour l'aménagement des places de Cornavin et de Montbrillant, dont le projet «Janus», du Bureau Ducrest, Stanton et Williams, fut lauréat.

Le 24 mai 2000, le Conseil administratif a présenté au Conseil municipal la proposition PR-51 comprenant notamment l'ouverture d'un crédit de 25 358 550 francs pour couvrir la part du coût de réalisation de la branche «Sécheron» de tramway qui incombe à la Ville de Genève et pour rénover ses infrastructures.

La présente proposition vise à couvrir les frais de développement du projet lauréat afin de présenter un dossier de requête en autorisation de construire et une demande de crédit de travaux.

Exposé des motifs

L'Etat et la Ville de Genève ont entrepris de concert un ambitieux programme de développement du réseau de tramway. Toutefois, seules les lignes 13 et 16,

¹ Urgence acceptée, 1028.

avec la construction d'un nouveau site de voies entre le rond-point de Plainpalais et la place de Cornavin d'une part, puis entre le boulevard Georges-Favon et la place Bel-Air d'autre part, ont été réalisées à ce jour.

Trois sites doivent maintenant permettre de compléter le réseau: la branche «Acacias», en direction du carrefour de l'Etoile, la branche «Sécheron», en direction de la place des Nations, la branche en direction de Meyrin-Cern. Toutes ces lignes passent par la place de Cornavin.

Cette place est située devant la gare ferroviaire, qui reçoit les lignes internationales de Suisse et de France, mais également le Réseau express régional, lui-même appelé à se développer dans les prochaines années. La gare de Cornavin est encore la station qui ouvre la ville vers l'aéroport de Genève-Cointrin.

La place de Cornavin reçoit encore le garage collectif du même nom, qui est l'une des offres de stationnement destiné aux visiteurs dans le secteur. Une galerie marchande offre également des commerces à la disposition des voyageurs, des visiteurs et des usagers du quartier.

Cet ensemble représente un pôle d'attraction et d'échanges sur les plans local, régional et international. Celui-ci est issu d'une longue tradition de rencontre entre Genève et l'extérieur par cet endroit, qui fut d'abord l'une des trois portes de la cité, qui accueillit la nouvelle gare du Paris-Lyon-Méditerranée, puis les développements que l'on connaît. On pense encore à elle lorsqu'on recherche le point de chute des nouveaux transports internationaux, comme les nouvelles lignes de Train à grande vitesse ou de Swissmetro.

La gare de Cornavin est en pleine mutation, comme les Chemins de fer fédéraux, avec l'installation de la rédaction du quotidien *Le Temps* dans l'aile ouest ou la rénovation des infrastructures d'accueil et commerciales.

La gare s'ouvre à l'arrière également sur la place de Montbrillant. Le passage du futur Transport collectif Meyrin-Cern entraînera la requalification du site qui pourra également accueillir les fonctions de desserte en cars, en voitures et en taxis, complémentaires à celles existant devant la gare.

Dans cette évolution, l'esplanade de Notre-Dame et son parc restent un «havre de paix» bienvenu dans ce secteur, qu'il serait heureux de revaloriser.

Aussi, lorsque la Ville de Genève a souhaité lancer un concours d'architecture pour l'aménagement progressif de l'ensemble de ce périmètre, autant les CFF, les Transports publics genevois, la Société Parking de Cornavin SA que les associations de commerçants et la galerie marchande Metroshopping se sont intéressés au processus et ont largement participé au succès de celui-ci.

Après un processus de présélection, suivant l'ouverture des marchés publics, le concours a rassemblé 17 agences invitées. Le lauréat a été le projet N° 1, «Janus», du Bureau associé Ducrest, Stanton et Williams.

Ce projet crée une plateforme d'échanges de tous les types de transports et les divers modes de déplacements, cela pour favoriser avant tout le piéton. Un vaste couvert unit les diverses fonctionnalités de la place. Le projet peut être développé, d'une part, en tenant compte de l'évolution du projet de la branche de tramway «Sécheron», d'autre part, en fonction du développement de la localisation et de l'affectation des arrêts et, enfin, en tenant compte de l'évolution envisageable de la sortie nord-ouest des véhicules du garage collectif de Cornavin.

Le résultat du concours représente la phase de l'avant-projet. La présente proposition vise à couvrir les frais de développement de la phase de projet, ainsi que d'établissement du dossier d'autorisation de construire et de devis général.

Le projet N° 12, «Jamais un coup de dés», a reçu le troisième prix, notamment en raison du déplacement de la trémie de sortie du garage collectif de Cornavin plus avant sur le boulevard James-Fazy, permettant ainsi d'ouvrir plus la place aux piétons. Sa faisabilité sera également examinée.

Dans le cadre de l'établissement des plans soumis à l'approbation de l'Office fédéral des transports ont été ébauchés l'insertion des arrêts nouveaux et existants des Transports publics genevois ainsi qu'un développement de nouveaux accès à la galerie marchande et diverses adaptations du domaine public.

Ici, le projet se veut à la fois complémentaire à cette première ébauche et novateur pour l'ensemble du périmètre. Sa réalisation ne pourra que se développer par étapes, suivant la croissance du réseau de transports collectifs.

La présente étude vise à couvrir la première étape de développement, avec la branche «Sécheron» et l'amélioration du boulevard James-Fazy, ainsi que la restauration du parc de Notre-Dame.

Cette réalisation sera incluse dans la troisième étape du chantier du tramway, durant la dernière année prévue. Dans le cadre de la proposition PR-51 en vue de l'ouverture d'un crédit de 25 358 550 francs pour couvrir la part du coût de réalisation de la branche «Sécheron» de tramway qui incombe à la Ville de Genève et pour rénover ses infrastructures, un montant de 1 024 350 francs est affecté à la part des travaux à charge de la Ville de Genève pour l'aménagement des arrêts et de leur complément à la place de Cornavin.

Dans le cadre du 21^e programme d'investissements quadriennal sera examiné l'aménagement de la place de Montbrillant, allant de pair également avec le prolongement du tramway dans le Transport collectif en site propre Meyrin-Cern.

Concertation et information publique

Le processus de concours a permis de rassembler des représentants des régies de transports collectifs, de la Société Parking de Cornavin SA, de Metroshopping et des commerçants riverains, de la Paroisse de Notre-Dame.

Les résultats ont été présentés à la presse et ont fait l'objet d'une exposition au Bâtiment des expositions, quai du Rhône, du 30 novembre 2000 au 9 février 2001.

Ce processus doit se poursuivre avec les mêmes participants au sein de la structure de concertation ad hoc à mettre en place.

Estimation du coût

Les honoraires d'architecte et d'ingénieur concernent la part des travaux qui incombe à la Ville de Genève, leur étude étant à coordonner avec celles de l'Etat de Genève.

	Fr.	Fr.
Honoraires d'architecte	210 450	
Honoraires d'ingénieur	<u>135 725</u>	
	346 175	
TVA 7,6% sur 346 175 francs		<u>26 310</u>
Sous-total I:		372 485
55 Prestations du maître de l'ouvrage		
Honoraires de promotion		
– aménagement urbain (5% du sous-total I)		<u>18 625</u>
Total du crédit demandé:		<u>391 110</u>
Arrondi à		<u>391 200</u>

Régime foncier

Ce projet concerne le domaine public municipal, de la rue et de la place de Cornavin, du boulevard James-Fazy, ainsi que la partie de la place de Cornavin objet d'un droit de superficie à la Société Parking de Cornavin SA, ainsi que la parcelle N° 6250, feuille 42, section Genève-cité, propriété de la Ville de Genève, du parc de Notre-Dame.

Programme d'investissements quadriennal

Cet objet est prévu sous le N° 101.81.06 «Cornavin, Montbrillant, places: Aménagement des places suite à la ligne 13» du 19^e programme d'investissements quadriennal, pour un montant de 200 000 francs.

Charge financière

Quant à la charge financière annuelle sur 391 200 francs, comprenant les intérêts au taux de 5%, elle se montera à 19 560 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire du crédit d'étude est le Service d'aménagement urbain et d'éclairage public. Le service bénéficiaire est le Service d'aménagement urbain et d'éclairage public.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit complémentaire de 391 200 francs destiné à l'étude du réaménagement de la place de Cornavin et de ses abords.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 391 200 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon, l'étude sera amortie en 5 annuités.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer ou radier toute servitude dans le périmètre concerné, afin de pouvoir réaliser l'aménagement projeté.

Annexe: plan du projet lauréat «Janus»

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des travaux sont mis aux voix; ils sont acceptés sans opposition (abstention des libéraux).

9. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire d'un montant de 3 555 916 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau, équipements de nettoyage, engins et équipements spécifiques pour les services de l'administration municipale – tranche 2001-2002 (PR-145).

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. J'interviens très rapidement au nom de notre collègue Pierre Muller, absent en ce moment. Il suffit de lire le titre de cette proposition pour comprendre pourquoi elle est urgente. Il s'agit de la tranche 2001-2002 de cette ouverture de crédit extraordinaire; par conséquent, si nous l'examinons en 2002, ce ne serait plus que la moitié de la proposition qui se justifierait.

Cette proposition concerne les éléments nécessaires au bon fonctionnement de l'administration. Vous comprendrez qu'il est urgent qu'elle soit votée rapidement, simplement afin de nous assurer que nous pouvons fonctionner normalement.

M. Didier Bonny (DC). Notre position par rapport aux urgences demandées par le Conseil administratif n'a pas changé concernant le point dont nous traitons. Je veux simplement dire à M. Ferrazino que celles-ci sont totalement virtuelles: nous savons bien que ces propositions vont être renvoyées à la commission des finances et que celle-ci va être occupée par l'étude du budget jusqu'au mois de novembre. Cet objet ne sera donc pas traité auparavant. Par la suite, le rapporteur prendra le temps qu'il voudra pour rendre son rapport, et peut-être n'en parlerons-nous en séance plénière qu'au printemps prochain, au mieux. Pour cette raison, je répète une fois de plus que ces urgences me font bien rire, et que ces points pouvaient attendre le 1^{er} octobre.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée par 27 oui contre 23 non des démocrates-chrétiens, radicaux et libéraux (3 abstentions des socialistes et d'un Vert).

10. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire d'un montant de 3 555 916 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau, équipements de nettoyage, engins et équipements spécifiques pour les services de l'administration municipale – tranche 2001-2002 (PR-145)¹.

Préambule

En application des directives du Conseil administratif en matière de gestion financière, les besoins en équipements formulés par les services de l'administration municipale lors de l'élaboration du projet de budget annuel font l'objet d'une demande de crédit extraordinaire au Conseil municipal dont la présentation est à la charge du Service des achats.

Le Service des achats est compétent pour la gestion du mobilier standard, des machines de bureau et équipements de nettoyage, alors qu'il n'agit qu'en tant que gestionnaire administratif en ce qui concerne les équipements divers et engins spécifiques.

Afin d'uniformiser la procédure budgétaire, le Conseil administratif a décidé d'appliquer la même procédure aux demandes exceptionnelles des services. Il a également pris la décision d'intégrer dans cette demande de crédit extraordinaire annuel toutes les demandes de renouvellement ou d'acquisition dont les coûts sont supérieurs à 10 000 francs.

Politique de renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau et équipement de nettoyage

Chaque année, les services de l'administration municipale, selon leurs activités, définissent leurs besoins en équipements. La coordination et le contrôle de ces demandes sont assurés par le Service des achats. Les critères d'octroi sont liés à la justification des objets proposés, en tenant compte du cadrage financier accordé par le Conseil administratif au programme financier quadriennal (PFQ), de l'obsolescence des équipements requis et des compléments demandés correspondant à l'évolution des missions de certains services.

Par ailleurs, le Conseil administratif a décidé que le dépôt des demandes de crédit extraordinaire, tant pour les véhicules que pour le mobilier, devait être coordonné avec le dépôt du projet de budget de fonctionnement. Dès lors, le projet de demande de crédit prévu pour l'automne 2000 a été regroupé avec la présente proposition de crédit extraordinaire.

¹ Urgence acceptée, 1037.

Mobilier standard

Le 23.05.2000, le Conseil municipal acceptait la motion M-75, intitulée «Procédure de traitement des achats d'équipements de bureau», tout en respectant les recommandations émises par la Commission de la promotion de la sécurité et de la santé. Conformément à la réponse du Conseil administratif à la motion mentionnée ci-dessus, les standards de dotation en vigueur depuis le 01.01.2001, sont les suivants:

<p style="text-align: right;">Collaborateur 6 500.00</p> <p>(exécution standard)</p> <p>1 bureau, plateau hauteur réglable 1 table retour, plateau hauteur réglable 2 corps de bureau indépendants 1 chaise 1 armoire à rideau avec serrure 1 lampe de bureau</p>
<p style="text-align: right;">Adjoint de direction, administrateur 8 000.00</p> <p>(exécution gamme moyenne)</p> <p>1 bureau, plateau hauteur réglable 1 table retour, plateau hauteur réglable 2 corps de bureau indépendants 1 extension «conférence» non-réglable 1 fauteuil 1 armoire à rideau avec serrure 1 lampe de bureau</p>
<p style="text-align: right;">Chef de service 12 000.00</p> <p>(exécution haut de gamme)</p> <p>1 bureau, plateau hauteur réglable, châssis chromé 1 table retour, plateau hauteur réglable, châssis chromé 3 corps de bureau indépendants 1 extension «conférence» non-réglable 1 fauteuil 2 armoires à rideau avec serrure 1 lampe de bureau</p>

Description des critères d'attribution du mobilier standard, des machines de bureau et des équipements de nettoyage

Critère A: nouvelles activités, nouveaux postes ou transformations de postes

Critère B: nouvelles acquisitions (obligations légales, extensions de locaux, compléments informatiques)

Critère C: renouvellement, remplacement

Total des demandes de biens retenues

Mobilier (MO)

Critère A	1'573'895
Critère B	342'480
Critère C	478'165
Total	2'394'540

Machines diverses / équipements de nettoyage (MA)

Critère A	106'950
Critère B	23'900
Critère C	113'576
Total	244'426

Machines de bureau (MB)

Critère A	37'250
Critère B	22'100
Critère C	66'400
Total	125'750

Total général 2'764'716

Le détail des demandes de biens (MO, MB et MA) retenues et valorisées se trouve dans l'annexe N° 1.

Spécifications des demandes pour lesquelles le Service des achats agit exclusivement en tant que gestionnaire administratif (*ces demandes sont en principe supérieures à 10'000 francs*)

AUTORITÉS ET ADMINISTRATION CENTRALE

000201 - Secrétariat du Conseil municipal

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

000202 – Secrétariat du Conseil administratif

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Dans le cadre de sa nouvelle gestion du courrier, la Poste a décidé de supprimer non seulement l'affranchissement à forfait, mais également le paiement *a posteriori* généré par l'utilisation des machines à affranchir. Les nouvelles machines disponibles sur le marché, qualifiées de «système d'affranchissement intelligent», sont disponibles depuis le 01.01.2001. Dans tous les cas, les terminaux conventionnels (anciennes machines à affranchir) devront être remplacés en 2001, voire 2002. Les anciennes machines à affranchir (terminaux conventionnels à impression rotative ou à plat) bénéficient d'une participation financière de la part de la Poste; cette subvention se situe entre 150 et 840 francs, selon le modèle d'une part et la date d'acquisition d'autre part.

La Ville de Genève, à l'instar de toutes les administrations, est condamnée à migrer vers ces machines à prépaiement, sachant que l'utilisation des anciens systèmes est limitée dans le temps. La dotation des différents services est prévue en tenant compte du volume d'affranchissements ainsi que de la fréquence d'utilisation (2 modèles).

001000 – Service des ressources humaines

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

100500 - Gérance immobilière

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

100600 – Taxe professionnelle

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

100701 – Achats

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

100900 - Direction des systèmes d'information

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

*AMÉNAGEMENT, CONSTRUCTIONS ET VOIRIE***200100 - Secrétariat du département**

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

210200 – Administration et opérations foncières

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Compactus (10'000.– francs)

L'augmentation considérable des archives photographiques et audiovisuelles nécessitent l'acquisition d'un compactus supplémentaire.

210300 – Urbanisme

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

230200 – Voirie (administration)

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

*AFFAIRES CULTURELLES***300100 – Secrétariat du département**

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

320100 – Conservatoire et Jardin botaniques

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

320200 - Musée d'art et d'histoire (MAH)

Laboratoire et atelier de restauration

Microscope de diagnostic (15'000.– francs)

L'ancien microscope de l'atelier de textile (récupéré il y a fort longtemps d'un autre service) n'est plus dans un état de fonctionnement correct, il est inutilisable pour l'examen de tissus anciens ainsi que pour les objets archéologiques de grandes dimensions. Son remplacement est indispensable afin de garantir un résultat fiable des observations.

L'appareil prévu est un microscope de diagnostic Leica M715 avec changeur de grossissement à 5 positions, système d'éclairage coaxial, objectif Achromat f=250 mm, tube binoculaire droit, grand angulaire BT 10x/21, réglable, bras articulé pour statif M715, intralux MR2-1 avec guide de lumière 7/1900 mm.

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

320201 – Bibliothèque d'art et d'archéologie (BAA)

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Lecteur reproducteur pour microfiches (20'000.– francs)

Le lecteur reproducteur actuel a été acheté en 1988. Cet appareil, vu son ancienneté, devient de plus en plus difficile à réparer, il est impossible d'obtenir les pièces de rechanges.

Ce lecteur reproducteur est indispensable pour la lecture des microfiches achetées par la BAA. Il est utilisé par les lecteurs. Il permet de copier, d'archiver et de reproduire des documents sur microformes pour la médiathèque et les MAH.

320205 – Musée Ariana

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

320300 – Musée d'ethnographie

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

320400 – Muséum d’histoire naturelle

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

330100 – Bibliothèques et discothèques municipales

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

330200 – Bibliothèque publique et universitaire

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Un étau à endosser (10'000.– francs)

Une rainureuse (1'650.– francs)

Un serre-livres pour antivol 3M avec appareil antivol 3M M966c
(5'500.– francs)

L’acquisition de ces appareils permettra de travailler d’une manière plus adaptée ainsi que plus rapidement.

Humidificateurs (10'000.– francs)

Ces 2 humidificateurs sont destinés à l’Espace Ami Lullin et sont indispensables afin d’assurer une qualité d’air optimale.

Caisse à outils (150.– francs)

Cette acquisition permettra à l’huissier d’effectuer des réparations de premières urgences.

Serre-livres grand format (700.– francs)

L’acquisition de 30 serre-livres est indispensable au vu de l’augmentation des achats de livres.

330202 – Bibliothèque musicale

Système antivol (40'000.– francs)

Equipement de la Bibliothèque musicale d’un système antivol

SPORTS ET SÉCURITÉ

400200 – Sports

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

400201 – Direction et secrétariat

Plastifieuse-encolleuse (16'000.– francs)

L'acquisition d'une plastifieuse-encolleuse grand format permettra de protéger et d'encoller simplement les affiches, plans et documents de grand format, nécessaires à la communication avec le public du Service des sports.

Une demande très importante d'affiches de grand format s'est développée dans le Service des sports et également dans le département des sports et de la sécurité. Ces documents servent à la réalisation des nouveaux concepts de communication. Ils doivent être résistants aux agressions climatiques et faciles à poser, d'où la nécessité d'une grande plastifieuse-encolleuse.

Minipresse polyvalente Blum-pro (14'000.– francs)

Pro Center 2000 est un centre d'usinage pour le professionnel. Le système de composants modulables permet une adaptation rapide à de nombreuses tâches rencontrées dans la fabrication des meubles. Elle est principalement destinée à la pose de charnières équipant des armoires, meubles, caddy, portes et autres applications.

Les opérations possibles grâce à cette machine nécessitent le concours d'un deuxième menuisier. La charge de travail est telle que le gain de productivité de cette presse polyvalente est nécessaire pour permettre aux menuisiers de traiter dans les délais les demandes de travaux.

Radios talkies-walkies (17'000.– francs)

L'acquisition de 12 radios talkies-walkies Motorola est indispensable afin d'assurer les communications lors des manifestations organisées par le Service des sports et lors des autres manifestations tant à l'extérieur que dans les grandes salles (par exemple la patinoire). Ces radios sont très utilisées lors des matches de hockey et des spectacles nécessitant un service de sécurité. Elles sont également très employées pour les dépannages électriques ainsi que pour certains travaux sur les mâts, stades, piscines, etc.

En raison de la simultanéité des manifestations dans l'ensemble des installations, il est de plus en plus nécessaire de recourir à la location de ce matériel. Les

appareils existants sont en nombre insuffisant et ne sont pas sélectifs du fait qu'ils transmettent sur une seule fréquence.

400206 - Piscines

Robot aspirateur sous-marin (18'000.– francs)

Le nettoyage actuel «quotidien» du fond du bassin extérieur de la piscine de Varembe est assuré par un robot Mariners datant de 1990. Cet appareil est en fin de vie et son entretien permanent engendre des frais croissants (de 3000 à 4000 francs par an).

Son remplacement par un robot aspirateur sous-marin automatique avec télécommande par radio-guidage, permettra de garantir la continuité du nettoyage ainsi qu'un travail de qualité

Potence et plate-forme élévatrice (12'000.– francs)

L'acquisition d'une potence Demay/Ehrismann 1000 kg ainsi que d'une plate-forme élévatrice 1000 kg/1200 mm Ehrismann permettra le levage et le transport de consommables et de matériel dans les sous-sols de la piscine des Vernets (sacs de produits chimiques sur palettes, pompes, etc.

Ces transports et déplacements particulièrement pénibles sont encore effectués manuellement par les mécaniciens d'entretien piscines. Il convient de mécaniser au plus vite ces manutentions.

400207 - Patinoires

Compacteur à ordures (30'000.– francs)

Le compacteur à ordures, d'une capacité de 10 m³, est fortement sollicité. Agé de 19 ans, il est arrivé en fin de vie. La pompe hydraulique fait de plus en plus de bruit et de nombreuses pièces ont déjà dû être remplacées. La fréquence des pannes augmente. Or il n'est pas envisageable de se passer de cette installation, étant donné son importance pour la propreté du centre sportif des Vernets, en particulier lors des nombreuses manifestations.

Le compacteur actuel accueille les déchets de l'ensemble du centre sportif des Vernets. Il est géré par la section patinoires et particulièrement utilisé par son équipe de nettoyage.

Tondeuse de bordures (4'500.– francs)

Cette tondeuse de bordures est utilisée plusieurs fois par jour pour fraiser les bordures des patinoires; elle est vraiment indispensable.

La tondeuse actuelle est usée et arrive en fin de vie.

400208 – Stades et salles

Mobilier pour la salle du restaurant/buvette du stade de Vessy
(25'000.– francs)

Le mobilier est ancien et en très mauvais état; suite au changement de gérant, il convient de le remplacer. Le montant de 25 000 francs permettra d'acheter 100 chaises et 30 tables (mobilier de restauration).

400300 – Incendie et secours

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Compresseur 300 bar (50'000.– francs)

Le compresseur actuel étant usé, il est nécessaire d'en acquérir un nouveau, sachant qu'il est utilisé pour brancher les appareils respiratoires employés lors des opérations de sauvetage.

Ce compresseur doit être muni d'un réservoir tampon ainsi que d'une rampe de remplissage à distance.

Caméras de surveillance (55'000.– francs)

Le système de caméras et d'écrans existant a été installé en 1978. L'ensemble du câblage est défectueux de par son âge (25 ans) et également en raison de son emplacement, à proximité de source de chaleur extérieure.

Le crédit demandé permettra de changer les caméras de surveillance des carrefours de la caserne II, d'installer de nouveaux écrans plus ergonomiques et consommant moins d'énergie. De plus, le câblage sera refait en conformité avec les nouveaux standards techniques liés au courant fort et au courant faible.

Chargeur accumulateur (30'000.– francs)

L'acquisition de batteries radios permettra de garantir des liaisons performantes lors des interventions; un chargeur accumulateur sera également acheté.

Élévateur électrique (40'000.– francs)

L'aménagement du «couvert» de la caserne I destiné à l'entreposage de divers matériels d'intervention secondaires, au stockage d'émulsifiant et de poudre, de récupérateur d'hydrocarbure (HY-DRY) nécessite l'acquisition d'un élévateur électrique permettant de faciliter et d'accélérer le chargement du matériel sur les camions d'intervention.

Zoll M séries Advisory (26'000.– francs)

L'appareil actuel donne des signes d'usure, deux autres appareils ont dû être changés suite à des avaries irréparables.

Ce matériel fait partie de l'équipement minimum pour l'accréditation d'une ambulance par le Service du médecin cantonal. Le nouveau dispositif doit correspondre en tous points aux données techniques des appareils acquis lors du remplacement précédent.

Emulsifiant (75'000.– francs)

Renouvellement du produit de base pour la mousse d'extinction. Ce changement est obligatoire suite à une annonce du fabricant qui informe de la toxicité de l'un des composants.

400400 – Service d'assistance et de protection de la population

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Mannequin (12'500.– francs)

Cet appareil est prévu pour les cours de réanimation cardio-vasculaire donnés dans le cadre du programme de formation des ressources humaines et également à des entreprises privées

Cet appareil permet d'élever de 80% le taux de chance de survie en cas d'arrêt cardiaque. Aux USA et en Suède, de tels défibrillateurs sont disposés dans les bâtiments et aéroports comme le sont les extincteurs à incendies.

Chalumeau découpeur (5'500.– francs)

Prévue pour les cours d'instruction à la protection civile, cette nouvelle acquisition a pour but de diminuer le prix des recharges des petites bouteilles de gaz utilisées avec le chalumeau actuel (rentabilité rapide grâce à la nouvelle acquisition).

400700 – Agents de ville et domaine public

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

AFFAIRES SOCIALES, ECOLES ET ENVIRONNEMENT

500100 – Direction du département des affaires sociales, écoles et environnement

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

500200 – Délégation à la petite enfance

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Chaises pour la cafétéria (3'000.– francs)

Le nombre actuel de chaises n'est pas suffisant, de plus, achetées chez Ikea, ces chaises sont fragiles et beaucoup sont fortement endommagées.

Etagères (4'800.– francs)

Face à l'augmentation croissante de la charge de travail de la Délégation à la petite enfance, des surfaces supplémentaires de rangement doivent être prévues; les surfaces actuelles étant saturées.

Cette demande est justifiée comme suit:

- surface actuelle saturée
- création de nouveaux postes

Il s'agit d'acquérir 4 étagères de 2 rayonnages de 1,5 m de longueur. Elles doivent pouvoir contenir des classeurs fédéraux.

Armoires (3'500.– francs)

Face à l'augmentation croissante de la charge de travail de la Délégation à la petite enfance, des surfaces supplémentaires de rangement doivent être prévues; les surfaces actuelles étant saturées.

Cette demande est justifiée comme suit:

- surface actuelle saturée
- création de nouveaux postes

Il s'agit d'acquérir 5 armoires pouvant être fermées à clef, d'environ 5 rayonnages de 1,5 m de longueur. Elles doivent pouvoir contenir des classeurs fédéraux.

500400 – Espaces verts et environnement

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Aiguilles et mouvements pour l'horloge fleurie (65'000.– francs)

Le jeu actuel est usé, il a été réparé à maintes reprises et est bientôt hors d'usage. Un jeu de remplacement en cas de vandalisme et un autre pour les expositions sont nécessaires. Cette acquisition permettra de fournir aux usagers un aspect esthétique et temporel digne de Genève.

500500 – Etat civil

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

500600 – Pompes funèbres et cimetières

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

500700 – Social

Machine à affranchir (6'400.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

500800 – Délégation à la jeunesse

Machine à affranchir (4'900.– francs)

Voir détails sous Secrétariat du Conseil administratif.

Maintenance des équipements

L'entretien (préventif et curatif) du mobilier standard, des machines, matériel et engins spécifiques dont la compétence de gestion incombe au Service des achats, sera assumée par ce dernier.

En ce qui concerne les installations fixes, le mobilier non standard, les machines, le matériel et les engins spécifiques dont la responsabilité de gestion n'incombe pas au Service des achats, l'entretien (préventif et curatif) est à la charge et sous la responsabilité des services bénéficiaires, sous réserve des équipements dont la compétence a été attribuée à un service précis.

Budget prévisionnel d'exploitation

Les acquisitions prévues n'entraînent aucune charge de fonctionnement supplémentaire.

Quand à la charge financière annuelle comprenant les intérêts au taux de 4,75% et l'amortissement au moyen de 10 annuités pour (D) les équipements fixes, 8 annuités pour (F) le mobilier et 5 annuités pour (G) les machines et le matériel, elle atteindra respectivement (D) 28 402 francs, (F) 372 312 francs, (G) 207 148 francs, soit un total de 607 862 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Service gestionnaire: Service des achats

Services bénéficiaires: Secrétariat du Conseil municipal; Secrétariat du Conseil administratif; Archives; Ressources humaines; Direction du département des finances et de l'administration générale; Comptabilité générale et budget; Gérance immobilière municipale; Taxe professionnelle communale; Achats; Direction des systèmes d'information; Secrétariat et direction du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie; Division de l'aménagement et constructions; Administration et opérations foncières; Urbanisme; Aménagement urbain et éclairage public; Bâtiments; Energie; Voirie; Direction et secrétariat du département des affaires culturelles; Division art et culture; Victoria Hall; Conservatoire et Jardin botaniques; Musée d'art et d'histoire; Bibliothèque d'art et d'archéologie; Cabinet des estampes; Centre d'iconographie genevoise; Maison Tavel; Musée Ariana; Musée d'histoire des sciences; Musée d'ethnographie; Muséum d'histoire naturelle; Bibliothèques municipales; Bibliothèque publique et universitaire; Bibliothèque musicale; Direction du département des sports et de la sécurité; Sports (Centre sportif des Vernets); Sports (Direction et secrétariat); Piscines; Patinoires; Stades et salles; Incendie et secours; Assistance et protection de la population; Agents de ville et domaine public; Direction du département des

affaires sociales, écoles et environnement; Délégation à la petite enfance; Ecoles et institutions pour l'enfance; Espaces verts et environnement; Etat civil; Pompes funèbres et cimetières; Social; Délégation à la jeunesse; Contrôle financier.

Au bénéfice de cette explication, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver les projets d'arrêtés ci-après:

PROJET D'ARRETE I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre c), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 222 000 francs destiné à l'acquisition d'équipements fixes pour différents services de l'administration municipale.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 222 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2003 à 2012.

PROJET D'ARRETE II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre c) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 430 840 francs destiné à l'acquisition de mobilier pour différents services de l'administration municipale.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 430 840 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif et amortie au moyen de 8 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2003 à 2010.

PROJET D'ARRETE III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre c), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 903 076 francs destiné à l'acquisition de machines, matériel et engins spécifiques pour différents services de l'administration municipale.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 903 076 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2003 à 2007.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des finances sont mis aux voix; ils sont acceptés sans opposition (1 abstention).

11. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001 (PR-146).

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Comme l'indique l'intitulé de la proposition, il s'agit d'une demande émanant de l'Association des fonctionnaires retraités de l'administration municipale pour la période de 2001. L'urgence est motivée par le fait qu'il faut bien examiner cette proposition avant la fin de l'année. Le Conseil administratif vous propose donc de la renvoyer à la commission des finances afin que celle-ci puisse l'étudier et que le Conseil municipal puisse la traiter en séance plénière avant la fin de l'année 2001.

Le président. Je crains que vos espoirs concernant l'étude de cette proposition soient déçus, Monsieur le conseiller administratif.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). Notre groupe estime cette demande justifiée, c'est pourquoi non seulement il acceptera l'urgence de la proposition, mais il veut même vous proposer la discussion immédiate.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste acceptera l'urgence sur cet objet.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral comprend mal la raison de cette urgence. Effectivement, on lit dans cette proposition que c'est suite à un vote du Conseil municipal que le versement de l'allocation complémentaire aux pensionnés et retraités de la Ville a été suspendu pour les années 1998, 1999 et 2000. On peut quand même penser que le Conseil administratif pouvait prévoir la reprise de cette dépense au budget 2001. Nous nous étonnons donc un peu qu'il

lui ait fallu attendre le 20 juillet 2001 pour qu'il se rende compte que le règlement concernant cette allocation revenait en vigueur. Nous ne pensons donc pas que ce point soit urgent.

D'autre part, je me permets de dire – et ce n'est pas sur des rangs libéraux que j'ai entendu ces remarques, mais sur ceux de l'Alternative – que, selon certains, les rentiers de la Ville de Genève sont parmi les plus choyés de Suisse.

En outre, je constate, sans que cela soit une critique, que nous sommes à un mois des élections et que ressort tout à coup des tiroirs quelque chose que l'on aurait pu mettre au budget 2001. Maintenant, il faut voter la clause d'urgence de cette proposition et même voter cette dernière sur le siège, d'après ce que j'ai entendu tout à l'heure. Le groupe libéral refusera l'urgence.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Nous nous rallions à la proposition de l'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes) et sommes favorables à la discussion immédiate.

M. Sami Kanaan (S). Le groupe socialiste rejoint la proposition du préopinant non seulement au sujet de l'urgence, mais également de la discussion immédiate. Il s'agit d'un dû que nous devons verser. J'espère juste que le département des finances a bien fait son travail par rapport à la couverture de cette charge supplémentaire et qu'il n'a pas pris de risque inutile quant à la validation de cet arrêté au Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie. Il en sera responsable le cas échéant.

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). Les radicaux n'accepteront pas l'urgence sur cette proposition et ne voteront pas non plus sur le siège. Nous étudierons ce projet en commission, mais cela ne veut pas dire que nous l'y refusons.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée à la majorité (opposition de l'Entente).

12. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001 (PR-146)¹.

Dans sa séance du 20 novembre 1991, le Conseil municipal prenait un arrêté III dont l'article 4 a la teneur suivante:

«Les pensionnés et retraités de l'administration municipale reçoivent une allocation de vie chère et une allocation complémentaire de fin d'année, calculées selon les mêmes taux que ceux appliqués pour le personnel engagé sur la base d'un contrat de droit privé.

»Cette mesure entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.»

Selon des décisions prises ultérieurement par le Conseil municipal, le versement de cette allocation complémentaire a été supprimée en 1995, 1996 et 1997.

Le 10 février 1998, le Conseil municipal votait l'arrêté suivant:

«*Article premier.* – Le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année des pensionnés et retraités de l'administration municipale dont le versement est prévu par l'article 4 de l'arrêté III du 19 novembre 1991 est suspendu en 1998, 1999 et 2000.

»*Article 2.* – Le présent arrêté entre en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 1998.»

Le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année des pensionnés et retraités de l'administration municipale a été suspendu en 1998, 1999 et 2000.

Dès 2001, l'arrêté du Conseil municipal du 20 novembre 1991 doit être appliqué et l'administration municipale doit verser cette allocation complémentaire de fin d'année.

Toutefois, le montant correspondant, soit 1 400 000 francs, n'a pas été inscrit au budget 2001.

Le Conseil administratif vous invite, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

¹ Urgence acceptée, 1083.

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001.

Art. 2. – La couverture de la dépense mentionnée à l'article premier sera assurée par des plus-values escomptées au niveau des revenus de la Ville de Genève ou par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges.

Art. 3. – La dépense mentionnée à l'article premier sera portée à la charge du compte de fonctionnement 2001 de la Ville de Genève.

Le président. La discussion immédiate ayant été demandée par M^{me} Johner lors du traitement de la clause d'urgence de cette proposition, je fais tout d'abord voter la discussion immédiate.

Mises aux voix, la prise en considération de la proposition et la discussion immédiate sont acceptées à la majorité (opposition de l'Entente).

Premier débat

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je ferai juste une remarque pour donner suite à ce que j'ai dit tout à l'heure lors du débat concernant les comptes 2000. On peut lire à l'article 2 de l'arrêté de la proposition PR-146 que la «couverture de la dépense mentionnée à l'article premier sera assurée par des plus-values escomptées au niveau des revenus de la Ville de Genève ou par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges». Je peux vous dire que cet article ne vaut rien. Puisqu'il s'agit d'une dépense supplémentaire, il faut évidemment prévoir une économie d'un montant de 1,4 million de francs au budget 2001.

M. Didier Bonny (DC). Notre groupe s'abstiendra au moment du vote sur cette proposition, car, effectivement, comme l'a souligné M. Kanaan tout à l'heure, il s'agit d'un dû, mais nous aurions vraiment souhaité traiter de ce point-

là en commission afin d'examiner si tout a été fait correctement sur le plan comptable, comme viennent de le relever MM. Oberholzer et Kanaan. Si nous commençons à voter 1,4 million de francs sur le siège, je ne sais pas où nous allons nous arrêter la prochaine fois.

M. Sami Kanaan (S). Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est une erreur de ne pas avoir mis ce montant dans le budget 2001. Nous pourrions chercher qui en est le responsable – certainement pas le Conseil municipal, car il incombe au Service des ressources humaines de gérer ce genre de choses.

Il s'agit ici de corriger une erreur. Effectivement, j'ai dit qu'il y avait un risque concernant la couverture de cette charge, et M. Oberholzer l'a également mentionné. Je rappelle qu'il règne un flou artistique savamment entretenu par le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie quant à l'interprétation conforme de la disposition de la loi sur l'administration des communes (LAC) stipulant que l'on n'a plus le droit d'aggraver le résultat des comptes par rapport au budget de l'année correspondante. L'une des interprétations possibles consiste à dire que cette disposition est valable au niveau du vote du budget en séance plénière en décembre. L'autre interprétation, plus large, y voit une règle en vigueur tout au long de l'année, puisque nous ne cessons d'évoquer le budget. Dans le deuxième cas, cela signifie qu'il faut compenser toute charge nouvelle par une économie ou une recette équivalente, mais il n'est pas dit si cette couverture doit être faite explicitement sur un poste précis ou de manière générale.

Chaque fois que, indépendamment des positions politiques des uns et des autres, nous avons tenté d'obtenir une interprétation plus claire de la LAC, nous avons systématiquement reçu des réponses divergentes et vagues de la part du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie. Je relève ce problème, parce qu'il est extrêmement agaçant. J'estime d'ailleurs assez irresponsable de la part dudit département de jongler avec les règles en fonction du temps ou de l'humeur du moment.

Par conséquent, nous voterons l'arrêté de la présente proposition aujourd'hui, parce que nous estimons qu'il s'agit d'une correction, d'un dû destiné aux fonctionnaires retraités. Si le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie, en fonction de l'humeur du jour, valide cet arrêté ou décide de l'annuler, il en prend la responsabilité.

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, nous sommes contre le vote immédiat et, par conséquent, nous nous abstenons lors du vote sur cet objet, comme le Parti démocrate-chrétien.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté à la majorité (opposition de quelques libéraux et abstention de l'Entente).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001.

Art. 2. – La couverture de la dépense mentionnée à l'article premier sera assurée par des plus-values escomptées au niveau des revenus de la Ville de Genève ou par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges.

Art. 3. – La dépense mentionnée à l'article premier sera portée à la charge du compte de fonctionnement 2001 de la Ville de Genève.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

- 13. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations (PR-155).**

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Cette proposition fait suite à la demande que nous avons reçue concernant les Journées Portes ouvertes qui vont se dérouler les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations. Il s'agit d'une manifestation importante dont il faut absolument délibérer maintenant.

Nous avons été sollicités pour apporter un appui complémentaire aux organisateurs, en particulier à la Fondation pour Genève. Le Conseil administratif a décidé d'accéder à cette demande et de vous la présenter. Cette démarche est peut-être tardive, vu la proximité des dates, mais nous n'y pouvons rien. Nous estimons qu'il s'agit quand même d'un projet important, et toutes ces raisons nous amènent à demander l'urgence sur cette proposition.

M. Didier Bonny (DC). Cette fois, je prends la parole, mais la donne va changer, car notre groupe acceptera l'urgence. En effet, il y a là une urgence objective. Mais – il y a quand même un «mais» – je m'étonne que cette proposition nous parvienne seulement maintenant; je ne comprends pas très bien la raison de ce retard. Il me semble que le Conseil administratif aurait pu être au courant de cette demande plus tôt et ne pas nous faire voter une somme de 100 000 francs juste quarante jours avant que les événements aient lieu. J'aimerais bien recevoir plus d'explications de la part du Conseil administratif à ce sujet.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral soutiendra également l'urgence de cette proposition et serait même tout à fait favorable à une discussion et à un vote immédiats.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste rejoint la position émise par M. Bonny tout à l'heure, c'est-à-dire que nous sommes prêts à voter l'urgence de la proposition, mais que nous aimerions des explications complémentaires de la part du Conseil administratif.

M. Alain Marquet (Ve). Les Verts voteront eux aussi l'urgence de cette proposition, bien qu'ils soient un peu surpris de voir arriver cette demande un mois avant des Journées Portes ouvertes vraisemblablement prévues de longue date.

M. Bernard Paillard (AdG/SI). Notre groupe estime que, si le Conseil administratif peut nous donner sur le siège quelques explications complémentaires, cela nous permettrait de traiter ce point de manière véritablement urgente et d'éviter un détour par une commission.

M. Pierre Maudet (R). Le groupe radical votera également l'urgence, puisque la proximité de la date de la manifestation se fait sentir. Néanmoins, dans

la droite ligne de ce que vient d'indiquer M. Bonny, nous profiterons de la discussion immédiate pour poser la question au Conseil administratif: pourquoi cette proposition arrive-t-elle seulement maintenant sur la table?

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée à la majorité (1 opposition des Verts).

14. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations (PR-155)¹.

Les Journées Portes ouvertes ONU 2001 auront lieu les samedi 27 et dimanche 28 octobre 2001 au Palais des Nations, à Genève.

Préambule

A l'occasion de l'Année internationale des volontaires (AIV), M. Vladimir Petrovsky, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a souhaité qu'en 2001 soient organisées au Palais des Nations des Journées Portes ouvertes sur le thème des volontaires, thème qui devrait constituer une excellente occasion de montrer la participation de la société civile au travail des agences spécialisées et aux programmes des Nations Unies et d'élargir le dialogue avec la population suisse et genevoise, très active dans ce domaine.

Les Journées Portes ouvertes auront lieu à l'extérieur et à l'intérieur du Palais des Nations.

Objectifs

Les objectifs de ces journées sont les suivants:

- inviter la population suisse à mieux connaître les activités des Nations Unies et des organisations internationales basées sur territoire suisse;
- mettre l'accent sur le rôle essentiel des volontaires au sein des Nations Unies;
- renforcer l'image des Nations Unies;

¹ Urgence acceptée, 1088.

- mettre en lumière les liens unissant les Nations Unies, la Suisse, Genève et leurs partenaires.

Le concept consiste à présenter de manière vivante les activités des Nations Unies et de ses partenaires par des volontaires, des associations sportives et culturelles locales et internationales, à travers les principales missions de l'ONU sous forme de villages, à travers également un certain nombre d'itinéraires thématiques.

Concrètement, il s'agit d'inviter le grand public au Palais des Nations pour une démonstration, ludique et conviviale, du rôle et du travail sur le terrain des Nations Unies et de leurs partenaires dans le monde. Il s'agit en particulier de sensibiliser cette année la population au rôle et au travail des volontaires dans ce cadre et de montrer les liens qui existent à plusieurs niveaux entre la Suisse et les Nations Unies.

Ambitieuse, la démarche des Nations Unies se veut exceptionnelle par l'ampleur du projet. Hôtes d'honneur, médias locaux et nationaux seront mobilisés à cette occasion, qui s'inscrit dans la perspective de la consultation sur l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies.

La direction générale de l'Office des Nations Unies à Genève a invité les agences spécialisées, programmes et fonds des Nations Unies, les autres organisations internationales basées en Suisse, les associations à vocation internationale, les autorités, institutions et associations suisses et genevoises à organiser conjointement les Journées Portes ouvertes 2001.

Un comité de soutien a été créé, sous la coprésidence de la direction générale de l'Office des Nations Unies à Genève et de la Fondation pour Genève, et comprend notamment la Confédération suisse, le Canton de Genève et la Ville de Genève, les communes genevoises, Genève Tourisme, Divonne Tourisme, la FIDP, le CAGI, la FIPOI, la DDC, le Club suisse de la presse.

La direction du projet est assurée conjointement par l'Office des Nations Unies à Genève et la Fondation pour Genève.

Le Directeur général de l'Office des Nations Unies a souligné l'intérêt personnel du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, pour ces Journées Portes ouvertes 2001 et a fait part de la décision du secrétaire général de participer à un message spécial qui sera donné à l'accueil des visiteurs.

Conception des Journées Portes ouvertes 2001

Il s'agit d'assurer l'accueil et la présentation des activités des Nations Unies et de ses partenaires:

- par des volontaires;
- par des associations sportives et culturelles, locales et internationales;
- à travers les principaux axes de l'ONU, sous forme de villages (affaires humanitaires, technologie au service de l'humanité, coopération économique et sociale, santé, développement durable, désarmement et paix);
- à travers des itinéraires thématiques (environnement, réfugiés et guerre, santé et pauvreté, monde du travail, technologies nouvelles).

La Confédération, le Canton de Genève et la Ville de Genève sont sollicités pour présenter la politique d'accueil de la Genève internationale, les activités de la Ville de Genève en faveur de la Genève internationale (Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, etc.).

La Ville de Genève est sollicitée pour mettre à disposition ses différents moyens d'information et ses services jugés indispensables à la réussite de ces journées (Service de la voirie, Service des sports, Protection civile...).

Coûts

La contribution demandée à la Ville de Genève pour soutenir cette manifestation s'élève à 100 000 francs.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 28 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes sur d'autres rubriques de charges ou par de nouveaux produits du budget 2001 de la Ville de Genève.

Art. 3. – La charge sera portée dans les comptes budgétaires 2001 de la Ville de Genève, sous le compte 36703.000400.

Annexe: présentation détaillée des Journées Portes ouvertes ONU 2001

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Je vous l'ai expliqué tout à l'heure: la proximité de la date où se déroulera cette manifestation justifie que nous ayons demandé l'urgence. Il a été proposé d'étudier cette proposition en discussion immédiate; pour ma part, je n'y suis absolument pas opposé, je n'osais pas la proposer en plus en l'urgence.

Vous nous demandez pourquoi cette proposition arrive si tard devant le Conseil municipal. Il s'agit simplement d'une accumulation de délais. Tout d'abord, nous avons reçu une première demande, orale, de la part de certains des responsables de la manifestation; ils nous demandaient d'ailleurs une somme du même ordre de grandeur, mais je répète qu'il s'agissait d'une demande orale. Elle a été communiquée au Conseil administratif en vue de lui demander s'il entrait en matière.

Etant donné qu'il était favorable à cette demande orale, le Conseil administratif a quand même souhaité que celle-ci lui soit adressée formellement par écrit, accompagnée d'un projet de budget et des motivations poussant les organisateurs de la manifestation à évaluer le montant demandé à 100 000 francs. Les annexes y afférentes figurent dans notre proposition afin que le Conseil municipal puisse avoir une idée du programme des Journées Portes ouvertes. Un certain délai de réponse à notre exigence a été nécessaire avant que cette demande écrite nous soit transmise et, par la suite, il a fallu encore attendre avant qu'elle arrive en séance plénière du Conseil municipal. Il s'agit d'une procédure administrative.

Je regrette ce retard, j'aurais préféré vous soumettre cette proposition au mois de juin, mais enfin, en tout état de cause, elle est ici aujourd'hui, et c'est la raison pour laquelle nous nous avons demandé l'urgence.

Préconsultation

Le président. Monsieur Oberholzer, dans le cadre du débat sur l'urgence, vous avez évoqué la discussion immédiate, mais la proposez-vous formellement?

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Oui, Monsieur le président.

Mises aux voix, la prise en considération de la proposition et la discussion immédiate sont acceptées à l'unanimité.

Premier débat

M. Alain Marquet (Ve). Je ne vous cacherai rien en vous disant que je ne porte pas le fameux «machin» dans mon cœur, pour bien des raisons; j'aurai peut-

être l'occasion d'en aborder quelques-unes ce soir. A mes yeux, l'Organisation des Nations Unies (ONU) dispose déjà d'un budget significatif qui devrait, dans certaines circonstances, lui permettre d'éviter d'avoir à faire appel à d'autres collectivités.

Je relèverai aussi que la Ville de Genève fournit déjà, à mon avis, un effort important en accueillant et en soutenant les organisations internationales qui s'installent sur son territoire. Cela ne justifierait pas forcément la participation supplémentaire demandée à la Ville.

D'autre part, nous nous verrions associés dans le cadre des Journées Portes ouvertes à un certain nombre d'organismes – dont la liste est mentionnée dans la proposition – qui ne font pas forcément l'unanimité au sein de notre parti.

L'émotion est évidemment à l'ordre du jour, vu les événements d'hier, et elle nous poussera vraisemblablement à voter cette proposition. Cependant, on peut imaginer sans peine que les événements d'hier peuvent être considérés comme une sorte de conséquence pour l'ONU de ne pas s'être donné les moyens d'appliquer certains choix qu'elle-même avait faits. Je veux évoquer par là, par exemple, la résolution 778, concernant l'Irak, que tout le monde connaît.

Je dirai encore, à titre informatif peut-être, que l'ONU subit actuellement une forme de pression de certains Etats, lesquels seraient susceptibles de participer activement à ces Journées Portes ouvertes. J'en veux pour exemple la loi qu'est en train de discuter la chambre des représentants aux Etats-Unis, loi visant à supprimer la subvention que ceux-ci versent à l'ONU au cas où l'un de leurs soldats se verrait contraint à comparaître devant le Tribunal pénal international de La Haye. On voit ainsi à quel point certaines collectivités traitent vraiment l'ONU par-dessus la jambe.

Ce ne sera peut-être pas notre cas ce soir, puisque nous voterons probablement les 100 000 francs demandés par cette proposition. Mais j'aimerais quand même dire et redire que ce ne sera pas forcément de gaieté de cœur, tant pour nous il est préférable d'accorder de l'argent, des moyens, des subventions, à des associations et des organisations qui travaillent vraiment à la base pour promouvoir la paix des peuples et l'entente entre les individus. J'en ai un exemple qui m'est cher et qui me vient immédiatement à l'esprit: celui de l'Ecole instrument de paix.

M. Didier Bonny (DC). Je serai bref et dirai simplement que, contrairement à ce que vient de dire M. Marquet, nous nous réjouissons quant à nous que la Ville de Genève puisse participer à ces Journées Portes ouvertes. En effet, celles-ci ont

une grande importance au vu de la votation qui aura lieu en 2002 sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Les démocrates-chrétiens d'ont pas la même position que M. Marquet à ce sujet, car ils sont favorables à l'ONU.

M. Gérard Deshusses (S). Dépenser 100 000 francs, à l'occasion des Journées Portes ouvertes, pour du volontariat et non pas pour se prononcer sur la politique de l'ONU, le groupe socialiste croit que c'est tout à fait normal et décent. Dans le cas contraire, nous ne pourrions en effet nous targuer d'être une ville de paix; hier encore, notre maire soulignait que Genève était une cité de paix et qu'il fallait le rappeler dans les temps perturbés que nous vivons. Eh bien, c'est le moment, ici, lors de ces journées sur le volontariat, de marquer notre présence.

La contribution requise ici est modeste, pour discuter en termes pécuniaires: 100 000 francs, par rapport à ce que rapporte l'ensemble des sociétés internationales installées chez nous, c'est très peu.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral soutiendra également l'octroi du crédit de 100 000 francs. Nous pouvons tirer quelque fierté d'accueillir sur notre territoire le siège européen de l'ONU. Même si, comme l'a dit M. Marquet, nous faisons quelques concessions pour avoir cette organisation internationale sur notre sol, nous considérons qu'elle apporte plus d'avantages que d'inconvénients à Genève, notamment en ce qui concerne la renommée et la richesse de notre ville.

Cela étant dit, j'ai une petite remarque à formuler, ainsi que quelques soucis à exprimer. Dans l'article 2 du projet d'arrêté, il est question d'«économies équivalentes», puis on parle de «nouveaux produits du budget 2001». La proposition PR-146 mentionnait d'abord les nouveaux produits du budget 2001, et les économies venaient ensuite. Cependant, il n'en demeure pas moins que cet article 2 me cause quelques soucis eu égard à l'interprétation de la LAC.

Le président. Rien ne vous échappe, Monsieur Oberholzer.

M. Pierre Maudet (R). Pour notre part, nous soutiendrons également cette demande de crédit pour les excellentes raisons évoquées précédemment, mais toutefois avec le souhait suivant: comme nous l'avions évoqué au cours de la discussion sur la subvention pour le Club de la presse, je crois, ou pour le CAHJ, c'est-à-dire le groupe de coordination pour l'accueil et l'hébergement des jeunes,

nous souhaiterions que, à l'avenir, la promotion effectivement très utile auprès des Genevois du travail des Nations Unies et de ses volontaires en particulier, dans le cadre des programmes des Nations Unies, se fasse de manière concertée, globale et réfléchie, et pas à la fronde, en quelque sorte, à coups de demandes de subventions çà et là.

Nous pensons – et c'est probablement ce qu'il faudra retenir de cette présentation auprès des Genevois – que les volontaires, en particulier au sein des Nations Unies, mais également tous les bénévoles, toutes celles et tous ceux qui, de par le monde, apportent leur soutien aux programmes de l'ONU, ont droit à davantage de promotion, non pas seulement à Genève mais précisément dans les pays où ils sont actifs, ceux du tiers monde. Nous souhaiterions que le Conseil administratif, notamment par le biais de sa délégation vis-à-vis de l'étranger, en soit conscient dans ses efforts et le traduise dans les faits. Nous votons donc de bon cœur, avec plaisir, le crédit que l'on nous demande aujourd'hui, parce que nous pensons que ces Journées Portes ouvertes seront efficaces et utiles.

M. Bernard Paillard (AdG/SI). Je voudrais juste apporter un élément de réflexion. J'aimerais mentionner ce que le professeur Ruffieux, qui enseigne la géographie à l'Université de Genève, rappelle sans cesse à qui veut l'entendre: Genève est en train de perdre ses avantages relatifs en matière d'existence internationale. Si, il y a cinquante ans, la ville brillait facilement grâce à ses institutions internationales, aujourd'hui, tous ces avantages sont en train de se perdre. Lausanne nous fait une sérieuse concurrence, et d'autres villes font de même, en Autriche notamment, mais on peut aussi penser à toutes sortes d'autres facteurs.

Je pense qu'il est extrêmement important pour la Ville de Genève de continuer à avoir un impact puissant au niveau des organisations internationales, qu'elles soient gouvernementales ou non, ce que je préférerais pour ma part. Cela étant, aussi bien au niveau de l'image que la ville peut donner dans le monde qu'à celui de son existence, tout simplement, si l'on compare la somme demandée ce soir à celles qu'il faudrait verser à l'Office du tourisme pour que le nom de «Genève» passe quelquefois à CNN, je pense que l'existence de ces organisations internationales sur son territoire est extrêmement favorable pour Genève, non seulement pour son image, mais aussi tout simplement au point de vue de ses ressources et de l'emploi.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 28 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes sur d'autres rubriques de charges ou par de nouveaux produits du budget 2001 de la Ville de Genève.

Art. 3. – La charge sera portée dans les comptes budgétaires 2001 de la Ville de Genève, sous le compte 36703.000400.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

15. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

16. Interpellations.

Néant.

17. Questions.

Néant.

Le président. Avant de lever la séance, j'ai deux informations à vous communiquer. Le jeudi 4 octobre à 20 h, dans les salons du Palais Eynard, seront reçus les candidats à la naturalisation genevoise. Mesdames et Messieurs, vous y êtes cordialement invités par le Conseil administratif.

D'autre part, il devait se dérouler vendredi prochain à l'ONU une manifestation organisée par le Grand Conseil à laquelle vous étiez également invités. En raison des événements survenus hier aux Etats-Unis, cette manifestation est reportée.

Nous nous retrouvons ce soir à 20 h 30 pour mener le troisième débat sur les comptes et traiter la dernière urgence de notre ordre du jour.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	898
2. Communications du bureau du Conseil municipal	900
3. Clause d'urgence sur le rapport de la commission des finances chargée d'examiner les comptes rendus administratif et financier de l'exercice 2000 (PR-118 A)	900
4. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner les comptes rendus administratif et financier de l'exercice 2000 (PR-118 A)	903
5. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 277 000 francs destiné à la réfection de la toiture et à la mise en conformité des équipements techniques de l'Alhambra situé au 10, rue de la Rôtisserie, parcelle N° 6415, feuille N° 25, section Cité (PR-128).....	1013
6. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 277 000 francs destiné à la réfection de la toiture et à la mise en conformité des équipements techniques de l'Alhambra situé au 10, rue de la Rôtisserie, parcelle N° 6415, feuille N° 25, section Cité (PR-128)	1014
7. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 391 200 francs destiné à l'étude du réaménagement de la place de Cornavin et de ses abords (PR-132)	1028
8. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 391 200 francs destiné à l'étude du réaménagement de la place de Cornavin et de ses abords (PR-132)	1030
9. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire d'un montant de 3 555 916 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier,	

machines de bureau, équipements de nettoyage, engins et équipements spécifiques pour les services de l'administration municipale – tranche 2001-2001 (PR-145).....	1037
10. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire d'un montant de 3 555 916 francs destiné au renouvellement/acquisition de mobilier, machines de bureau, équipements de nettoyage, engins et équipements spécifiques pour les services de l'administration municipale – tranche 2001-2001 (PR-145).....	1038
11. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001 (PR-146)	1083
12. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 1 400 000 francs destiné à financer le versement de l'allocation complémentaire de fin d'année aux pensionnés et retraités de l'administration municipale en 2001 (PR-146)	1085
13. Clause d'urgence sur la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations (PR-155).....	1088
14. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs destiné à soutenir l'organisation des Journées Portes ouvertes 2001 de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), les 27 et 28 octobre 2001 au Palais des Nations (PR-155).....	1090
15. Propositions des conseillers municipaux	1119
16. Interpellations	1119
17. Questions	1120